

Les difficultés de M. Mikhaïl Gorbatchev

La réforme économique soviétique serait soumise à référendum

Un projet risqué

DE la part d'un régime et d'un parti qui n'avaient jamais consulté personne avant de se lancer dans les pires aventures, la décision annoncée mercredi par le Kremlin de soumettre à un référendum ses projets de réforme économique marque à tout le moins, et quel qu'en soit le résultat, un nouveau progrès de la démocratisation. Mais c'est aussi une entreprise extrêmement risquée, et sans doute l'indice de nouveaux atterrissements dans la voie des réformes indispensables.

L'entreprise est risquée parce que, en toute logique, le résultat de cette consultation devrait être négatif. Selon un récent sondage publié par les « Nouvelles de Moscou », la confiance accordée par la population aux autorités est tombée de 53 % en janvier dernier à 43 % en avril, tandis que le nombre des Soviétiques qui se disent satisfaits du Parti communiste a été divisé par deux en un an, chutant à 16 %. Comment cette même population, que M. Gorbatchev jugeait lui-même tout récemment « conservatrice » à l'égard du système de marché, accepterait-elle une réduction, très officiellement programmée, d'un niveau de vie déjà très bas ?

Il existe d'ailleurs un précédent : en 1987, une majorité de Polonais avait dit non à un référendum analogue entrepris par un Parti communiste alors encore seul au pouvoir, ce qui avait accéléré la convocation d'une table ronde avec l'opposition. Est-ce là ce qu'envisage M. Gorbatchev ?

Constatons que le président soviétique a changé une nouvelle fois de tactique. Il avait laissé entendre, en mars dernier, qu'il utiliserait ses futurs pouvoirs présidentiels pour « accélérer », en légiférant par décrets, une réforme économique trop mollement soutenue à ses yeux par le gouvernement de M. Ryjkov.

Aujourd'hui, ce même gouvernement revient à l'avant-scène, de même que les syndicats officiels soviétiques, lesquels, bien que toujours proches du PC, s'opposent à de nombreux aspects de la réforme et exigent un référendum. Dans la mesure où ce dernier exigera de longs mois de préparation, leur succès témoigne à tout le moins d'un retard dans la « radicalisation » annoncée, si elle n'annonce pas son enterrement « légal ».

EN réalité, M. Gorbatchev paie ici le prix de retards antérieurs. Il y a un an encore, et en tout cas jusqu'en 1988, il pouvait pour ainsi dire tout demander à sa population, y compris une consécration à la tête d'un Etat renforcé. Aujourd'hui, son image pâtit de la détérioration de la situation, mais aussi du fait qu'il ne tient aucun de ses nombreux mandats d'une élection populaire directe.

Un référendum pourrait lui permettre de rattraper une partie de ce handicap, encore que le risque soit faible pour lui. Selon M. Maslouchov, responsable du plan et grand ordonnateur du nouveau programme, c'est le gouvernement, pas le président, qui démissionnera en cas d'échec.

M 0147 - 525 0 - 5 00 F



Moscou juge insuffisantes les concessions de Vilnius

Renforts français au Gabon

Le premier ministre soviétique, M. Ryjkov, a jugé insuffisantes, jeudi 24 mai, les concessions de Vilnius, déclarant que les Lituaniens « n'ont pas fait le moindre pas en avant et ne sont pas revenus sur leur position ». Ceux-ci ont offert de suspendre les décisions découlant de la déclaration d'indépendance du 11 mars dernier, mais sans revenir sur la déclaration elle-même.

Les contacts entre Moscou et les Républiques baltes butent tout naturellement sur une question de principe : le Parlement lituanien refuse de suspendre sa proclamation d'indépendance du 11 mars, suspension dont Moscou fait désormais une condition préalable absolue.

Réunis mercredi 23 mai en session extraordinaire, les députés lituaniens ont adopté dans la soirée à une forte majorité - 74 voix pour, quinze contre et dix abstentions - une lettre offrant à M. Mikhaïl Gorbatchev de suspendre les effets de la déclaration d'indépendance du 11 mars, mais pas la déclaration elle-même.

Le texte, lu mercredi soir à la télévision, propose en effet de « suspendre pendant la durée des négociations officielles entre les deux Etats (l'URSS et la Lituanie) les actes légaux et les déci-

sions qui découlent de l'application des actes adoptés par le Parlement de la république de Lituanie le 11 mars 1990, et qui touchent les intérêts définis par les deux parties comme objets de négociation ».

Le premier ministre soviétique, M. Nikolaï Ryjkov, a bien évidemment rejeté dès jeudi matin comme insuffisante la proposition des députés lituaniens. « Je pense qu'ils n'ont pas fait le moindre pas en avant et qu'ils ne sont pas revenus sur leur position », a déclaré M. Ryjkov à l'agence de presse Interfax, diffusée par Radio-Moscou.

M. Ryjkov n'a fait là que confirmer un durcissement notable du Kremlin dans la question balte.

S. K.

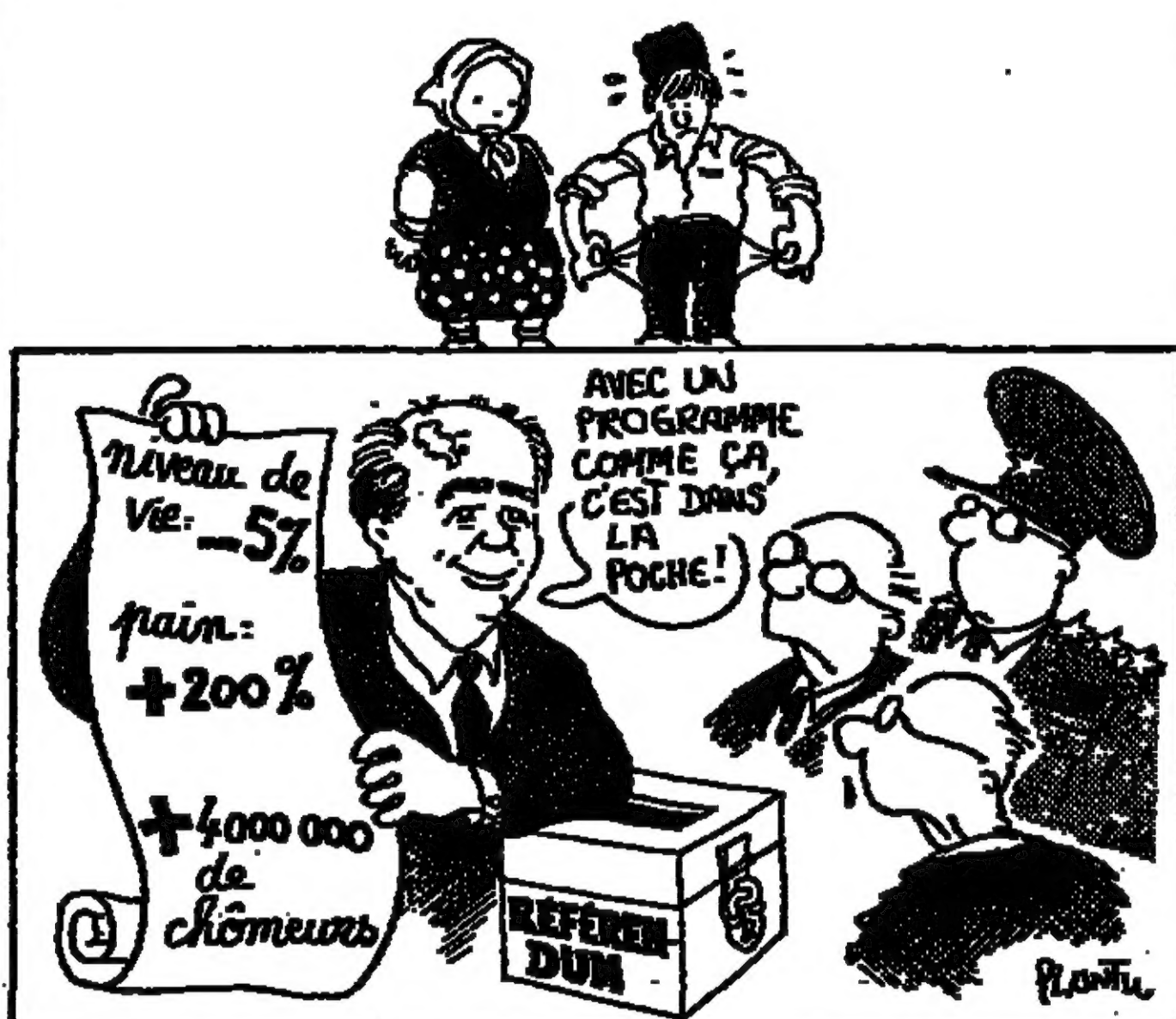
Lire la suite page 4

Un porte-parole du Quai d'Orsay a réitéré, jeudi 24 mai, que des renforts militaires français ont été envoyés au Gabon dès le déclenchement des troubles, mercredi, à la suite de la mort suspecte d'un opposant. Ce décès a entraîné des violences dans la capitale, Libreville, ainsi que dans la deuxième ville du pays, Port-Gentil, où le conseil général, M. Jean Duffau, a été retenu en otage pendant plus d'une demi-journée par des opposants au régime du président Omar Bongo avant d'être relâché jeudi en début de journée.

Le ministère des affaires étrangères s'est contenté d'annoncer qu'un dispositif a été mis en place pour la protection de nos ressortissants. Le SIRPA (service d'information et de relations publiques des armées françaises) a néanmoins précisé que le 2^e REP (régiment étranger de parachutistes) basé à Calvi avait été mis « en alerte ». Jeudi en fin de matinée, cette unité d'élite n'avait pas encore quitté la Corse.

Six cents soldats français sont régulièrement stationnés au Gabon en vertu d'un accord de défense et d'assistance militaire technique signé le 17 août 1960.

Lire nos informations page 20



Lire nos informations page 18

Fin de campagne sanglante en Colombie

Dans un climat d'extraordinaire violence les électeurs désignent, le 27 mai, le successeur du président Barco

BOGOTÁ

de notre envoyé spécial

Qui sera le prochain ? Cette question a hanté les Colombiens ces dernières semaines. Chaque fois qu'ils ont vu à la télévision les principaux candidats à l'élection présidentielle du 27 mai, ils se sont demandés si le lendemain ceux-ci seraient toujours en vie. Luis Carlos Galán, le libéral ; Bernardo Jaramillo, le communiste ; Carlos Pizarro, l'ancien chef guérillero ; autant d'hommes qui incarnaient, comme on dit, un « espoir de changement », qui étaient candidats déclarés à la charge suprême, et qui ont été assassinés. A cette inquiétude s'en est ajoutée une autre plus palpable : la peur jusqu'au dernier

moment de la voiture piégée, cette technique terroriste qui a fait plusieurs dizaines de morts depuis le début du mois.

La mafia de la drogue n'a pas dit qu'elle voulait saboter l'élection. Elle n'a pas décliné qu'après Virgilio Barco, l'actuel président, le favori du scrutin du 27 mai, Cesar Gaviria, était son principal adversaire et qu'elle ferait tout pour l'éliminer. Elle n'a pas annoncé son intention de « déstabiliser les institutions », selon la formule des autorités. Mais les attentats de ces dernières semaines portent sa marque. Les services secrets ont détecté la présence de quatorze voitures piégées qui attendaient à Bogotá le moment d'exploser. Jusqu'à la dernière minute, l'un des concurrents en lice risque d'être

victime d'un sicaire, d'un tueur à gages. « Si Gaviria arrive vivant le jour du scrutin, ce sera un succès », dit le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Semana*, Darío Restrepo.

A quatre jours de l'élection, il était toujours vivant. Il a fait campagne en voiture blindée, en évitant les meetings en plein air. Il a dû rayer Medellín, la deuxième ville du pays, de son agenda. Le chef de son comité électoral local, le sénateur Federico Estrada, vient d'y être assassiné. Aucun des responsables départementaux du Parti libéral, dont il est candidat, n'a garanti sa sécurité s'il descendait sur la place publique.

CHARLES VANHECKE
Lire la suite page 3

M. Mitterrand à Moscou

Lors de sa brève visite, vendredi 25 mai, dans la capitale soviétique, le chef de l'Etat évoquera notamment l'architecture de la future Europe

page 3

Recul du chômage en avril

22 900 chômeurs de moins en un mois et 84 000 emplois salariés supplémentaires.

page 18

La répression dans les territoires occupés

Washington prêt à envisager l'envoi d'observateurs de l'ONU

page 2

M. Le Pen condamné

Le président du Front national condamné pour ses déclarations à propos du « détail » sur les chambres à gaz

page 6

Le Club en Bulgarie

Le Club Méditerranée signe un accord de coopération avec le gouvernement de Sofia

page 20

Le sommaire complet se trouve page 20

Au vrai kitsch anglais

On ne connaissait pas le peintre du XVIII^e Joseph Wright of Derby Et peut-être aurait-il mieux valu continuer à l'ignorer

Dans les merceries et les bazars un peu vieillots, à l'enseigne de la *Dentelle du Puy* ou des *Ciseaux d'argent*, sont accrochés aux murs des canevas de tapisserie qui représentent en vert amande et bleu azur une chaumière au bord d'un lac, avec bergère et moutons au premier plan. D'autres figurent un volcan lançant des filaments écarlates sur fond de nuit, avec incendies et fuyards au premier plan.

Ces motifs, on les supposait anonymes, décalqués des calendriers postaux et des boîtes de chocolat. Faux. Ils ont un inventeur. Un peintre a consacré sa vie à ce noble labeur et l'on comprend que les Musées Nationaux aient eu à cœur de lui rendre l'hommage que mérite son dévouement à la cause de l'art on-

chambre. Il se nomme Joseph Wright, qui se fit appeler Wright of Derby par fidélité à la ville où il naquit en 1734 et mourut en 1797. Ainsi que le signale fièrement le catalogue « c'est à peine si le nom de ce peintre (...) évoque quelque chose auprès d'un (...) vaste public ». L'injustice est scandaleuse assurément. Depuis des décennies, des milliers de

logis doivent à Wright leur plus bel ornement et on ne le savait pas. Il fallait remédier à ce malheur. Il le fallait d'autant plus que Wright, non content d'être un paysagiste exquis, le maître des cottages fleuris, des ruines pomponnées et des éruptions enguirlandées d'or et de pourpre, fut un homme sans histoires.

PHILIPPE DAGEN
Lire la suite page 8

LIBRES + IDEES

« Un inédit de Joseph Conrad à l'occasion du Festival de la littérature de voyage à Saint-Malo. » Romans : Diane de Margaria, Philippe Beaussant, Daniel Boulanger, Nancy Huston. « La chronique de Nicole Zand : « L'envie de tuer ». » Le feuilleton de Michel Braudeau : « Verise en toutes lettres ».

pages 9 à 14

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DA ; Tunisie, 8,50 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p ; Irlande, 180 IR ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,40 FL ; Portugal, 180 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 KSB ; Tchécoslovaquie, 170 KCS ; USA, 1,75 \$; Royaume-Uni, 1,75 £.

ÉTRANGER

La poursuite de l'agitation palestinienne et l'irritation américaine à l'égard d'Israël

Malgré trois jours de couvre-feu et une diminution sensible des affrontements entre manifestants et militaires, la tension restait vive dans les territoires occupés, où un jeune Palestinien a été tué, jeudi 24 mai, près de Ramallah (Cisjordanie), d'une balle dans la poitrine.

En Jordanie, de nouveaux heurts entre policiers et manifestants pro-palestiniens ont éclaté mercredi, faisant un mort dans le camp de réfugiés de Hittine, près de la ville de Zarka, où, selon l'agence jordanienne Petra, des manifestants ont tiré sur les forces de l'ordre, pris d'assaut des bâtiments et allumé des incendies. Cependant, les

députés membres des Frères musulmans (le quart de l'Assemblée) ont appelé à « l'arrêt définitif de toutes les manifestations » tandis que le Conseil national palestinien (qui joue le rôle de Parlement en exil) mettait en garde contre toute « atteinte à la sécurité nationale » de la Jordanie.

Au Caire, où il était réuni en présence de représentants de l'OLP, le conseil de l'Internationale socialiste - y compris la délégation travailliste israélienne conduite par M. Shimon Pérès - a adopté à l'unanimité une résolution reconnaissant au peuple palestinien « le droit à l'autodétermination, avec, comme corollaire, toute forme constitu-

tionnelle de son choix, sans exclure un Etat ou tout autre arrangement possible ». Le texte réaffirme, en outre, la nécessité pour les Palestiniens d'accepter le droit à l'existence dans la sécurité d'Israël, à qui il demande de mettre un terme à « la destruction des maisons, les expulsions, les emprisonnements massifs, la violence et la brutalité » dans les territoires occupés.

A Paris, M. Roland Dumas a insisté mercredi sur la « gravité » des événements de ces derniers jours en Cisjordanie et à Gaza, soulignant également que la mort de travailleurs « se rendant paisiblement sur leur lieu de travail est un malheur

pour l'humanité, quelles que soient l'origine et la religion de ceux-ci ».

Le ministre, qui intervenait devant l'Assemblée nationale, a indiqué que la France condamnerait à nouveau, lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, vendredi à Genève - en présence de M. Yasser Arafat, - la tuerie de Rishon-le-Zion et la répression dans les territoires occupés. Il a d'autre part expliqué que la mission de M. Bernard Kouchner dans les territoires occupés serait une « mission d'apaisement, d'aide, de compassion à des populations qui souffrent. Rien de plus mais rien de moins ».

Washington est prêt à envisager l'envoi d'observateurs de l'ONU dans les territoires occupés

WASHINGTON

de notre correspondant

Cette fois, l'administration Bush semble déterminée à ne pas se contenter de mots pour exprimer son irritation croissante devant la politique de répression menée par Israël dans les territoires occupés et devant l'absence de perspectives de paix. Le secrétaire d'Etat James Baker a indiqué, mercredi 23 mai, que les Etats-Unis « seraient disposés à discuter de l'envoi d'une équipe d'observateurs de l'ONU (dans les territoires occupés) si cette question est abordée à la session du Conseil de sécurité ». Il s'agit de la session qui se tiendra à Genève vendredi 25 mai avec la participation de M. Yasser Arafat, aux termes d'un compromis suggéré par Washington aux représentants de l'OLP (le Monde du 24 mai).

En dépit de sa formulation anodine, cette « disposition à discuter » de l'envoi d'observateurs de l'ONU constitue un revirement majeur de l'attitude américaine, Washington ayant toujours considéré qu'une telle initiative - demandée de longue date par les Palestiniens - aurait constitué une ingérence dans les affaires intérieures de son allié israélien.

Le déplaisir croissant suscité à Washington par l'attitude des dirigeants israéliens est perceptible depuis des semaines, et tout particulièrement depuis que le refus de M. Shamir de s'engager de bonne foi dans sa propre initiative de paix est apparu au grand jour. L'entêtement du même Itzhak Shamir à appliquer la méthode forte dans les territoires occupés n'a fait que renforcer ce mécontentement : alors que les défenseurs habituels d'Israël se sont étonnés, par le biais d'ar-

ticles de presse, que l'on puisse tenir l'Etat juif responsable de l'acte d'une personne psychiquement dérangée (l'assassinat de huit ouvriers palestiniens), l'administration a insisté sur un autre aspect des choses : l'absence de « retenue » de l'armée israélienne, dont les opérations de répression contre les manifestations consécutives au drame de Rishon-le-Zion ont fait beaucoup plus de victimes que l'assassinat lui-même.

Le mécontentement de Washington s'était jusque-là exprimé exclusivement par des mots, en particulier à travers la déclaration de M. Bush, qui ne faisait que reprendre de manière plus solennelle les commentaires émis depuis deux jours par les porte-parole de l'administration. Envisager l'envoi d'observateurs, susceptibles de modérer le comportement de l'armée israélienne, est d'une tout autre impor-

tance - à condition, bien entendu, que Washington persiste dans ses intentions lorsqu'il s'agira de voter au Conseil de sécurité. Les Israéliens ne s'y sont pas trompés, qui ont aussitôt exprimé leur refus et leur vif déplaisir. Porte-parole de M. Shamir, M. Avi Pazner a ainsi souligné que l'envoi d'observateurs représenterait une atteinte à la souveraineté israélienne.

S'il se confirme dans les faits, le revirement américain apparaîtra comme d'autant plus significatif qu'il est perçu comme l'une des composantes de la sorte d'accord à l'amiable réalisé mardi entre diplomates américains et représentants de l'OLP, aux termes duquel M. Arafat n'insisterait pas pour se rendre à New-York (les Etats-Unis lui ayant fait comprendre que ce n'était pas dans son intérêt et que, d'ailleurs, ils ne lui accorderaient

pas de visa), tandis que l'administration acceptait sans réticence que le Conseil de sécurité entende le dirigeant palestinien à Genève. Les Palestiniens ont manifesté leur intention de réclamer l'envoi de troupes de l'ONU dans les territoires : à défaut de troupes, une résolution prévoyant le détachement d'observateurs serait déjà un succès considérable.

Cela dit, Washington ne semble absolument pas prêt à utiliser son principal moyen de pression sur Israël : l'aide financière. A une journaliste américaine qui lui demandait « combien de temps les Etats-Unis allaient continuer à financer la répression militaire d'un peuple désarmé », le secrétaire d'Etat a répondu que l'aide des Etats-Unis à son allié israélien n'était « pas conditionnelle ».

M. Bush a téléphoné mardi au président égyptien Hosni Moubarak pour

l'informer de ses décisions - alors qu'il ne semble pas qu'il soit entré en communication avec M. Shamir (avec lequel M. Bush entretient des « relations téléphoniques » beaucoup plus distendues, en partie parce que le premier ministre israélien, contrairement au président américain, ne passe pas pour un grand amateur de ce mode de conversation). Comme on demandait à M. Baker si, à cette occasion, M. Bush avait manifesté l'intention d'accueillir aux Etats-Unis un contingent plus élevé de juifs soviétiques (comme le lui demandent les pays arabes), il a répondu par la négative. M. Baker a cependant souligné que le nombre des juifs d'URSS admis aux Etats-Unis avait été très rapidement ces dernières années : de 14 000 en 1988 à 30 000 en 1989 et sans doute 70 000 cette année.

JAN KRAUZE

Gaza sous haute tension

GAZA

de notre envoyé spécial

Même au bout de trois jours de couvre-feu, il faut encore manifester des signes de résistance, dire qu'on ne baisse pas les bras, que la bataille n'est pas finie. Il en va de l'honneur et du moral. Alors, à l'angle d'une porte entrouverte, au fond d'une maison, sur les terrasses des maisons, les jeunes de Gaza, au passage de l'armée, sifflent, font le « V » de la victoire ou lancent les dernières pierres. Le convoi passé, ne restent que des artères désertes, des allées vides, battues par le vent, des ruelles noyées de poussière : depuis dimanche 20 mai, les quelque 750 000 résidents du territoire sont confinés à domicile, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans les camps, villes et villages.

A Gaza même, le couvre-feu, c'est d'abord un silence pesant sur une cité sous haute tension, quadrillée par des soldats le doigt sur la détente, regards braqués sur les toits. La nervosité monte d'un cran à chaque intersection : c'est de là, souvent, que volent les pierres et les cocktails Molotov. Pas une maison, pas un taudis qui n'arbore un ou plusieurs drapeaux noirs, en signe de deuil après l'attentat de Rishon le Zion, commis dimanche par un jeune israélien. Dans le centre-ville, il n'y avait guère, mercredi, de carrefour qui ne portait les marques des affrontements des derniers jours : rues jonchées de projectiles en tout genre, traces de barrages de pneus enflammés, restes de barricades. Le spectacle est familier à Gaza où, après deux ans et demi de soulèvement, le paysage urbain a pris des allures de champ de bataille toujours en attente de la prochaine explosion.

« Plus dur qu'après la mort d'Abou Djihad »

Les gens du territoire ont leurs références, leurs points de repère - une manière d'écrire l'histoire et la légende. « Cette fois, ce fut plus dur qu'après Abou Djihad », nous dit un journaliste gazan au téléphone : cela veut dire que les affrontements ont été plus violents ou plus étendus que lors des émeutes ayant suivi l'annonce de l'assassinat à Tunis du numéro deux de l'OLP, « un fils de Gaza », en avril 1988.

A vingt-quatre heures de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, à Genève, Israël fait le gros dos, sur la défensive. « Une réaction mesurée de la communauté internationale contribuerait au retour au calme », a dit M. Arens. L'annonce de la venue jeudi matin à Gaza, pour une mission d'information, du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, n'était pas mieux accueillie, dans les milieux officiels, que la disposition de Washington à discuter de l'envoi d'observateurs de l'ONU dans les territoires occupés.

Faire le gros dos

C'est ce qu'a expliqué M. Moshe Arens en répliquant sèchement au président Bush qui exhortait Israël à la modération dans la répression des émeutes. « Les forces israéliennes ont fait preuve du maximum de retenue dans une situation extrêmement difficile (...) face à une violence encouragée par les dirigeants de l'OLP qui cherchent cyniquement à exploiter la tragédie de Rishon le Zion (...), acte d'un seul individu qui semble avoir agi sur un coup de folie », a dit le ministre des affaires étrangères. Sous l'avalanche des critiques, le numéro deux de l'opposition travailliste, M. Itzhak Rabin, ancien ministre de la défense, ne tenait pas un autre langage : « le monde entier mène contre Israël une campagne des plus dures, a-t-il dit. On oublie volontiers et vite les actes de folie des autres : quand un soldat égyptien tue sept touristes israéliens dans le Sinaï (en 1985), il ne vient à l'idée de personne de dire qu'il représente l'ensemble du peuple égyptien ; à Israël on ne pardonne rien et on présente le meurtrier de Rishon le Zion) comme l'incarnation du pays ».

Un vingt-quatre heures de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, à Genève, Israël fait le gros dos, sur la défensive. « Une réaction mesurée de la communauté internationale contribuerait au retour au calme », a dit M. Arens. L'annonce de la venue jeudi matin à Gaza, pour une mission d'information, du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, n'était pas mieux accueillie, dans les milieux officiels, que la disposition de Washington à discuter de l'envoi d'observateurs de l'ONU dans les territoires occupés.

ALAIN FRACHON

même si les ambulances étaient encore nombreuses à sillonner la ville.

Un bref aperçu, lors d'une visite organisée par l'armée, laissait l'impression d'une situation précaire. C'est aussi la leçon que la presse israélienne tire de ces journées de tourmente : à la moindre occasion, écrit Haaretz, « la population palestinienne a montré qu'elle était toujours disposée à affronter l'armée (...), le gouvernement n'arrive plus à maintenir l'ordre dans les territoires que par la force ». L'armée a aussi tiré les leçons de deux années et demie d'intifada. Plus question de se laisser surprendre comme en décembre 1987 et d'attendre des semaines avant de déployer les gros moyens. L'état-major a eu immédiatement recours à un dispositif lourd : couvre-feux et envoi massif de renforts. Les responsables israéliens affirment que cette méthode des couvre-feux étendus et systématiques leur permet de limiter les affrontements avec la population et donc le nombre de victimes.

Tentative de suicide par évitement d'un Coréen en face de l'ambassade du Japon à Séoul, attentats à Nagoya et à Osaka revendiqués par des organisations d'extrêmes de droite et de gauche, sacage à Hiroshima du monument aux victimes coréennes du bombardement atomique : c'est dans une atmosphère de tension qu'a commencé, jeudi 24 mai, la visite officielle du président sud-coréen Roh Tae-woo au Japon.

de notre correspondant

La restitution à la Corée du Sud des vêtements d'apparat ayant servi lors du mariage en 1920 du prince Yi Un, dernier descendant de la dynastie coréenne, et de la princesse impériale Masako, union qui devait symboliser l'« harmonie entre les deux pays » mais qui scellaient la mainmise japonaise sur la péninsule, ne semble guère suffire à faire disparaître les séquelles d'un passé qui envenime toujours les relations entre Séoul et Tokyo.

Les demandes pressantes de la Corée du Sud pour que l'empereur Akihito exprime des excuses pour les violences commises au cours de la colonisation (1910-1945) ont provo-

qué ces dernières semaines une tourmente diplomatique et ravivé, dans les deux pays, de vieux antagonismes qui mêlent des questions d'orgueil national, d'histoire à un passé douloureux. Une escalade émotionnelle particulièrement sensible à Séoul et exempte de manipulation par des autorités qui entendent ainsi obtenir davantage de concessions des Japonais.

Séoul exigeait que l'empereur soit plus explicite que son père lorsqu'il repart en 1984 le président de l'époque, M. Chun Doo-hwan : Hirohito avait simplement exprimé son regret pour un « malheureux passé ». Formule considérée comme un euphémisme par les Coréens. Au cours d'interviews accordées à la presse japonaise, M. Roh a notamment déclaré : « Sans une appréciation commune de l'histoire, nos deux pays ne peuvent devenir de véritables partenaires ».

Les Japonais se retranchent derrière leur Constitution, selon laquelle l'empereur n'a pas d'autorité politique, pour éluder les exigences coréennes. A l'extrême, un compromis semble avoir été trouvé : l'empereur exprimera ses regrets de manière plus forte que ne le fit Hirohito et l'intervention de M. Roh devant le Parlement - il est le premier chef d'Etat coréen à avoir ce privilège - sera précédée d'excuses en bonne et due forme présentées par le président de la Chambre basse

au nom du peuple japonais, car le Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir s'est opposé à l'adoption d'une motion solennelle de la Diète.

Les Japonais

n'ont pas à « se prosterner »

Si l'affaire a pris de part et d'autre un tour si émotionnel, c'est qu'une bonne partie de l'opinion japonaise ne voit pas la nécessité de présenter une nouvelle fois des excuses à la Corée, estimant que la question a été réglée avec le traité de normalisation de 1965 et les regrets d'Hirohito. L'opinion prédominante au sein du PLD, M. Ozawa, selon laquelle le Japon n'a pas à « se prosterner » à nouveau, et qui mit le feu aux poudres en Corée, n'est pas loin d'être partagée par beaucoup. Pour des raisons tenant à la nature même du régime militaire, les Japonais sont réticents à prendre conscience de l'ambiguïté de leur perception du passé : contrairement aux Allemands, ils ont eu plutôt tendance à l'occultation.

Derrière ces réactions émotionnelles, il y a des enjeux politiques. M. Roh, confronté à une situation intérieure délicate, a besoin d'un succès diplomatique pour relever son image et détourner le mécontentement vers l'extérieur. Or s'il est un sentiment qui unit les Coréens, c'est bien la rancœur et une animosité viscérale à l'égard du Japon.

La négociation sur le Cambodge

Un émissaire chinois doit se rendre à Hanoï

Pékin et Hanoï ont renoué le dialogue mais rien, pour l'instant, ne laisse prévoir des progrès rapides dans les relations entre les deux capitales en dépit des « progrès » annoncés de part et d'autre. C'est, néanmoins, dans ce nouveau contexte qu'il faut, en ce qui concerne le Cambodge, placer l'évocation de l'intervention d'un cessez-le-feu et les prochains rendez-vous diplomatiques.

Les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se réunissent, une nouvelle fois, à New-York, les 25 et 26 mai. Puis, le prince Sihanouk rencontrera les 4 et 5 juin à Tokyo M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. Enfin et surtout, selon des sources diplomatiques à Hanoï, un émissaire chinois se rendra au Vietnam en juin, pour la première fois depuis 1978.

Faute de s'entendre rapidement sur un règlement, le prince Sihanouk, les Khmers rouges et le gouvernement de Phnom-Penh auraient

accepté un projet de cessez-le-feu avancé par les Thaïlandais. C'est ce qu'a affirmé, lundi 21 mai, le Bangkok Post sans autre précision sur la teneur de ce texte qui ne ferait aucune allusion aux deux points sur lesquels bute la négociation : la nature d'une intervention de l'ONU et la répartition des pouvoirs pendant la transition avant des élections générales.

Tout en ayant renoué le dialogue, la Chine et le Vietnam continuent de diverger nettement sur la place réservée aux Khmers rouges pendant cette phase de transition. Les deux capitales ont affirmé que des « progrès » avaient été accomplis lors du passage à Pékin, début mai, de M. Dinh Nho Lien, premier vice-ministre vietnamien des affaires étrangères. De source officielle vietnamienne, on estimait cependant, que ces « progrès » demeuraient « superficiels » et M. Tran Bach Dang, conseiller politique du secrétaire général du PC vietnamien, nous a

déclaré, pour sa part à Ho-Chi-Minh-Ville, que la question de la normalisation des relations sino-vietnamiennes était « trop délicate » pour pouvoir évoluer « rapidement ».

La proclamation d'un cessez-le-feu sans contrôle international ne donnerait sans doute aucun résultat positif, ce que le prince Sihanouk s'est empressé de souligner tout en annonçant qu'il ne s'y opposerait pas. Il faudra donc sans doute attendre au moins les résultats de la visite à Hanoï, en juin, de M. Xu Duan, directeur des affaires asiatiques au ministère chinois des affaires étrangères, pour se faire une idée de l'état des relations sino-vietnamiennes, et de toute solution au conflit cambodgien. Revenant d'une tournée en Europe, le ministre vietnamien des affaires étrangères, n'en aurait pas moins estimé, lors d'une escale à Bangkok, selon son homologue thaïlandais, qu'il « aperçoit une lumière au bout du tunnel du problème du Cambodge ».

J.-C. POMONTI

COREE DU NORD : M. Kim Il-sung réélu chef de l'Etat. - Le président Kim Il-sung a été réélu mercredi 23 mai à la tête de l'Etat nord-coréen pour quatre ans par le Parlement. Il était le seul candidat.

CHINE : un dissident à nouveau arrêté. - La police a arrêté un dissident en vue, M. Liu Qing, afin de tenter d'empêcher toute manifestation d'opposition à la veille du premier anniversaire de l'écroulement du Printemps de Pékin, a-on appris mercredi 23 mai dans la capitale chinoise. - (Reuters).

INDE : une centaine de morts au Cachemire et au Pendjab. - Au moins quatre-vingts personnes ont trouvé la mort et plus de trois cents ont été blessées lundi 21 mai à Srinagar lors des émeutes qui ont suivi l'assassinat d'un haut dignitaire musulman, un indicé musulman, selon des sources médicales. D'autre part, quatorze personnes, dont deux policiers, ont été tuées au Pendjab lors d'incidents liés à la campagne séparatiste des Sikhs. - (AFP).

DIPLOMATIE

Au cours de sa brève visite à Moscou

M. Mitterrand évoquera avec M. Gorbatchev « l'architecture » de la future Europe

M. François Mitterrand doit effectuer vendredi 25 mai une visite de quelques heures à Moscou pour s'y entretenir avec le président soviétique.

De l'eau a coulé sous les ponts depuis la dernière rencontre entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev, en décembre à Kiev. Entre-temps, la situation du président soviétique, chez lui comme sur la scène internationale, s'est sensiblement améliorée (le Monde du 23 mai). L'attitude du président français par rapport à l'unification de l'Allemagne - au centre des préoccupations des deux hommes - s'est,

considérablement clarifiée. M. Mitterrand, alors en délicatesse avec Bonn, foncièrement méfiant quant à l'issue de la perspective de l'unité allemande, avait affiché à Kiev une convalescence qu'il tenait pour encore plus méfiante que lui. Du moins cette rencontre fut-elle perçue comme telle, en Allemagne notamment.

Le processus de l'unification s'est depuis engagé au plan concret, de façon irréversible. M. Gorbatchev lui a donné son feu vert au début de l'année en reconnaissant aux Allemands le droit à l'autodétermination et les élections en RDA en mars ont levé les der-

niers motifs d'expectative des voisins, en particulier de la diplomatie française. Le couple franco-allemand a digéré cette nouvelle donnée, il s'est remis à fonctionner et c'est cette fois en partenaire « solidaire » de Bonn, comme le soulignait récemment son porte-parole, que M. Mitterrand se rend vendredi à Moscou.

Un mot d'ordre très précieux

Le président français ne saurait faire acte d'originalité sur la question allemande et les problèmes de désarmement qui lui sont directement liés : les Occidentaux font

désormais bloc face à l'Union soviétique, pour demander au sein de la conférence « 2 + 4 » le rétablissement sans conditions de la pleine souveraineté allemande et pour prôner l'appartenance de la future Allemagne unie à l'OTAN (sans avancée vers l'est du dispositif militaire occidental). MM. Chevènement et Gorbatchev se sont déjà entendus sur la semaine dernière par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker.

M. Mitterrand peut être en revanche un interlocuteur privilégié des dirigeants soviétiques pour tout ce qui touche à ce que l'on appelle l'« architecture » de la future Europe, dont le projet est

encore flou parce que ne sont définitivement fixés ni le devenir des alliances militaires, ni les relations des pays d'Europe centrale et de l'URSS avec la partie occidentale du continent. Le président de la République a veillé à rappeler à chaque occasion que tout projet devait tenir compte des intérêts de l'URSS en matière de sécurité. C'est lui qui a lancé au tout début de l'année l'idée d'une « conférence » européenne où l'URSS aurait sa place dès lors qu'elle serait une vraie démocratie. Un tel mot d'ordre, fut-il encore à peu près vide de contenu, est actuellement très précieux pour M. Gorbatchev. Il est de ceux qui permettent de présenter en termes positifs ce qui, d'un autre point de vue, ne serait que la dislocation de l'empire soviétique.

des Soviétiques dans les négociations sur le désarmement conventionnel. Pour beaucoup de membres de la CSCE un tel sommet n'est concevable en effet qu'une fois conclu un premier accord de désarmement à Vienne où les Soviétiques traînent les pieds depuis plusieurs mois dans les négociations.

D'autre part la question des pays baltes « ne pourra pas ne pas être évoquée », MM. Kohl et Mitterrand avaient pris de concert le 29 avril l'initiative de s'adresser aux dirigeants lituaniens pour les inviter à la patience et au dialogue. Depuis, le premier ministre lituanien, M. Prunskis, a été reçu par M. Mitterrand et par M. Gorbatchev.

Les sujets de conversation ne manquent donc pas pour cette visite qui sera brève et exclusivement de travail. Après un déjeuner avec M. Gorbatchev, le président de la République aura avec lui un entretien en tête à tête, élargi ensuite aux ministres des affaires étrangères. Ils donneront dans l'après-midi une conférence de presse conjointe et le président français regagnera Paris après le dîner.

CLAIRE TRÉAN

L'OTAN souhaite conclure « dès cette année » un accord de désarmement conventionnel

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et son homologue ouest-allemand, M. Dietrich Genscher, ont discuté, mercredi 23 mai à Paris, de l'avancement des conversations « 2 + 4 » sur l'unification allemande et de la préparation du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), prévu à la fin de l'année dans la capitale française.

M. Genscher, qui doit se rendre à Washington vendredi 25 mai, venait d'avoir à Genève avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze, près de cinq heures d'entretiens qualifiés de part et d'autre de « fructueux, constructifs et empreints de confiance ». « Nous avons réalisé des progrès sur toute une série de questions », a dit notamment M. Genscher.

M. Chevardnadze a indiqué pour sa part, à propos des pourparlers de Vienne sur le désarmement conventionnel (FCE), qu'il ne revenait pas à l'URSS de faire des concessions, mais qu'il était nécessaire d'« accélérer les négociations ». Le ministre soviétique a répondu par la négative à un journaliste qui lui

demandait si l'URSS avait posté comme préalable à un accord à Vienne la réduction des forces de la Bundeswehr. On apprendrait par ailleurs à Bonn, dans les milieux diplomatiques, que la seconde réunion ministérielle de la conférence « 2 + 4 », prévue à Berlin-Est vers les 9 et 10 juin, sera probablement repoussée à la fin de ce mois.

Révision stratégique

A Washington, le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, a rappelé qu'un accord FCE était une « condition préalable » à la participation des Etats-Unis à un sommet de la CSCE. C'est également dans le sens de la conclusion « dès cette année » d'un accord de désarmement conventionnel en Europe que se sont prononcés les quinze membres du comité des plans de défense (CPD) de l'OTAN (les ministres de la défense de tous les pays membres, sauf la France, réunis mercredi à Bruxelles). L'OTAN a communiqué un « esprit constructif » collaborant dans un esprit constructif « avec toutes les autres parties afin d'atteindre les buts de la défense, à l'avenir ». M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, a affirmé à l'issue de la réunion que « la balle est dans le camp » des

Soviétiques, lesquels, a-t-il ajouté, « montrent une certaine réticence à avancer aussi vite qu'aujourd'hui ».

Les quinze soulignent également dans leur communiqué qu'un traité FCE, conjugué à d'autres mesures pour renforcer la confiance, rendrait « irréalisable » une attaque « surprise » et que les alliés ont décidé dans cette perspective de réviser leurs stratégies militaires. « En guise de premier pas », ils renouvellent leur engagement en 1977 et qu'ils ne se justifient plus, d'une augmentation annuelle de 3 % en termes réels de leurs dépenses militaires et décident de « diminuer sensiblement » leurs programmes d'entraînement. M. Cheney a précisé pour sa part qu'une modification du système de

renfort était envisagé : au lieu des dix divisions américaines prêtes à être déployées en Europe en moins de dix jours, les Etats-Unis compteraient davantage sur les forces de réserve, dont la mobilisation exigeait plusieurs mois.

Après la réunion du groupe des plans militaires des 9 et 10 mai, qui avait mis un terme au programme de modernisation des missiles nucléaires à courte portée, cette réunion du CPD est la deuxième étape de la préparation du sommet atlantique des 6 et 7 juillet à Londres. Les ministres des affaires étrangères de l'OTAN se réuniront, les 7 et 8 juin, en Ecosse pour la troisième et dernière étape. (AFP, Reuters)

La Cour de Luxembourg reconnaît au Parlement européen le pouvoir de déposer un recours en annulation. Le Parlement européen s'est vu reconnaître, mardi 22 mai, le pouvoir d'introduire une action en annulation d'un règlement communautaire lorsque ses droits sont lésés. Pour la première fois - et contre toute attente - la Cour de justice de Luxembourg a jugé recevable, mardi 22 mai, un recours en

annulation déposé par l'assemblée européenne. Celle-ci contestait la base juridique retenue par la Commission européenne pour l'adoption d'un règlement, dit « règlement post-Tchernobyl », en estimant que les parlementaires ne devaient pas seulement être consultés sur ce texte, comme cela avait été le cas, mais associés étroitement à son adoption par le biais de la procédure de coopération.

AMÉRIQUES

Fin de campagne sanglante en Colombie

Suite de la première page

César Gaviria a dû renoncer à visiter Barranquilla, la principale ville du nord, parce que des tueurins l'attendaient. Il a tenu son meeting de clôture dans un stade couvert de la capitale, le dimanche 20 mai, revêtu d'un gilet pare-balles. Ses principaux concurrents, qui se croient logés à la même enseigne, mais ils n'ont pas, comme lui, une centaine d'agents pour les protéger. Rodrigo Lloreda, est pratiquement le seul à avoir battu l'estrade sans subir les précautions prises par ses rivaux.

« Avec vous pour voter ou pas ? », a demandé un journaliste étranger à César Gaviria, lors d'une conférence de presse mardi dernier. « Ce sont les risques du métier », a-t-il répondu. La même réponse pourrait être faite par les autres candidats. Chacun explique que la Colombie est confrontée à la plus cruelle offensive jamais déclenchée par une organisation criminelle, sans recevoir beaucoup de manifestations concrètes de solidarité internationale. Et chacun ajoute que rien - ni les guerres civiles, ni les insurrections armées - n'a jamais empêché le pays de tenir des élections, de faire fonctionner, tant bien que mal, ce qu'il appelle sa « démocratie ».

La même démonstration doit être faite dimanche. Elle devrait être d'autant plus éclatante que la gauche améliorera, sans doute nettement, son score d'il y a quatre ans. La Colombie a longtemps été dominée par un bipartisme libéral-conservateur qui écartait du pouvoir, et même du jeu politique, les classes les plus défavorisées. Le système s'est ouvert en 1986 avec l'entrée en lice d'une coalition formée par d'anciens guérilleros communistes, l'Union patriotique, qui obtint de maigres résultats. Cette fois, c'est un autre mouvement de

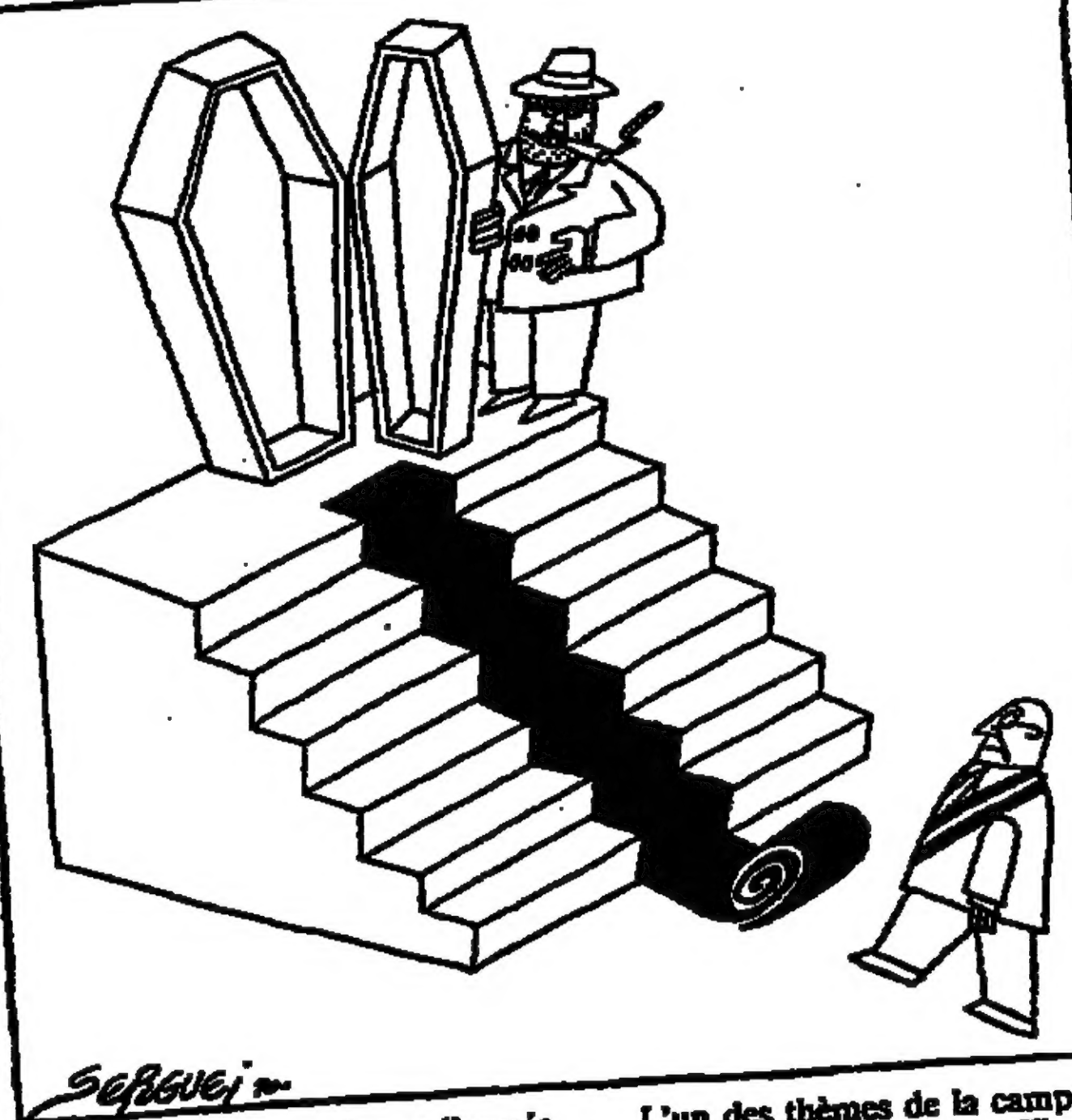
guérilleros convertis à la lutte politique, le M-19, qui présente son candidat, Antonio Navarro, remportant au pied levé Carlos Pizarro, le leader assassiné le 26 avril dernier.

Il a suffi de trois semaines pour que Navarro s'impose comme un des quatre grands de la campagne, en même temps que Álvaro Gómez Hurtado, dissident du Parti conservateur, qui s'est imposé au dernier moment local. Il peut très bien être élu à la surprise le 27 mai. Avant d'être élu à la vie politique en Colombie est en train de se démocratiser. C'est cette démocratisation, longtemps retardée, qui nuance bien des jugements sur l'offensive terroriste des derniers mois. Pablo Escobar et le Cartel de Medellín sont-ils seuls responsables des assassinats et des voitures piégées ? Réponse d'un candidat peu suspect à ce sujet, le conservateur Rodrigo Lloreda : « Non, les coups viennent de plusieurs côtés. Il y a d'autres forces intéressées par la déstabilisation du pays ». Des « forces » qu'on situe généralement dans l'armée et l'oligarchie et qui ont participé, de concert avec les narcotrafiquants, à l'élimination systématique des militants de l'Union patriotique depuis quatre ans.

Le cartel de Medellín maître du jeu

Le Cartel de Medellín apparaît malgré tout comme le maître du jeu sanglant de ces derniers mois. Son chef, Pablo Escobar, continue de négocier les autorités. A plusieurs reprises, celles-ci ont annoncé que se sa capture était imminente. Or, depuis un mois, elles ont perdu sa trace. Il se cache à Medellín et dans ses environs, là où il s'est constitué depuis dix ans un puissant réseau de complicités.

Son organisation a subi des



coups sévères : la police et l'armée ont désorganisé son système financier et réduit ses communications. Oblige de changer de cachette tous les jours ou presque, il a dû renouer avec ses complices et se sert désormais d'agents de liaison. Malgré ces limitations il reste redoutable : ses sicaires ment en moyenne deux policiers par jour à Medellín, le plus souvent des agents de la circulation. Il prétend répliquer de cette façon aux tortures et exécutions sommaires pratiquées par ses poursuivants - accusations non dénuées de fondement, semble-t-il. Cette boucherie quotidienne a un effet démoralisant sur la corporation. Beaucoup de policiers du département d'Antioquia ont demandé leur transfert ou présenté leur démission. Dans les états-majors de la répression, le découragement est manifeste : on a l'impression que Pablo Escobar sera insaisissable tant qu'il restera sans fin. Or, l'objectif était de le capturer avant la relève gouvernementale, en août.

L'un des thèmes de la campagne électorale a donc été l'inefficacité des forces gouvernementales. César Gaviria met en cause le manque de coordination entre les services intéressés. De tous les candidats il est celui qui s'est prononcé le plus nettement contre toute idée de négociation ou de dialogue avec les narcotrafiquants. Son rival conservateur est partisan, au contraire, d'accepter l'offre de reddition faite au gouvernement par le Cartel, à condition, bien sûr, que les « narcos » soient vraiment disposés à se rendre, ce que plus personne ne croit. L'extradition des trafiquants croit à l'arrêt d'être au cœur de la guerre qui oppose le Cartel aux autorités. Pablo Escobar sait que, s'il est pris, il n'a pas en prison, mais il fera payer d'avance et très cher la mort qui lui est promise et qui, de toutes façons, n'est pas assurée.

CHARLES VANHECKE

هكذا من الأصل

AFRIQUE

CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement renonce aux réductions de salaires

Le gouvernement ivoirien, en dévoilant, mercredi 23 mai, son « programme de stabilisation et de relance de l'économie », a renoncé officiellement aux réductions de salaires qui avaient provoqué grèves et manifestations.

Il a annoncé que ce programme sera « axé sur une amélioration du rendement fiscal et non sur un accroissement de la fiscalité... ». Mais cette décision requiert une application stricte du programme en raison de la faiblesse des moyens financiers de l'Etat, indique le communiqué officiel, qui lance un « appel solennel à toutes les couches socio-professionnelles » pour qu'elles fassent « preuve de patience ».

Le projet gouvernemental de réduction des revenus (salaires de 8 % à 40 % des traitements des fonctionnaires et prélèvement social de 10 % sur les autres salaires) avait provoqué en mars et en avril des grèves et des manifestations jusqu'à ce que le gouvernement annonce qu'il suspendait toute décision.

L'Assemblée nationale aura la primeur de l'annonce des mesures préconisées qui devraient « prendre effet du 1^{er} juin ». Le gouvernement a également annoncé qu'il a conclu les négociations avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale le 10 mai. La France a accordé à la Côte d'Ivoire un prêt de 35 milliards de francs CFA le 15 mai. — (AFP.)

□ **LIBÉRIA** : prise du port de Buchanan par la rébellion. — Le gouvernement libérien a officiellement confirmé, mercredi 23 mai, la prise du port minéralier de Buchanan par les forces du Front national patriotique du Libéria (NPFL) de M. Charles Taylor. Buchanan est situé à 144 kilomètres au sud-est de Monrovia et à moins de 100 km de l'aéroport international Robertsfield. Les combattants du NPFL avaient déclenché une série d'attaques contre le port à la fin de la semaine dernière. Aucune indication n'a été fournie sur le bilan des victimes des combats, que des habitants ayant fui la région ont dit être très violents. — (AFP.)

□ **TCHAD** : les convoyeurs libyens de dix camions saisis vont être libérés. — Le Tchad a décidé de libérer les dix convoyeurs libyens des camions saisis aux « confins tchadiens-soudanais » par l'armée tchadienne, a annoncé, mercredi 23 mai, à Paris l'ambassade du Tchad. Une vive polémique a opposé les deux pays sur cette affaire depuis une dizaine de jours. Tripoli affirmait qu'il s'agissait de camions civils et accusait le Tchad de « piraterie ». N'Djamena soutenait, pour sa part, qu'il s'agissait d'un convoi militaire libyen transportant du ravitaillement, du carburant et des munitions destinés aux éléments de la « légion islamique » stationnés dans la province soudanaise du Darfour. — (AFP.)

EUROPE

YOUGOSLAVIE

Les ministres de souche albanaise du Kosovo reviennent sur leur intention de démissionner

Le gouvernement de la province autonome du Kosovo, peuplée à près de 90 % d'Albanais de souche, a retiré mercredi soir 23 mai la démission collective qu'il avait présentée le même jour devant le parlement local. Cette décision met fin, semble-t-il, à deux mois de crise politique, marquée par les profondes divisions au sein du parlement entre députés de souche albanaise, majoritaires, et députés serbes. Le premier ministre, M. Jusuf Zejnullahu, avait la première fois annoncé il y a deux mois son intention de démissionner, suivi par six autres ministres albanais, puis mercredi par l'ensemble du cabinet, à l'exception des ministres serbes.

Les députés albanais ont, au cours d'une session houleuse de deux jours, accusé la Serbie, sa République de tutelle, d'être responsable de la tension dans cette province et du blocage de ses institutions. Sous l'influence de l'opposition, les députés albanais du Kosovo rejettent de plus en plus ouvertement les directives de la Serbie. Un nouveau projet de constitution de la Serbie, publié récemment, qui vise à réduire l'autonomie de la province, régit par un « statut » et non plus une constitution, a été critiqué par le parlement et même par le chef du Parti communiste local, M. Rahman Morina, qui pour la première fois a pris ses distances vis-à-vis de Belgrade. — (AFP.)

POLOGNE

La grève des cheminots accroît le malaise politique

M. Lech Walésa a invité mercredi 23 mai les cheminots polonais en grève à reprendre le travail, en qualifiant la situation du pays d'« inquiétante ». Entamé il y a quatre jours, ce mouvement de grève s'est étendu mercredi au centre de la Pologne et a pratiquement coupé les liaisons ferroviaires avec la Baltique.

Des négociations se sont ouvertes dans la journée entre le syndicat Solidarité des chemins de fer et le ministre du travail, M. Jacek Kuron. Les cheminots demandent des hausses de salaires, le « changement des cadres » et une « réforme en profondeur » du fonctionnement des chemins de fer.

« Vous avez raison, mais les moyens que vous employez pour atteindre votre but ne sont pas les bons, ils sont trop radicaux », a déclaré Lech Walésa dans un télégramme envoyé aux grévistes du port de Słupsk, où la grève a commencé. Le chef du syndicat Solidarité ajoute craindre que dans de telles conditions « notre fragile économie et notre jeune démocratie ne survivent pas à cette épreuve ».

M. Adam Michnik, directeur de Gazeta, le quotidien de Solidarité, a estimé que l'action des cheminots semblait motivée par des raisons politiques, à l'approche des prochaines élections municipales libres depuis la seconde guerre mondiale, dimanche 27 mai. Selon M. Michnik, « des temps difficiles et dangereux pour la démocratie polonaise » sont à venir. — (AFP. Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Suicide de l'ancien dirigeant communiste Antonín Kapek

Antonín Kapek, ancien membre du présidium (bureau politique) du PC tchécoslovaque (PCT) et chef du parti à Prague de décembre 1969 à avril 1988, a été retrouvé pendu mercredi 23 mai dans la maison de campagne de sa fille, à Svinna, en Bohême centrale, a annoncé l'agence CTK.

M. Kapek est le deuxième dirigeant de l'ancien régime communiste à se donner la mort depuis la « révolution de velours » de novembre dernier. Vilém Šalovec, ancien président du conseil national slovaque et vice-ministre de l'intérieur en 1968, s'est pendu le 5 février. Antonín Kapek, directeur des usines CKD de Prague de 1958 à 1968, était membre suppléant du présidium du PCT depuis 1962, sous Antonín Novotný.

Il occupait le même poste pendant le « printemps de Prague », avant de devenir membre titulaire de la direction communiste du pays et chef de la puissante organisation du parti à Prague en décembre 1969, en pleine période de la « normalisation » menée par Gustav Husák.

Parti à la retraite en avril 1988, il avait déjà tenté de se suicider le 4 janvier dernier en se tirant une balle dans la tête. Il avait été blessé et hospitalisé pendant plusieurs semaines. — (AFP.)

Moscou juge insuffisantes les concessions de Vilnius

Suite de la première page

M. Gorbatchev a en effet réitéré mardi aux deux présidents d'Estonie et de Lettonie, au cours d'un entretien qualifié d'« assez désagréable » par les Estoniens, son exigence de voir les trois Républiques baltes annuler leurs déclarations d'indépendance. Une telle demande, a souligné M. Arnold Ruutel, le président estonien, « n'est pas réaliste dans les circonstances actuelles ». La même exigence avait été formulée très clairement par M. Gorbatchev la semaine dernière devant le premier ministre lituanien, M. Kazimieras Prunskienis.

Or cette condition posée par la direction soviétique pour entamer des négociations avec les Baltes est nouvelle. Dans l'ultimatum qu'il avait adressé le 13 avril aux dirigeants lituaniens en les menaçant de blocus économique s'ils n'abrogeaient pas dans les deux jours plusieurs de leurs décisions législatives, M. Gorbatchev ne parlait pas alors d'annulation de la proclamation d'indépendance. Il demandait simplement l'abrogation des textes mettant « en opposition la Lituanie et l'URSS », dont il fournissait trois exemples dans sa lettre aux dirigeants de Lituanie : la loi du 5 avril sur l'institution d'une « carte d'identité des citoyens de la République de Lituanie » ; la déci-

sion du Parlement de Vilnius de mettre fin à la conscription des jeunes lituaniens dans l'armée soviétique ; enfin, le troisième exemple portait sur « les tentatives illégales des autorités républicaines de se saisir des biens du Parti communiste de l'URSS en territoire lituanien ».

C'est exactement la suspension de ces actes législatifs que propose la formule adoptée mercredi soir par les députés lituaniens, qui semblent avoir surmonté leurs divisions, alors que leur république commence à être littéralement étranglée par le blocus économique que le durcissement de Moscou apparaît donc comme « contre-productif », non seulement à l'égard des Lituaniens, mais aussi à l'égard de l'ensemble des Baltes qui font de plus en plus front commun.

S. K.

□ **URSS** : M. Anatoli Sobtchak élu maire de Leningrad. — Le député progressiste Anatoli Sobtchak, un des principaux orateurs réformistes du parlement soviétique, a été élu mercredi 23 mai maire de Leningrad à une écrasante majorité, a annoncé l'agence Tass. — (AFP.)

EN BRIEF

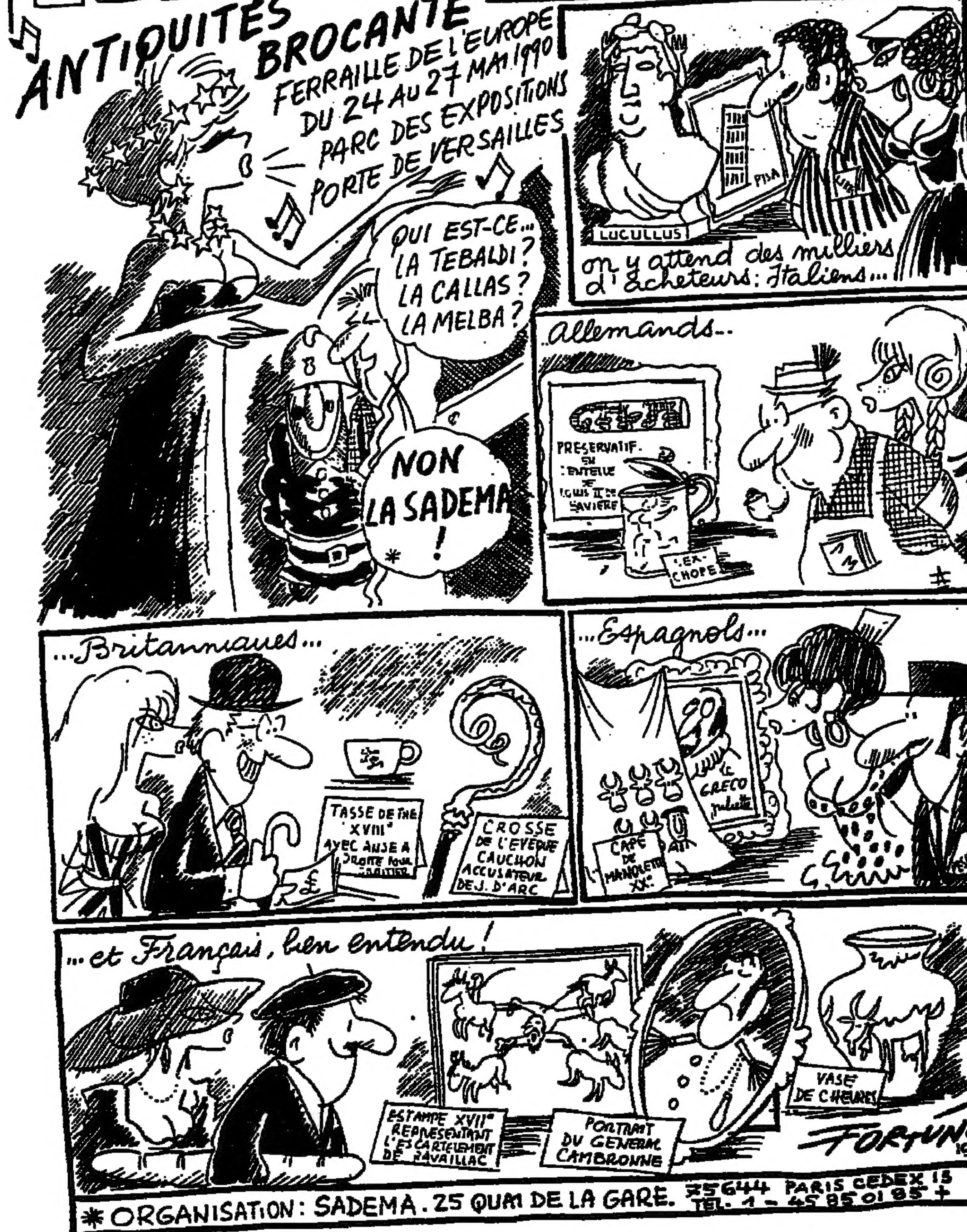
□ **GRANDE-BRETAGNE** : cinq arrestations à Londres dans le cadre d'un complot contre M. Salman Rushdie. — Cinq hommes d'origine arabe ont été arrêtés mardi 22 mai à Londres et à Scarborough (Nord-Est) à la suite des menaces de mort contre l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*, annonce le quotidien Daily Mail. Scotland Yard a confirmé qu'un « certain nombre de personnes » ayant des « liens avec le Proche-Orient » avaient été arrêtées en application de la législation antiterroriste. Elles sont interrogées dans un commissariat de Londres. Parmi elles, figureraient un directeur de société de trente-huit ans, le rédacteur en chef d'une revue proche-orientale et deux étudiants. Salman Rushdie vit caché depuis la condamnation à mort prononcée par l'imam Khomeiny en février 1989 pour son livre considéré comme blasphématoire par les musulmans. Plusieurs traniens ont été expulsés de Grande-Bretagne « pour raisons de sécurité » ces derniers mois. — (AFP.)

□ **GRÈCE** : nouveaux attentats à Athènes. — Deux personnes ont été légèrement blessées par l'explosion de trois engins à retardement de fabrication artisanale, dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 mai, à Kolonaki, un quartier résidentiel du centre d'Athènes où sont installées de nombreuses ambassades occidentales. Quatre voitures particulières ont été complètement détruites et huit sérieusement endommagées, selon un bilan communiqué par la police. Il y a quelques jours, une vingtaine d'engins incendiaires avaient failli mettre le feu au bois d'Ekali, au nord de la capitale. Ces attentats avaient été revendiqués par l'organisation terroriste du 17 novembre. — (AFP.)

□ **LE COCOM** lève la plupart des restrictions aux exportations pour l'Allemagne de l'Est. — Les pays occidentaux ont décidé de lever la plupart des restrictions imposées aux exportations de produits de technologie sensible vers la RDA, a annoncé mercredi 23 mai un porte-parole du gouvernement de Berlin-Est. « Lors des négociations, a-t-il déclaré, il a été décidé qu'aucune restriction ne serait plus appliquée à l'avenir sur les matériels informatiques, à l'exception d'exportations spéciales telles que l'armement, le matériel militaire et la technologie d'intérêt stratégique. » Selon Berlin-Est, l'assouplissement rapide des restrictions imposées par le Comité de coordination sur les contrôles des exportations multilatérales, qui restreint le transfert de haute technologie aux pays de l'Est, est essentiel au développement économique de la RDA. — (Reuters.)

□ **HONGRIE** : M. József Antall a été investi à la tête du gouvernement. — Le président du Forum démocratique hongrois (MDF),

EURO-ANTIQUITÉS



YUGOSLAVIE

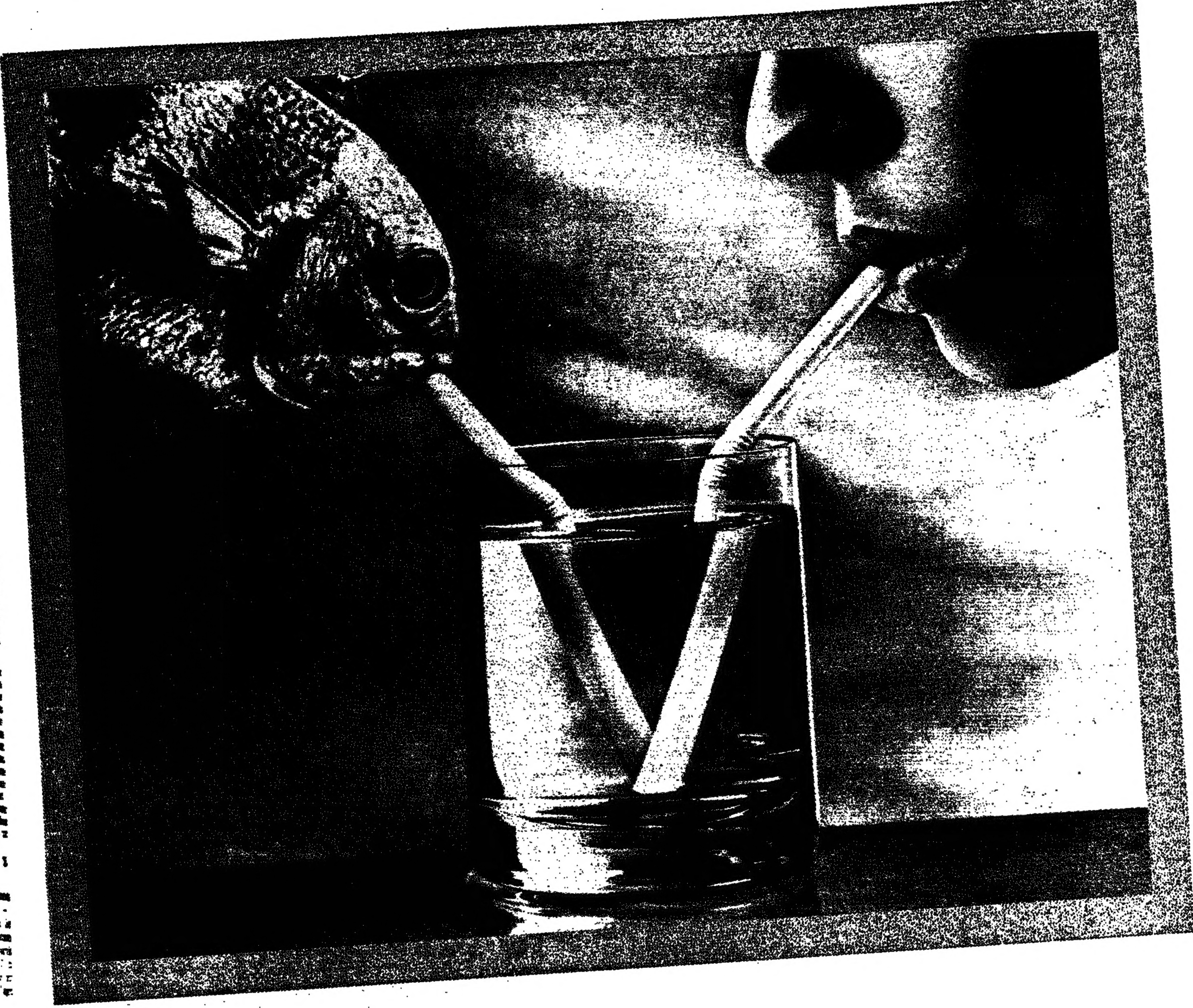
Centres de souche albanaise du Kosovo
ont leur intention de démissionner

Les membres du conseil d'administration du Centre de souche albanaise du Kosovo ont décidé de démissionner. Ils ont exprimé leur désaccord avec la politique menée par le gouvernement de Belgrade. Les membres du conseil ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas accepter la situation actuelle et qu'ils devaient prendre des mesures pour protéger les intérêts de la communauté albanaise.

Le juge insuffisantes concessions de Vilnius

Le président du Tribunal de Vilnius a déclaré que les concessions faites par le gouvernement lituanien étaient insuffisantes. Il a souligné que les intérêts de la communauté polonaise en Lituanie n'étaient pas suffisamment protégés. Le juge a appelé à une plus grande coopération entre les deux pays pour résoudre les problèmes existants.

Le président du Tribunal a également mentionné les problèmes liés à la migration des réfugiés. Il a déclaré que le gouvernement lituanien devait faire plus pour faciliter le processus de migration et pour garantir la sécurité des personnes impliquées.



Plus besoin d'être un poisson pour boire de l'eau de mer!

Quand on sait que 70 % de la surface du globe sont recouverts d'eau, on ne peut s'empêcher de penser à une tragique ironie : 400 millions d'hommes vivent en bordure de mer et manquent d'eau potable. En association avec les spécialistes et les autorités, les chercheurs de Du Pont de Nemours ont réussi à transformer l'eau de mer en eau potable. La solution : le filtre

PERMASEP®, une fibre creuse et ultra-fine pour le dessalement des eaux de mer ou saumâtres. Chaque jour, ce sont ainsi deux milliards de litres d'eau potable qui sont produits dans plus de quarante pays!

Du Pont de Nemours fournit à des millions d'êtres humains ce qu'ils désirent le plus : un verre d'eau fraîche.

Du Pont et la vie.
PERMASEP fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde. Une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie, permet aux hommes de Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information concernant Du Pont de Nemours, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours.

De meilleurs produits pour une vie meilleure. **DU PONT**

هكذا من الأصل

POLITIQUE

La condamnation de M. Le Pen par le tribunal de Nanterre et le débat sur l'immigration

Ce « détail » qui n'a pas de prix

La première chambre civile du tribunal de Nanterre, présidée par M. Germain La Foye de Costil, a rendu, mercredi 23 mai, un jugement condamnant M. Jean-Marie Le Pen à verser le franc symbolique de dommages et intérêts à six associations de déportés, à l'Association des Tsiganes et voyageurs de France, au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et à la Ligue internationale contre le racisme et

l'antisémitisme (LICRA). Cette sanction de principe est destinée à réparer le préjudice créé par M. Le Pen lorsque, le 13 septembre 1987, lors de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde » il avait déclaré à propos des thèses contestant la réalité des chambres à gaz : « Je n'ai pas spécialement étudié la question, mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. »

La condamnation est à la mesure du mot. C'est un détail financier dont la valeur n'est pas insignifiante pour les juges, qui déclarent : « Le tribunal estime, en regard de la nature purement morale du préjudice subi qu'une évaluation, autre que symbolique, nuirait à la portée de sa décision qui tend à ce que le dommage soit solennellement réparé en dehors de toute appréciation monétaire. »

Le propos « coupablement choquant » tenu par M. Le Pen est analysé dans le jugement comme étant « de nature à remettre en cause, à banaliser, ou, pour le moins, rendre moins spécifiquement dramatique les

persécution et les souffrances infligées aux déportés et plus particulièrement aux juifs et aux Tsiganes par les nazis ». Pour les juges il s'agit donc d'une « faute » dont M. Le Pen « ne peut valablement prétendre s'exonérer en invoquant la liberté d'expression, laquelle a pour limites, ici franchies, certaines valeurs essentielles et le respect des droits d'autrui ». Aussi le tribunal ajoute : « Cette faute qui porte atteinte au souvenir fidèle, au respect et à la compassion dus aux survivants et à leurs familles, a causé aux associations demanderesse un préjudice dont elles sont fondées à obtenir réparation. »

Les réactions

□ M. Jean-Marie Le Pen : une opération du « pouvoir social-communiste ». — Le président du parti d'extrême droite affirme que « tous les moyens sont bons pour bâillonner le Front national ». M. Le Pen estime que cette décision de justice est révélatrice de « l'offensive générale lancée contre le FN ». Pour lui, il s'agit d'une opération du « pouvoir social-communiste aux ordres des lobbies et avec l'appui de la bande des quatre ». Il « appelle tous les Français à s'unir pour faire échec à la dérive totalitaire du pouvoir et pour soutenir le FN ».

□ M. Bruno Mégret (FN). — Le délégué général du Front national, a estimé, mercredi 23 mai à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), que la condamnation de M. Jean-Marie Le Pen est « extrêmement grave pour les libertés publiques » et « prouve que la liberté d'expression n'est pas totale et se trouve en danger ». Le numéro deux du parti d'extrême droite a affirmé que cette condamnation équivaut à un « rétablissement du droit d'opinion » et entrave dans le cadre de « l'orchestration d'un anathème médiatique à l'encontre du Front national après la profanation de Carpentras ».

□ Le MRAP se félicite. — Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples « se félicite de cette condamnation » en estimant que « par cette décision qui insiste sur la nécessité d'une réparation solennelle, le tribunal donne la pleine mesure de la gravité de la faute commise par Jean-Marie Le Pen ».

□ M. Jean Kahn : « une énorme satisfaction ». — Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a déclaré : « C'est une énorme satisfaction. Il va de soi que chaque fois que des déclarations de caractère et de connotation antisémites ou de

négligence de la Shoah sont condamnées, nous en tirons une véritable satisfaction ». « Cependant », a ajouté M. Kahn, il s'agit là d'une condamnation par un tribunal civil, qui a été demandée par un certain nombre d'organisations de défense des droits de l'homme, et nous attendons avec impatience les suites réservées aux deux poursuites pour lesquelles il a fallu qu'il y ait une levée d'immunité parlementaire de M. Le Pen par le Parlement européen. »

□ L'Humanité : « Au ban du pays ». — L'organe central du Parti communiste consacre sa « Une » et son éditorial à cette condamnation. Magali Jauffret écrit : « Cette sanction, même si elle est purement symbolique, a quelque chose de sain. Elle signifie la gravité des propos tenus. Elle se réapproprie les fameux mots de Sartre affirmant que « l'antisémitisme n'est pas une opinion, mais un délit ». Elle rappelle que la société est en état de légitime défense lorsque la douleur collective de l'Holocauste sont flétris, bafoués, niés. Elle place Le Pen et ses amis — anciens SS, jeunes nazillons — au ban du pays. »

□ Le ministère de l'intérieur interdit trois publications néo-nazies. — Trois revues allemandes néo-nazies, traduites en français, — « Politique raciale », « L'honneur s'appelle fidélité », « Le Reichsführer Heinrich Himmler », — ont été interdites à la circulation, à la distribution et à la mise en vente en France, par un arrêté en date du 23 mai pris par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe. L'arrêté stipule que la mise en circulation de ces trois publications « est de nature à causer des dangers pour l'ordre public en raison de l'apologie du nazisme, du racisme et de l'antisémitisme à laquelle elles se livrent ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres du 23 mai, outre les dispositions sur l'université et la sécurité routière (le Monde du 24 mai), a adopté les mesures suivantes :

Au terme des délibérations du conseil, le service de presse de l'Elysée a diffusé le communiqué suivant :

● Produits défectueux
Un projet de loi transpose en droit français la directive européenne n° 85-374 du 25 juillet 1985 relative au rapprochement des dispositions législa-

tives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de responsabilité du fait des produits défectueux. Ce faisant, il simplifie et uniformise le régime de responsabilité applicable à la réparation de dommages causés par un produit qui n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre. Le régime unique de responsabilité sans faute instauré par le projet de loi permet d'obtenir du producteur pendant dix ans réparation du dommage subi. (...)

Le projet de loi simplifie les procédures que les victimes doivent engager pour obtenir la réparation de leur préjudice. Il facilite l'identification du responsable et ne fait obligation aux victimes que d'établir le dommage, le défaut et le lien de causalité entre le défaut et le dommage. (...)

● Pêches maritimes et cultures marines
Un projet de loi modifie et complète certaines dispositions de la législation en vigueur afin de les adapter à l'évolution des objectifs et des moyens de la politique communautaire des pêches. Il a notamment pour objet de compléter les dispositions concernant les aires maritimes et végétales marines.

Il habilite le ministre chargé des pêches maritimes à prendre les mesures nécessaires à la prévention et au traitement de leurs maladies. Pour faciliter l'adaptation aux ressources disponibles des capacités de capture de la flotte, le gouvernement pourra limiter la mise en exploitation des navires de pêche. Le projet de loi étend le champ d'application des mesures relatives à la mise en marché des produits de la pêche. Il précise les obligations des producteurs et des gestionnaires de halles à marée en matière d'informations statistiques. Il aggrave les peines applicables aux capitaines des navires, notamment en cas de dissimulation ou de falsification de l'identité des navires.

● Motos de mer
Un projet de loi prévoit qu'en raison des graves accidents provoqués par les « scooters » et « motos de mer », ces engins pourront être immobilisés s'ils ne sont pas conformes aux règles de sécurité auxquelles ils sont soumis ou si le conducteur ne possède pas les qualifications nécessaires pour les piloter. La méconnaissance de cette mesure sera passible de peines correctionnelles.

L'opposition rechigne à participer à la table ronde de Matignon

M. Michel Rocard est revenu, mercredi 23 avril à TF 1, sur la question de l'immigration et de la table ronde proposée à l'opposition, en affirmant qu'il « ne cherche pas à réduire artificiellement » mais que « la politique d'intégration sera d'autant plus forte et passera d'autant mieux qu'elle aura une convergence plus large ». Le premier ministre a également défendu ses positions en exprimant « l'espoir que les orientations soient claires, l'espoir que personne ne dira plus qu'il n'y a pas de politique quand on la verra écrite ». M. Rocard a ajouté que la politique d'intégration menée par le gouvernement est déjà « parfaitement limpide ».

Très critique à l'égard du premier ministre à l'issue du débat sur l'immigration mardi à l'Assemblée, l'opposition avait profité de la séance de questions d'actualité de mercredi pour la mettre sous une nouvelle fois en demeure, à l'Assemblée nationale, de « définir sa politique d'immigration ». M. Charles Millon (UDF, Aisne), président du groupe UDF, a dit sa consternation à propos du débat de la veille : « Au début, vous avez tenu un discours sur la méthode pour tenter d'établir un consensus artificiel. Au terme du débat, sans doute sous la pression de quelques idéologues de la gauche, vous avez changé la porte à toute concentration, sans proposer aucune mesure ». M. Charles Millon a dit sa consternation à l'Assemblée nationale, qu'il s'est même montré « désemparé » dans sa dernière intervention à la tribune et qu'il a révélé que les plus intranquillisés du PS avaient toujours hâte sur lui. D'autres ont souligné qu'il serait contradictoire pour le RPR de s'accorder avec le gouvernement et, dans le même temps, de vouloir la combattre tout en s'attaquant à M. Le Pen. Mais M. Pasqua a déclaré sur A 2 mercredi que « s'il y avait la moindre chance d'aboutir à la définition d'une

politique commune, cette chance devrait être saisie ». A l'UDF, la majorité des députés est hostile à une participation. Le Parti républicain invite l'ensemble de l'opposition à boycotter la rencontre, afin de « refuser un faux dialogue ». « Nous proposerons une attitude offensive à nos partenaires par la mise en valeur du projet présenté aux élus généraux de l'opposition », a affirmé le PR, qui s'est dit « consterné » par le discours de M. Rocard, mardi à l'Assemblée. De même, M. Hervé de Charette, délégué général des clubs Perspectives et réalités, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, ne « voit pas l'utilité » de se rendre à Matignon le 29 mai et propose au contraire de « s'abstenir ».

L'Association France Plus, pour sa part, « appelle les partis politiques d'opposition à se rendre » à Matignon. De leur côté, les dirigeants socialistes ont réagi, lors de la réunion du bureau exécutif du PS, mercredi soir, le débat qui avait eu lieu la veille, au sein du groupe socialiste de l'Assemblée, sur le projet du PS à propos du droit de vote des immigrants aux élections locales (le Monde du 24 mai). Les rancardiers Gérard Fuchs et Michel Sapin, notamment, se sont étonnés de la position exprimée alors par M. Laurent Fabius selon laquelle, en votant le texte sur le retrait provisoire de cette proposition, il n'aurait pas entendu cautionner quelque renoncement que ce soit. M. Fabius a rappelé que, dès les premières réunions du bureau exécutif sur cette question, il avait mis en garde contre le fait qu'un recul sur ce point serait interprété comme un abandon. M. Jean Le Carre, proche de M. Pierre Mauroy, a estimé que les socialistes ne peuvent pas « s'interdire » d'évoquer le droit de vote des immigrants (M. Rocard avait souligné mardi que cette question ne soit plus soulevée).

Dans l'éditorial de l'hebdomadaire socialiste Vendredi, le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, affirme que les socialistes « ont pu renouer à cet objectif » mais l'ont seulement mis « en œuvre parenthésée ».

Au cours de cette réunion du bureau politique et bien qu'il n'y ait pas eu de vote, les participants, dans leur majorité, se sont montrés plutôt hostiles à la table ronde du premier ministre. Ils considèrent en effet que M. Rocard n'a pas répondu à leurs questions lors du débat à l'Assemblée nationale, qu'il s'est même montré « désemparé » dans sa dernière intervention à la tribune et qu'il a révélé que les plus intranquillisés du PS avaient toujours hâte sur lui. D'autres ont souligné qu'il serait contradictoire pour le RPR de s'accorder avec le gouvernement et, dans le même temps, de vouloir la combattre tout en s'attaquant à M. Le Pen. Mais M. Pasqua a déclaré sur A 2 mercredi que « s'il y avait la moindre chance d'aboutir à la définition d'une

politique commune, cette chance devrait être saisie ». A l'UDF, la majorité des députés est hostile à une participation. Le Parti républicain invite l'ensemble de l'opposition à boycotter la rencontre, afin de « refuser un faux dialogue ». « Nous proposerons une attitude offensive à nos partenaires par la mise en valeur du projet présenté aux élus généraux de l'opposition », a affirmé le PR, qui s'est dit « consterné » par le discours de M. Rocard, mardi à l'Assemblée. De même, M. Hervé de Charette, délégué général des clubs Perspectives et réalités, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, ne « voit pas l'utilité » de se rendre à Matignon le 29 mai et propose au contraire de « s'abstenir ».

L'Association France Plus, pour sa part, « appelle les partis politiques d'opposition à se rendre » à Matignon. De leur côté, les dirigeants socialistes ont réagi, lors de la réunion du bureau exécutif du PS, mercredi soir, le débat qui avait eu lieu la veille, au sein du groupe socialiste de l'Assemblée, sur le projet du PS à propos du droit de vote des immigrants aux élections locales (le Monde du 24 mai). Les rancardiers Gérard Fuchs et Michel Sapin, notamment, se sont étonnés de la position exprimée alors par M. Laurent Fabius selon laquelle, en votant le texte sur le retrait provisoire de cette proposition, il n'aurait pas entendu cautionner quelque renoncement que ce soit. M. Fabius a rappelé que, dès les premières réunions du bureau exécutif sur cette question, il avait mis en garde contre le fait qu'un recul sur ce point serait interprété comme un abandon. M. Jean Le Carre, proche de M. Pierre Mauroy, a estimé que les socialistes ne peuvent pas « s'interdire » d'évoquer le droit de vote des immigrants (M. Rocard avait souligné mardi que cette question ne soit plus soulevée).

Au cours de cette réunion du bureau politique et bien qu'il n'y ait pas eu de vote, les participants, dans leur majorité, se sont montrés plutôt hostiles à la table ronde du premier ministre. Ils considèrent en effet que M. Rocard n'a pas répondu à leurs questions lors du débat à l'Assemblée nationale, qu'il s'est même montré « désemparé » dans sa dernière intervention à la tribune et qu'il a révélé que les plus intranquillisés du PS avaient toujours hâte sur lui. D'autres ont souligné qu'il serait contradictoire pour le RPR de s'accorder avec le gouvernement et, dans le même temps, de vouloir la combattre tout en s'attaquant à M. Le Pen. Mais M. Pasqua a déclaré sur A 2 mercredi que « s'il y avait la moindre chance d'aboutir à la définition d'une

politique commune, cette chance devrait être saisie ». A l'UDF, la majorité des députés est hostile à une participation. Le Parti républicain invite l'ensemble de l'opposition à boycotter la rencontre, afin de « refuser un faux dialogue ». « Nous proposerons une attitude offensive à nos partenaires par la mise en valeur du projet présenté aux élus généraux de l'opposition », a affirmé le PR, qui s'est dit « consterné » par le discours de M. Rocard, mardi à l'Assemblée. De même, M. Hervé de Charette, délégué général des clubs Perspectives et réalités, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, ne « voit pas l'utilité » de se rendre à Matignon le 29 mai et propose au contraire de « s'abstenir ».

L'organisation de l'opposition

M. Chirac juge « intéressantes » les propositions de M. Giscard d'Estaing sur la Confédération

En faisant sienne, vendredi 18 mai devant les états généraux de l'opposition sur la décentralisation, l'idée d'une confédération RPR-UDF-CNI, M. Jacques Chirac avait relancé la course à l'union. M. Valéry Giscard d'Estaing a pris le relais en adressant au président du RPR ses projets d'or-

ganisation de cette confédération qu'il suggère d'appeler « l'Alliance ». Dans une lettre datée du 21 mai, le président de l'UDF « se réjouit » du feu vert de M. Chirac et il ajoute : « Je suis convaincu qu'une telle démarche peut être partagée aussi bien par ceux qui espèrent

la naissance d'un mouvement unifié que par ceux qui préfèrent la perspective de deux formations étroitement unies. Abou-tissement pour les uns, la confédération peut être une étape positive pour les autres. »

constituent qu'« un projet ». Il émet le souhait que les secrétaires généraux du RPR et de l'UDF comparent les propositions des uns et des autres « pour que le comité de coordination de l'opposition se saisisse d'un texte et que nos instances puissent l'adopter dans les plus courts délais ». Interrogé sur FR3, mercredi 23 mai, M. Chirac, qui a qualifié d'« intéressantes » ces propositions, s'est déclaré d'accord avec ce schéma.

Réuni, mercredi soir, le bureau politique du RPR les a, à son tour, examinés. M. Alain Juppé a indiqué qu'elles correspondent à la notion de confédération prônée par le RPR, y compris M. Charles Pasqua. Le secrétaire général du RPR a ajouté : « Le fondement de la confédération résidera dans un accord préalable concernant la procédure de désignation d'un candidat commun de l'opposition à l'élection présidentielle. Car si nous n'avons pas entre nous de divergences sur les grandes lignes d'une politique, le meilleur moyen de la défendre est de la faire incarner par un seul candidat pour l'élection suprême ». Interrogé sur la composition du collège électoral en vue des élections « primaires », M. Juppé a estimé que « par la discussion, on pourra toujours trouver une solution ».

En revanche le projet d'Alliance, tel que le définit M. Giscard d'Estaing n'a pu convaincre les représentants de la Force unie qui se sont réunis à l'Assemblée nationale. M. Pierre-André Wiltzer, cofondateur de ce mouvement avec MM. Michel Noir et François Léo-

tard, y voit une façon d'« habiller d'un autre nom le maintien de la situation actuelle » et « le risque majeur d'aller vers une nouvelle déception ». « Après l'intergroupe de l'opposition, après la désignation de porte-parole communs qui n'ont rien changé, je crains que ce nouveau projet apparaisse comme un nouveau projet sans suite », a-t-il ajouté avant de préciser que ses amis rendraient public, avant la réunion nationale d'élus qu'ils organisent le 9 juin à Paris, « le

projet de statuts d'une véritable formation commune de l'opposition ». De son côté, M. Yvon Briant, président du CNI, a indiqué qu'il refuse le projet de M. Giscard d'Estaing qui, selon lui, « marginalise à nouveau l'aile droite de l'opposition » et qui « apparaît dicté par des intérêts politiques ». M. Briant a, en outre, qualifié de « stérilisation » la possibilité offerte au CNI d'être « associé » à la confédération et il affirme que « le RPR et l'UDF ne peuvent constituer une majorité sans appui à droite ».

Le projet de l'Alliance

Dans sa lettre du 21 mai, M. Giscard d'Estaing propose les statuts suivants :

« Article premier. — Il est créé, entre le RPR et l'UDF, une confédération dénommée l'Alliance ;

« Art. 2. — Cette confédération a pour objet de rapprocher les points de vue des mouvements fondateurs afin de proposer aux Français une plate-forme politique et des candidatures communes aux élections ;

« Art. 3. — Des formations associées peuvent être admises à faire partie de la confédération. Cette admission est conditionnée à l'accord des deux mouvements fondateurs. Le bureau de la confédération définit la représentation des formations associées au sein de ses instances ;

« Art. 4. — La confédération est

dirigée par un bureau commun, assisté d'un conseil ;

« Art. 5. — Le bureau est composé de vingt membres : dix pour le RPR, dix pour l'UDF, désignés par les mouvements et qui doivent comprendre nécessairement les présidents des groupes parlementaires nationaux et un représentant des groupes parlementaires européens ;

« Art. 6. — Les décisions du bureau de la confédération sont prises à la majorité des trois quarts ;

« Art. 7. — Le conseil de la confédération réunit tous les parlementaires nationaux ou européens se réclamant de la confédération, les présidents des conseils généraux et régionaux, les maires des villes de plus de trente mille habitants et un collège de militants réparti entre les formations membres de la confédération. »

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE
INDEXE DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINITEL
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS

EUROPEENNE
DE DONNEES

TEL. 01 46 05 41 56

MÉDECINE

Des travaux menés à l'Institut Pasteur sur des chimpanzés

Un nouveau virus, proche de celui du sida relance le débat sur l'origine de l'épidémie

Une équipe dirigée par le professeur Simon Wain-Hobson (laboratoire de biologie et immunologie moléculaire des rétrovirus, Institut Pasteur de Paris) est parvenue à cloner et à séquencer un virus (1), isolé en 1988 au Gabon sur un chimpanzé, extrêmement proche du virus du sida. Ces travaux, publiés dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature*, relancent le débat sur l'origine de l'épidémie de sida.

D'où vient le virus du sida ? Depuis des années, les chercheurs le pistent aux quatre coins du monde sans parvenir à déterminer son origine. Dès le début de l'épidémie, l'attention de la communauté scientifique s'est portée sur l'Afrique : puisque elle semblait être la région du globe la plus touchée et qu'en outre certaines espèces de singes africains pouvaient, elles aussi, avoir été contaminées naturellement par des virus (lentivirus) proches du virus du sida. Et c'est, selon la logique, l'hypothèse selon laquelle le virus était originaire d'Afrique.

Un scénario plausible

Manquait tout de même des preuves tangibles. En particulier, aucun des virus SIV (simian immunodeficiency virus) isolés sur quatre espèces de singes (les macaques, les mangabey, les singes verts et les mandrills) n'étaient voisins du HIV-1, le principal virus du sida. Et ce, même si les virus de macaques et de mangabey peuvent être considérés comme un modèle génétique correct, non pas du HIV-1, mais du

HIV-2, le « deuxième » virus du sida. En 1988, une équipe de chercheurs (dont les professeurs Eric Delaporte et Martine Peeters), travaillant au centre international de recherches médicales de Franceville (Gabon), annonça qu'elle avait isolé sur deux chimpanzés un lentivirus très proche du HIV-1. Mieux encore, ces chercheurs étaient parvenus sur l'un des singes à isoler ce virus (le *Monde* du 3 mai 1988). Fait particulièrement intéressant, le sérum de cet animal réagissait immunologiquement avec toutes les protéines du HIV-1, y compris avec les protéines d'enveloppe réputées pour être les protéines les plus variables.

Par la suite, ce virus, baptisé SIVcpz (il sera peut-être prochainement rebaptisé CIV) fut envoyé à l'Institut Pasteur dans le laboratoire du professeur Wain-Hobson afin d'y être cloné et séquencé. Les résultats de ces travaux, tels qu'ils apparaissent dans le prochain numéro de *Nature* (2), montrent que l'organisation génétique globale du SIVcpz est la même que celle du HIV-1. Il ne s'agit pas pour autant de deux virus identiques : l'analyse phylogénétique révèle en effet que la séquence du SIVcpz est plus éloignée du HIV-1 que celle de n'importe quelle souche de HIV-1. Il s'agit donc d'un sous-type distinct mais très proche du HIV-1.

Quelles conclusions tirer d'une pareille étude ? Tout d'abord le fait que ce virus ne semble pas être très répandu dans cette région d'Afrique. Sur quatre-vingt-trois

chimpanzés testés, seulement deux étaient séropositifs. Il est extrêmement difficile de porter une appréciation concernant sa pathogénicité. Les deux chimpanzés infectés étaient jeunes et apparemment en bonne santé, mais il est impossible, à partir de ces deux seuls cas, d'affirmer que ce virus n'est pas pathogène et qu'il est incapable d'induire l'apparition d'un sida. On peut en effet penser qu'il sera très difficile aux primatologues de trouver des singes malades, atteints d'ARC ou de sida, dans la mesure où un singe malade, dans la jungle, devient une proie facile pour les prédateurs.

Ces similarités importantes entre le HIV-1 et le SIVcpz ne vont pas manquer de relancer le débat sur l'origine du sida. Dans l'état actuel des connaissances, il est impossible d'affirmer que le SIVcpz est le précurseur du HIV-1, et qu'un jour il a pu se produire une transmission du singe à l'homme. Mais il est dorénavant plausible d'imaginer qu'un tel scénario a pu se produire il y a bien longtemps, et qu'à la suite de multiples mutations et de changements de comportements, le virus du sida s'est répandu chez l'homme.

FRANCK NOUCHI

(1) Clonage : reproduction d'individus génétiquement semblables ; séquençage : enchaînement à la suite les uns des autres des éléments de base d'une protéine ou d'un acide nucléique.

(2) daté du 24 mai.

ENVIRONNEMENT

Création d'une échelle de gravité des accidents nucléaires. L'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (Autriche) vient d'élaborer une échelle internationale d'événements nucléaires devant permettre facilement au public et aux médias de juger de la gravité d'un accident. Cette échelle, qui compte huit niveaux allant de zéro à sept pour des catastrophes majeures comme celle de Tchernobyl, est à rapprocher de celle - comportant six niveaux seulement - mise en place depuis quelques temps déjà par le Service central de sécurité française des installations nucléaires. Cette échelle de gravité internationale sera l'objet d'une étude de tests jusqu'à la fin de 1991. Ce n'est qu'au terme de cette période qu'une version

définitive de cette échelle sera mise en place.

Polliciton : intoxications mortelles dans l'Oural. D'après une délegation soviétique de Perm, dans l'Oural, en visite en Lorraine le 23 mai, plusieurs personnes sont mortes et de nombreuses autres sont restées paralysées à la suite de la pollution d'une rivière arrosant la ville d'Oufa (1,1 million d'habitants), en République de Bachkirie. Les cas d'intoxication, qui se sont produits en avril dernier, sont dus au déversement accidentel de produits chimiques par une usine de pesticides, qui n'avait averti la population que trois jours après l'accident. Quelque 600 000 habitants ont ensuite été privés d'eau pendant un mois. (AFP)

DÉFENSE

M. Chirac favorable à des unités multinationales sous commandement européen

« L'heure est venue de réfléchir à une organisation différente de nos forces armées à l'image de l'Europe qui se construit », a déclaré, mercredi 23 mai, M. Jacques Chirac aux auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), qu'il a repris à la mairie de Paris. « Parmi les idées qui méritent d'être exploitées figure notamment celle qui consisterait à regrouper certaines des grandes unités de nos pays en corps d'armée sous commandement européen. Pourquoi ne pas réfléchir également, a-t-il ajouté, à la création d'un conseil de défense européen qui regrouperait les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays concernés, ainsi qu'à la mise à la disposition de la dissuasion commune de l'Europe d'un certain nombre d'armes nucléaires stratégiques françaises et britanniques ? »

« Il est temps de mettre à l'étude la réalisation des systèmes de commandement de l'Alliance et du partage des responsabilités entre commandements américain et européen », a encore expliqué M. Chirac, pour qui « les Etats-Unis et la France sont les seuls pays à pouvoir prétendre se partager la responsabilité éminente de l'Alliance rééquilibrée de demain et tracer la bonne direction ».

Après s'être demandé « comment exploiter au mieux les cartes que le général de Gaulle a léguées à la France », le président du RPR, invoquant l'obligation de préserver l'outil de défense, a déclaré : « Nous devons à tout le moins débattre de la nécessité, à mes yeux impérieuse, d'un missile sol-sol S4 mobile pour remplacer les silos fixes du plateau d'Albion, à côté d'un système air-sol à longue portée, dont l'espèce que nous les constructeurs ont me paraît dangereuse d'abandonner à ce stade le programme de missile préstratégique Hadès, chose que personne à l'étranger ne nous demande de faire. J'entends dire que le Hadès serait politiquement et militairement dépassé dans l'Europe nouvelle. Mais qui peut prévoir la configuration stratégique de l'Europe dans dix ans ? Quitte à ne pas le déployer immédiatement, nous devrions conserver cette arme « en réserve » de l'Europe. »

FAMILLE

Un rapport sur « la filiation sociale et la filiation biologique »

Le Haut Conseil de la population suggère de limiter les recours en désaveu de paternité

Depuis la mise au point de tests génétiques permettant de déterminer la validité d'une filiation, les tribunaux français sont saisis de nombreuses demandes de désaveu de paternité. Résultat : trop d'enfants se retrouvent soudainement spoliés de leur identité sans qu'aucune autre soit établie. Tel est le constat établi par le Haut Conseil de la population et de la famille dans un rapport sur « la filiation sociale et la filiation biologique » fait à la demande du président de la République.

Depuis quelques années, les nouvelles méthodes de procréation, les dons d'ovules et de sperme, ainsi que la fiabilité des tests génétiques bouleversent les questions de filiation. Il était logique que l'on confie au Haut Conseil, un organisme créé pour éclairer le président de la République et le gouvernement sur les problèmes démographiques et leurs conséquences, ainsi que sur les questions relatives à la famille, une étude sur ce sujet.

Dans son rapport, le Haut Conseil, qui comprend dix-huit personnalités d'origine et de formations diverses (conseillers d'Etat, médecins, psychologues, juristes...) suggère un certain nombre de réformes législatives pour juguler la tendance consistant à accorder davantage de place au lien biologique qu'au lien social. « Peut-on sérieusement soutenir que l'amour ne va qu'aux enfants que l'on a soi-même procréés ? », demandent les auteurs de ce rapport. L'indispensable souci de favoriser une stabilité du lien de filiation ne passe pas forcément par la réévaluation du lien biologique : « Le risque est de créer des liens vides de sens en empêchant de conserver juridiquement une relation affective entre l'enfant et le concubin de sa mère par exemple. » Le Haut-Conseil se propose pour un encadrement législatif de l'utilisation des tests génétiques en subordonnant leur délivrance à une autorisation judiciaire. Actuellement, déjà, les médecins et les laboratoires n'utilisent les tests biologiques que sur la demande d'un juge, mais rien ne les y oblige : « Rien ne garantit donc qu'il en aille toujours de même face à la pression qui risque de se faire jour en faveur de l'utilisation accrue d'un procédé aussi précis d'identification. » De même les auteurs du rapport

demandent d'interdire les recours à des désaveux en paternité quand il y a eu insémination artificielle avec donneur et donc accord préalable du père légal. Le Haut Conseil s'inquiète en effet de l'interprétation très large que les tribunaux font de la loi de 1972 sur les possibilités de contester la filiation. Depuis 1976 plusieurs d'entre eux ont considéré comme recevables des désaveux en paternité à la suite d'insémination artificielle avec donneur.

Les conséquences pour l'enfant sont dramatiques. Non seulement celui-ci se trouve déseigné de son identité, mais il est dans l'incapacité de connaître son père biologique puisque l'enfant ne respecte l'anonymat des donneurs de sperme et d'ovules. « Il paraît essentiel d'encadrer les possibilités de réclamation afin qu'elles ne deviennent pas en fait un simple moyen de régler des conflits familiaux », écrivent les membres du Haut Conseil.

Dans cette même logique de préserver l'intégrité de l'enfant, le rapport émet de profondes réserves sur une

politique de prévention de certaines maladies qui reposerait sur une étude du patrimoine génétique : « Les conséquences d'une systématisation pourraient être dramatiques dans la mesure où l'on estime à au moins 5 % le nombre d'enfants adultérins », et qui ignorent leur situation. Enfin, il lui paraît souhaitable de limiter les recours aux techniques de procréation artificielle « aux seuls couples stables » et d'exclure les cas d'insémination post mortem.

Le Haut Conseil de la population et de la famille estime indispensable d'élargir cette réflexion sur la filiation au niveau européen dans le cadre par exemple du comité européen d'éthique. Beaucoup de pays sont attachés à l'anonymat mais en République fédérale d'Allemagne, par exemple, en cas de désaveu de l'enfant par son père social, la paternité revient automatiquement au père biologique. La Suède, quant à elle, va plus loin en accordant à l'enfant né par insémination avec donneur le droit de connaître son géniteur.

CHRISTIANE CHOMBEAU

ÉDUCATION

Les syndicats critiquent le plan gouvernemental pour les universités

Le plan pluriannuel d'aménagement de la famille universitaire adopté mercredi 23 mai au conseil des ministres (le *Monde* du 24 mai) a été qualifié de « projet d'urgence » par le président de la République, M. Mitterrand, a ajouté : « Il faut s'engager à fond dans cette lutte pour fournir à la jeunesse l'université dont elle a besoin. Ce plan est intéressant, sérieux et sans précédent, mais le besoin est aussi sans précédent. Il répond à l'axe même de l'entreprise à laquelle le gouvernement est attaché : priorité à l'éducation, la formation, la recherche. »

La publication de ce plan, qui prévoit de dégager 16 milliards de francs supplémentaires au fil des cinq prochaines années sur le budget de l'Etat, a suscité des réactions diverses. Le Parti républicain se félicite que « le gouvernement semble enfin prendre conscience de la gravité de la situation de l'université française », mais regrette qu'aucun transfert de compé-

tences aux collectivités locales ne soit prévu alors que ces dernières sont sollicitées financièrement. Cette dernière perspective est critiquée par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP, FEN), car elle va « aggraver le transfert des charges sur les populations ». Le SNESUP estime que les mesures gouvernementales, si elles touchent « une prise en compte partielle » de ses revendications, restent « insuffisantes ». Le SGEN-CFDT formule la même critique en reprochant au gouvernement de sous-estimer « systématiquement » la progression des effectifs d'étudiants. « Comme d'habitude, conclut-il, chaque mesure se mesure à la loupe et la précédente est toujours la précédente. » Enfin, l'UNEF-ID (proche du PS) se réjouit que, « pour la première fois depuis vingt ans, le gouvernement s'engage dans une politique de préservation », mais regrette « l'absence d'un volet social ».

L'enquête sur la profanation de Carpentras

Sept personnes interpellées dans la région albigeoise mises hors de cause

L'opération policière déclenchée, mercredi 23 mai, à Albi (Tarn) et dans plusieurs communes environnantes, au cours de l'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras, n'a donné aucun résultat. Au cours de cette opération, sept personnes avaient été interpellées (le *Monde* du 24 mai) par les policiers de Carpentras (Aude) et de Montpellier. Elles ont toutes été remises en liberté, dès mercredi après-midi.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Plusieurs des jeunes gens interpellés puis mis hors de cause avaient participé dans la nuit du 11 au 12 novembre 1988, à la profanation du vieux cimetière catholique de Lombers, un village situé à une quinzaine de kilomètres d'Albi. Sept jeunes dont deux filles, âgées de dix-sept à vingt-six ans, amateurs de musique « trash » (« ordure » en anglais), une variante de hard-rock à caractère satanique, avaient monté une expédition dans le but, semble-t-il, de voler des crânes et des ossements humains. Sans la moindre discrétion, ils avaient commencé à creuser une tombe abandonnée mais avaient finalement renoncé en raison... de l'aridité de la terre. Ils étaient repartis après avoir renversé trois croix et quelques stèles. Facilement identifiés, ils avaient été arrêtés, dès le lendemain.

Le profil de ces marginaux, friands de symboles macabres et de films d'épouvante, paraît, en fait, très éloigné de celui des détracteurs de cadavres de Carpentras. L'opportunité de leur interpellation aurait été liée à des témoignages relatifs à la présence, à Carpentras, deux ou trois jours avant la profanation, d'une camionnette ayant à son bord quatre marginaux arbo-

rant des insignes nazis. Cette camionnette, abandonnée à Perpignan, était immatriculée dans la Haute-Garonne (31) et aurait été louée, à Toulouse, par un jeune homme originaire du Tarn dont la trace n'a pu être retrouvée. D'où le rapprochement effectué par les policiers avec les hurluberlus de Lombers. Des inspecteurs du SRPJ de Montpellier ont brièvement entendu, le même jour, une élève infirmière de Carcassonne (Aude) également impliquée dans une affaire ancienne de profanation de cimetière commise dans le département.

Ces opérations décidées, semble-t-il, par la direction centrale de la police judiciaire devraient être suivies d'autres interpellations systématiques concernant des personnes dont les noms sont apparus dans des dossiers, plus ou moins récents, de profanations de cimetières en France et plus particulièrement dans le Sud-Est. Un travail de fouille rendu nécessaire par l'absence d'indices dans l'affaire de Carpentras.

GUY PORTE

Remise en liberté des trois skin-heads incriminés après la profanation de Saint-Herblain. — Les trois skin-heads incriminés après la profanation du cimetière catholique de Saint-Herblain, en Loire-Atlantique (le *Monde* du 19 mai) ont été remis en liberté mercredi 23 mai sur décision du juge d'instruction, M. Gilles Dubigou. Le parquet de Nantes a fait appel de cette décision qu'il juge « inopportune ». Brice Lefèvre, vingt-deux ans, Alexandre Ladhari, vingt ans, et Fabien Chevrier, vingt-deux ans, avaient été inculpés de dégradation de monuments d'utilité publique, violation de sépultures, dégradation d'objets mobiliers et provocation à la haine raciale, après la profanation de 90 tombes, barbouillées de slogans pouvant faire croire à un « contre-Carpentras ».

POLICE

A la direction de la DST

M. Jacques Fournet remplace M. Bernard Gérard

M. Jacques Fournet, directeur des Renseignements généraux (RG), a été nommé à la tête de la Direction de la surveillance du territoire (DST) par le conseil des ministres, mercredi 23 mai. Il succède à M. Bernard Gérard, qui devient préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault.

C'est la première fois qu'un patron des Renseignements généraux prend la tête du contre-espionnage français. Faut-il y voir le signe d'un apaisement de la sévère concurrence qui opposait, naguère, les RG et la DST, au sein du ministère de l'Intérieur ? Ou bien une reconnaissance des qualités de l'ancien préfet de la Nièvre, département où M. Fournet, socialiste de conviction, a été nommé en 1976-1979. Secrétaire général adjoint puis secrétaire général de la Préfecture (1979-1982), il a gagné le cabinet du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, tout à tour conseiller technique et directeur de cabinet (1983-1985). Parallèlement à ses activités professionnelles, M. Fournet a été premier adjoint (PS) au maire de Concarneau (Finistère). Il avait été nommé préfet de la Nièvre le 31 juillet 1988, et directeur central des RG le 27 juillet 1988.

[M. Bernard Gérard, né le 12 juillet 1932 à Nîmes (Gard), est diplômé de l'école de la France d'outre-mer, a été sous-préfet de Bafia et de Mora (Cameroun), sous-préfet de Mirande (Gers) et de Dragignan (Var). Nommé en 1977 chef de missions auprès du préfet de la région Aquitaine, il devient en 1980 sous-préfet de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), où il s'investit à la lutte anti-terroriste. Préfet de Jura en 1982, puis de l'Ain en 1984, il est nommé en 1985 sous-commissaire en Police nationale où il doit affronter la campagne du mouvement Grempeuse contre les essais nucléaires français. Il arrive à la tête de la DST le 9 avril 1988.]

Nommé par le gouvernement de M. Jacques Chirac, en avril 1986, à un poste qui dépend étroitement du ministre de l'Intérieur, M. Bernard Gérard sera maintenant au sommet de la DST par le gouvernement socialiste. Traversant sans dommage la période d'alternance politique, il est aujourd'hui désigné préfet de la région Languedoc-Roussillon. En quatre ans, M. Gérard a réussi à faire progresser le contre-espionnage français sur certains dossiers du Proche et du Moyen-Orient, où la DST était jusqu'alors peu performante. Il a joué un rôle important dans la libération des otages du Sico, dont Jacqueline Valente, ainsi que dans le démantèlement du réseau chiteo-iranien responsable des attentats meurtriers commis à Paris en 1986 et dirigé par Fouad

ERICH INCIVIAN

[Né le 7 février 1946 à Chamalivres (Puy-de-Dôme), M. Jacques Fournet, ancien élève de l'école nationale des mines de l'ENA, a commencé sa carrière comme inspecteur des impôts avant d'être affecté au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM comme administrateur civil (1976-1979). Secrétaire général adjoint puis secrétaire général de la Préfecture (1979-1982), il a gagné le cabinet du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, tout à tour conseiller technique et directeur de cabinet (1983-1985). Parallèlement à ses activités professionnelles, M. Fournet a été premier adjoint (PS) au maire de Concarneau (Finistère). Il avait été nommé préfet de la Nièvre le 31 juillet 1988, et directeur central des RG le 27 juillet 1988.]

SCIENCES

Supraconductivité : nouvelle percée de l'université de Houston. — Le professeur Paul Chu de l'université de Houston (Texas), a réussi à accomplir avec son équipe une importante percée dans le domaine des supraconducteurs à haute température. Le chercheur affirme dans le dernier numéro de *Nature*, daté du 24 mai, qu'il a réussi à fabriquer un barreau composé d'oxydes d'yttrium, de baryum et de cuivre d'environ cinq centimètres de long doté de ces propriétés. Ce résultat ouvre la voie à la possibilité de produire des câbles et des fils électriques dans de tels matériaux.

CULTURE

Un printemps hongrois à Paris

Tandis que Marivaux triomphe à Budapest le Théâtre Katona triomphe à l'Odéon

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

La brume enveloppe la capitale hongroise en ce milieu de mai. On ne sait pas si on la doit à la chaleur d'un printemps continental ou à la pollution, l'héritage le plus porteur du communisme à l'Est. De cette brume poisseuse émerge pourtant, de plus en plus nettement, l'image de la Hongrie nouvelle avec ce paradoxe, particulièrement sensible dans la communauté culturelle : l'espoir d'un monde nouveau mais aussi la crainte qu'il engendre.

Habités depuis longtemps à vivre en combattants les mauvais jours, en diplomates les bons, artistes et intellectuels hongrois ont su de longue date trouver à l'extérieur du pays les soutiens qu'ils n'obtenaient pas du pouvoir communiste. La France, surtout depuis trois ans, a été l'un de leurs plus sûrs partenaires grâce à l'institut culturel de Budapest.

Ce mouvement s'est appuyé sur quelques personnalités locales, francophones et francophiles - des qualités relativement rares dans un pays où l'on n'a jamais accepté la signature du traité de Trianon, qui amputa, en 1920, le pays des deux tiers de son territoire. Une jeune femme, Anna Lakos, chargée à l'institut hongrois du théâtre des échanges avec la France, a multiplié les initiatives avec l'institut français. Au point qu'après trois saisons théâtrales françaises à Budapest, il existe désormais un public estimé à 2500 spectateurs prêt à se précipiter pour la venue de telle ou telle troupe de l'Hexagone.

C'est ainsi qu'il y a dix jours, le rideau du Théâtre national de Budapest, l'équivalent de notre Comédie-Française - se levait sur une représentation du *Triomphe de l'amour*, de Marivaux, dans la mise en scène du directeur du Centre dramatique national des Treize Vents de Montpellier, Jacques Nichet.

Ce long périple a été rendu possible par l'association du Théâtre des Treize Vents avec un producteur privé le Jardin des délices, le réseau des instituts culturels français, l'Association française d'action artistique et, comme en Hongrie, l'institut du théâtre local.

En Hongrie, où le public a pu voir récemment *Elvire Jouvet 40*, mis en scène par Brigitte Jacques, les *Trompettes de la mort*, de Tilly, et le *George Dandin* de Roger Planchon, sans compter les élèves du Conservatoire national d'art dramatique venus avec les Bonnes, de Jean Genet, dans la mise en scène de Sophie Louachevski.

Cette connivence franco-hongroise est le résultat d'un patient travail bilatéral qui s'est développé à l'institut français. « Nous proposons, comme dans toutes les villes où nous sommes installés, un enseignement du français adapté à la demande locale », explique le directeur adjoint, Jean-Luc Cronel. Plus de 1300 Hongrois suivent cet enseignement. Nous investissons aussi beaucoup dans la mise sur pied d'une médiathèque informelle qui trouvera son plein rendement dans les nouveaux locaux



Statue de Lénine avec affiches du MDF (Forum démocratique hongrois) à Keszthely.

de l'institut en construction au bord du Danube. Cette médiathèque est alimentée chaque année par 1 000 volumes supplémentaires, seul moyen d'amener un public nouveau. D'autant que la Hongrie n'aura pas les moyens, avant très longtemps, de doter son réseau public et universitaire d'ouvrages français neufs.

Notre troisième champ d'action est le film et l'audiovisuel. Chaque semaine, nous organisons une projection d'un film d'art et d'essai dans un cinéma de Budapest et nous mettons chaque jour à la disposition des visiteurs une salle de projection vidéo où nous retransmettons en direct les émissions de la SEPT ou projetons des cassettes de fictions et de documentaires. Enfin, nous avons décidé de mener une action culturelle centrée sur la création contemporaine.

Le quatuor des « Trois pages »

Le théâtre hongrois a pourtant connu depuis plus de vingt ans un essor remarquable, essentiellement sous l'impulsion de quatre metteurs en scène qui, après avoir publié en 1968 un manifeste dit des « Trois pages » - c'était sa longueur - furent éloignés de Budapest par le pouvoir communiste mais purent exercer leur art loin de la capitale.

Gabor Zsambeki, Gabor Székely, Janos Acs et Tamas Ascher, réfugiés à Kaposvar et à Szolnok, deux villes de province, plaident donc pour un théâtre hongrois débarrassé de sa tradition bourgeoise, naturaliste et folklorique, basé sur le culte de l'acteur-vedette et pour l'introduction dans le répertoire d'auteurs occidentaux comme Ionesco, Beckett, Mrozek et Pinter, autant de bêtes noires de la culture officielle.

C'est à Kaposvar que fut créé *En attendant Godot* et, surtout, *Marat Sade*, de Peter Weiss, dans une mise

en scène de Janos Acs, qui fit scandale à l'époque. Jacqueline Attellan, productrice de la société Cadre Productions, et Jean-Denis Robert, réalisateur, qui parcoururent ces jours-là les routes escarpées du théâtre hongrois pour la SEPT, rapportent ce témoignage de Kaposvar : « Acs avait transposé la pièce de Peter Weiss dans la Hongrie de 1956. Le public et la critique s'en sont immédiatement rendus compte mais les journalistes ont feint de l'ignorer pour ne pas susciter les foudres de la censure. La troupe a pu ainsi rejoindre clandestinement en bus le festival du théâtre de Belgrade, en 1962, où elle a reçu un prix et l'éloge de la critique internationale. Les autorités hongroises se sont alors rendu compte que la pièce avait été transposée et dirigée contre elles et ont attaqué la critique hongroise pour son aveuglement. Mais il régnait dans le pays une vraie et précieuse complicité des professionnels contre le gouvernement, complicité d'hommes courageux. »

Au point que Székely et Zsambeki furent invités à retrouver la capitale et à travailler au Théâtre national en 1978. Le pouvoir ne pouvait pas faire moins : par autocensures, les amateurs de Budapest avaient pris l'habitude d'aller en province assister à toutes les créations importantes.

Mais la troupe du Théâtre national s'accommodait mal du travail scénique des enfants terribles du théâtre hongrois qui, eux, n'avaient guère de goût pour sa mission première : la conservation du patrimoine dramatique national. Si bien qu'on mit à leur disposition, en 1982, le studio du Théâtre national qui allait devenir le Théâtre Joseph Katona.

Le public français a pu découvrir la troupe de Katona il y a deux ans, au Théâtre de l'Europe, à l'Odéon,

dans la mise en scène des *Trois Seigneurs* de Tamas Ascher qui est revenu cette semaine à Paris pour la création européenne de *Platonov*, de Tchekhov encore, et la présentation d'*Ubu-roi*, d'Alfred Jarry, dans la mise en scène du directeur du Katona, Gabor Zsambeki (1).

La venue du Katona à Paris est le prélude d'un printemps théâtral hongrois préparé d'une main ferme à Budapest par Anna Lakos et à Paris par la Société des auteurs et la Comédie-Française. A partir du 11 juin, le public parisien pourra découvrir, à l'occasion d'un semaine du théâtre et du cinéma hongrois, six auteurs contemporains qui n'ont jamais été joués ici. De nombreux sociétés de Français prêtent leurs voix à quelques-uns, des plus grands poètes hongrois.

Au début des années 70, dit Anna Lakos, après l'arrêt brutal des réformes économiques lancées en 1968, est venu le temps de la déstabilisation. Quelques intellectuels ont commencé à dénoncer le mirage apparent du bien-être au travers de nombreuses pièces de théâtre où l'on reconnaît l'influence dominante d'auteurs polonais comme Witkiewicz ou Wyspianski. Ce sont ces auteurs « nouveaux » qui seront lus à Paris-Schwajda, Hubay, Spiro, Nadas, Bekes - et celui qui les a tous influencés, Milan Füst, mort en 1967 (2).

OLIVIER SCHMITT

(1) *Platonov*, dernière le 24 mai à 20 heures, suivi de *Ubu Roi*, dans la mise en scène de Gabor Zsambeki, les 28 et 29 mai à 20 h 30. Théâtre de l'Europe à l'Odéon. Tél. : 43-25-70-32. Spectacles en hongrois sur-titrés - malheureusement avec beaucoup d'imprécision - en français.

(2) Semaine du théâtre et du cinéma hongrois d'aujourd'hui. Du 11 au 16 juin 1990 à la Bibliothèque nationale, auditorium de la Galerie Colbert. Lectures à 18 h 30 (samedi à 16 heures) et projections à 21 heures. Tél. : 43-15-00-15.

La folle jeunesse de « Platonov »

Tout l'art de Tchekhov est en *Platonov*, folle jeunesse d'une plume virtuose qui s'en va au plus profond des âmes, presque mine de rien, extirper les émotions les plus intimes, les plus contradictoires, les plus intenses. La pièce s'ordonne - ou se désordonne - autour d'une des figures du théâtre les plus recherchées par les acteurs de trente à quarante ans, Michel Vassilievitch Platonov, maître d'une école de province dont on pressent d'emblée qu'il a raté son rendez-vous avec une vie d'exception.

Intelligent, beau, jeune encore, il séduit malgré son goût formidable pour l'alcool : il aime les femmes et elles le lui rendent bien, ou plutôt mal, trop, succombant à ses charmes quoi qu'il fasse pour les camoufler. Il y a Sacha, sa femme, épousée un jour d'indécence, pour laquelle il n'a que de l'amitié ; Anna, la veuve du général, encore plus agaçante avec l'âge qui vient, dont l'étrange liberté l'encombre ; Maria, si jeune, empêtrée dans son idéal, qui conjugue amour au présent de l'adolescence ; Sofia enfin, celle qui a aimé passionnément Platonov, celle qui aurait voulu aimer si sa vie avait été autrement.

Au tour de ce mariage amoureux dont les chevaux s'emballent à tout moment, le jour comme la nuit, quelques hommes s'affairent et courent la chimère... : Horvath, « les femmes, jeunes et vieilles, tous pressentent, savent, supportent, ou ne supportent pas de ne

pouvoir prendre le train qui traverse le soir venu leur village. La vie est ailleurs mais leur vie est là, dans cette Russie profonde dans laquelle Tchekhov fait s'efforcer imbecillité et courage, passion et dépression.

Tamas Ascher mène ce combat de main de maître. Comme tous ceux qui se sont attaqués avant lui à la pièce, il taille dans les scènes et les répliques et imprime à l'œuvre un rythme très rapide. Il s'approche au plus près du ressort dramatique du théâtre tchékhovien, infligeant au début d'un éclat de rire la gifle d'une larme, camouflant sous le mot le plus innocent la réflexion la plus lucide qui soit.

En dépit d'une esthétique un peu surannée - cela est dû essentiellement à la faiblesse des moyens financiers que les troupes de l'Est peuvent investir dans les décors et les costumes - le spectateur, enthousiaste, constate, deux ans après l'avoir découvert à l'occasion de la présentation des *Trois seigneurs*, que le Katona est un rassemblement de comédiens d'exception. Dans le rôle-titre, pour ne citer que lui, Peter Blasko est d'une telle générosité qu'il balaie d'une lueur d'espoir ce drame sombre, cette comédie inhumaine.

O.S.

► *Platonov*, dernière le 24 mai à 20 heures, suivi de *Ubu Roi*, dans la mise en scène de Gabor Zsambeki, les 28 et 29 mai à 20 h 30. Théâtre de l'Europe à l'Odéon. Tél. : 43-25-70-32. Spectacles en hongrois sur-titrés - de manière approximative - en français.

Le Cargo de Grenoble remis à flot

La maison de la culture et le centre dramatique sont désormais réunis sous la même autorité

GRENOBLE

de notre correspondant

Le nouveau directeur de la maison de la culture de Grenoble et du Centre dramatique national des Alpes (CDNA), Roger Caracache, vient d'appeler à ses côtés le metteur en scène belge Michel Desotz, fondateur du Théâtre Varia à Bruxelles. Il s'installera à Grenoble, avec cinq comédiens qui travaillent habituellement avec lui, pour prendre en charge les activités de création du CDNA.

Il présentera au mois d'octobre prochain le *Songe d'une nuit d'été* de William Shakespeare, puis une pièce de Heiner Müller, *Zemlin*. Ainsi se mettent en place les nouvelles structures de direction et de création d'un ensemble associant la maison de la culture et le CDNA auquel collaboreront le plus étroitement possible Jean-Claude Galotta, ex-directeur de la maison de la culture, et son centre chorégraphique national.

Cette réorganisation, menée par Bernard Faivre d'Arcey, directeur du théâtre au ministère de la culture, permettra de constituer un puissant outil de travail pour les metteurs en scène invités pendant un ou deux ans à diriger les activités artistiques du centre dramatique.

Roger Caracache, quarante-quatre ans, a fondé en 1974 le Chapeau des grains de sel. Il fut, de 1976 à 1984, chargé d'étude au Centre Georges-Pompidou, puis travailla à Radio-France comme responsable du développement et de la commercialisation des productions culturelles.

Il fut nommé il y a un an directeur-délégué de la maison de la culture de Grenoble aux côtés de Jean-Claude Galotta. Il s'est efforcé depuis lors de réconcilier les Grenoblois avec une institution dont l'activité culturelle menée depuis 1986 les surprenait ou les rebutait.

Sans faire de concessions excessives au public de la maison, son directeur-délégué est parvenu à

faire révéler dans ses murs une large partie des personnes qui l'avaient fréquentée depuis 1968. Conscient du vieillissement du bâtiment, conçu par André Wogenski, la ville de Grenoble vient d'accepter le principe d'une « rénovation en profondeur », et notamment la modernisation de ses installations techniques pour un montant de 38 millions de francs.

Une « station-service » de la production

Roger Caracache se définit comme un « programmeur-producteur » dont le principal souci sera de proposer aux créateurs les outils et les moyens - désormais mis en commun - des deux institutions qu'il dirige.

« Bien sûr, avec de tels moyens, un producteur pourrait faire courir le risque à la maison de la culture de devenir une sorte de « station-service » de la production, de temps en temps, on viendrait s'arrêter pour demander un complément d'argent. Cela est contraire à mes principes. Je veux que le Cargo retrouve les grands moments de théâtre qu'il a connus. Je souhaite que la prochaine équipe artistique puisse s'intégrer pleinement à la cité grenobloise. La création théâtrale doit inscrire son action dans la régularité et la durée, comme Jean-Claude Galotta l'a fait dans le domaine de la danse. »

Désormais dirigés par une personnalité qui n'est pas issue du milieu de la création - entre 1980 et 1990, le metteur en scène Georges Lavautaud, puis Jean-Claude Galotta dirigèrent la maison de la culture, le premier étant également à la tête du CDNA - la maison de la culture et le centre dramatique devront manifester le plus brillamment possible (c'est le vœu de Roger Caracache) leur souci artistique. La « maison » deviendra un espace pluridisciplinaire où cohabiteront théâtre, danse, musique, cinéma et expositions.

CLAUDE FRANÇILLON

Au vrai kitsch anglais

Suite de la première page

La vie de Joseph Wright est exemplaire. Il est le troisième enfant d'un procureur qui en eut cinq. Bonne famille, bourgeoise et nombreuse. En 1751, il entre en apprentissage chez Thomas Hudson, portraitiste de son état et maître de Reynolds. Il apprend donc à peindre des portraits, en cinq ou six ans, et revient à Derby exercer sa fonction.

Il confectionne également des scènes de genre, quelques-unes inspirées par les recherches scientifiques de son temps. On dirait du Jordaens revu par un peintre sur émaux et porcelaines. La notoriété gagnée, Wright se marie, un peu tard, en 1773, et même son épouse en Italie, où il voit Rome et ce cher Vésuve qui lui fit tant d'usage par la suite.

A son retour, en 1775, il met ses souvenirs de voyage en tableaux, pastichant bravement Claude Lorrain. Quand il a épuisé sa réserve de sujets, il s'en va visiter le district des Lacs et en tire quelques toiles parfaitement accordées à la sensibilité du romantisme anglais alors en pleine formation. Auparavant, il avait eu quelques faiblesses pour un néoclassicisme très tempéré, quelque chose comme du Vien timide et prématurément terni.

Ainsi a-t-il réussi à ne jamais s'opposer à son époque et à s'évi-

ter les désagréments qu'un caractère marqué, une originalité trop vigoureuse lui auraient valu. Il a toujours fait ce qu'il fallait : épouser les engouements du moment en les débarrassant de tout excès, flatter les modèles sans trop engager, arranger la nature pour qu'elle ressemble à un jardin ou à un décor d'opéra.

Le paroxysme du chromo

Ses contrastes de tons ont l'éclatance convenable, un jaune opalin avec un gris distingué, un vert bronze avec l'orange d'un soleil couchant. Le dessin n'est pas plus gênant, car anodin, correct et plat. Il n'y a pas davantage dans son œuvre de ces fautes de goût ni de ces immoralités qui blessent le public. La convention, toujours la convention, Wright n'en démord pas. S'il a une obsession, une passion un peu forte, c'est celle de la banalité. Dans ses tableaux, les jeunes filles sont toutes rêveuses, les poètes inspirés, les révérends dignes et les époux fidèles.

Qu'il peigne le lac de Nemi ou celui d'Ulswater, l'eau est aussi lisse, le miroir aussi argenté, le ciel aussi limpide. C'est là la grandeur de Wright : d'atteindre au paroxysme du chromo. Patiemment, consciemment, il a réuni le catalogue des lieux communs dans

lequel le dix-neuvième siècle s'est servi. Son avant-gardisme à lui, c'est d'inventer le pompiérisme avec cent ans d'avance. Son réalisme en clair-obscur poli et vernis, c'est du Ribot, du Meissonnier ou du Bonnat avant l'heure.

Ses ladies sucrées, rose aux joues, mèches blond cendré, air mélancolique, préfigurent le pire Flaubert et le meilleur Bouguereau. Ses allégories antécipent sur le pré-raphaélisme, peinture de faïence, dure, luisante et mélodramatique. Quant à *La veuve d'un chef indien* veillant sur les armes de son mari défunt, pauvre femme emplumée comme une perruche, elle attend d'être consolée par les vaillants gaillards peints par Cormon et Jamin dans les années 1890.

Grâce à Wright, la mauvaise peinture à venir, tisane de romantisme mièvre et d'académisme, a son archétype, son dieu tutélaire, sa figure éponyme. S'il n'était si pénible à prononcer, on proposerait l'adjectif « wrightien » pour désigner ce qu'il y a de plus naïf dans l'art européen moderne. A moins que l'on ne se contente de kitsch, les deux étant synonymes. Et dire que cet homme fut le contemporain de Boucher et Fragonard, de Tiepolo et de Guardi. Dire qu'il a séjourné à Venise et traversé la France et qu'il n'a rien vu ni rien compris. Un tel aveuglement fait rêver.

Une seule question pour finir. Avant Wright of Derby, deux peintres du dix-huitième siècle anglais ont eu les honneurs du

Grand Palais, Gainsborough et Reynolds. Fort bien. Il est heureux et nécessaire que tous les arts, l'anglais comme l'allemand et l'italien, soient montrés à Paris. Mais alors pourquoi, par quel curieux hasard, le seul peintre véritablement puissant et original du dix-huitième britannique n'a-t-il pas droit lui aussi à sa rétrospective ? Pourquoi Wright et pas Hogarth ?

Hogarth serait-il trop violent, trop étrange, trop ironique ? Les musées d'aujourd'hui préféreraient-ils encore, par peuchant naturel, la peinture rangée à la peinture de caractère ?

PHILIPPE DAGEN

► Galeries nationales du Grand Palais, jusqu'au 23 juillet.

o Suspension de la grève à l'Orchestre national de Lyon. - A la suite d'une réunion qui s'est tenue mercredi 23 mai au soir, les musiciens de l'Orchestre national de Lyon ont voté la suspension du préavis de grève déposé pour le 31 mai et le 1er juin. Les concerts prévus ces jours-là, avec Isaac Stern, auront donc lieu sous la direction d'Emmanuel Krivine, le directeur musical de l'Orchestre, avec lequel les musiciens sont en conflit. Cette décision intervient après la rencontre entre l'Orchestre et M. Michel Noir, député, maire de Lyon (le Monde du 23 mai). (Corresp.)

L I V R E S • I D E E S

Voyager selon Conrad

Saint-Malo accueille un festival de la littérature de voyage.
A cette occasion, nous publions un inédit de Joseph Conrad,
qui aurait volontiers fait sien un proverbe arabe : « Voyager, c'est vaincre »

Organisé par la mairie de Saint-Malo et l'écrivain Michel Le Bris, un festival de la littérature de voyage, intitulé « Etionnais voyageurs », a lieu du 25 au 27 mai, au Palais du grand large. En marge du dixième Festival de la bande dessinée, qui se tient en même temps dans la ville corsaire, de nombreux écrivains français et étrangers sont attendus. Parmi eux, Abaro Muts, Alain Borer, Olivier Rolin, Jean Rolin, Christoph Ransmayr, Théodore Monod. Seront aussi présentes la revue anglaise Granta et la revue Gulliver (le deuxième numéro de sa nouvelle formule est entièrement consacré à la littérature de voyage, avec des inédits de Bruce Chatwin, Paul Thérault et Jack London). Une vaste librairie, des films, des expositions, une émission en direct sur FR3 (« Thalassa ») : cette manifestation s'annonce fort attrayante. En avant-première de ce festival, nous publions un extrait d'un essai de Joseph Conrad, inédit en français. L'auteur de Lord Jim avait écrit en 1923, un an avant sa mort, une préface pour un livre de Richard Curle, Into the East. Ce texte figure dans une édition des essais de Conrad publiée en 1926, chez Dent, sous le titre Last Essays. Conrad y évoque un monde sur le déclin, qui rend toute découverte impossible, et impose aux écrivains de se montrer sans cesse plus imaginatifs que la géographie qu'ils se proposent d'explorer.

Gilles Barbédette



« Révolu le temps des expéditions héroïques... »

RIEN qui soit plus incertain que le sort des récits de voyage. Nulle autre forme de production littéraire ne donne meilleure prise aux attaques. Ecrire un livre de voyage, c'est s'en remettre pieds et poings liés à ses détracteurs. L'auteur d'une œuvre de vulgarisation scientifique est en bien meilleure posture, puisque le sujet dont il traite est à proprement parler merveilleux en soi, que pour cette raison une multitude d'intellectuels vont fiévreusement le gôber, ou à tout le moins le recevoir bouche bée, pour en tirer eux-mêmes des conclusions qui confortent leur sens du merveilleux. L'auteur d'une œuvre d'imagination ? Bah, il ne cesse d'inventer à plaisir, et la vérité qu'il porte en lui, travestie comme elle l'est sous tant d'accoutrements, de la chape d'or à la nippie, demeure quasiment hors de portée de la critique. Dès lors qu'il respecte grammaire et ponctuation, pour lui le tour est joué. La métaphy-

sique, bien sûr... mais elle n'a pour objet que d'apporter leur dose de toxique à ceux que séduit ce moyen d'assassiner la durée d'existence qui nous est impartie dans cette vallée de larmes. Quant à ceux que leur fantaisie pousse à explorer plus ou moins profondément cette même vallée... Pourtant, le voyageur est un personnage qu'on a plus d'une raison d'envier. De l'envier pour l'instinct qui le pousse à agir, pour le courage qui le soutient. De l'admirer pour ce qu'il est, l'endurant spectateur d'une pièce dont la splendeur et la variété sont presque intolérables, mais dont les scènes mouvementées ne lui sont guère suggérées, de place en place, qu'allusivement, en l'absence de premiers rôles. De l'envier parce qu'il sait aussi que, durant des mois et des mois, jamais ne tombera le rideau, qu'il lui faudra jouer de bout en bout le rôle d'un infatigable témoin visuel, observer les traits et les activités de l'humain dans des décors tour à tour pitto-

resques, laids, sauvages, et cela en dehors de toute perspective, si l'on ose dire, de rentrer chez soi pour retrouver promptement son lit. Imaginons un passionné de théâtre et d'effets scéniques qui soit contraint de coucher dans sa loge, jour après jour, et d'ouvrir à chaque éveil les yeux sur une perpétuelle représentation. Le goût d'accomplir tout cela peut paraître enviable et révéler une aptitude à l'endurance mentale et physique, puisque l'enjeu ne consiste pas uniquement à soutenir l'épreuve de l'apparence des choses, mais à surmonter ses propres faiblesses. Et c'est sans doute pourquoi les Arabes, par nature épris de merveilleux et grands voyageurs, ont inventé le proverbe qui pourrait servir d'exergue à ce livre : « Voyager, c'est vaincre... » De nos jours, nombreux sont ceux qui arpentent le globe. Manière de victoire dont il est devenu de bon ton, en quelque sorte, de se prévaloir dans les années consécutives à la

construction de l'isthme de Suez. Des cohues ont alors déferlé dans cet étroit goulet, l'esprit vierge, les pages de leurs carnets de notes vierges elles aussi, hélas ! et vouées à recueillir sous forme d'impressions « cette mégalomanie dont nous souffrons tous à des degrés divers. La variété de ces innombrables récits de voyage dont le canal de Suez est responsable a pris l'ampleur d'une énorme et constante bouffonnerie.

Affligeant spectacle, en effet, que de voir tant de gens s'épancher, leurs livres envahir les rayons des bibliothèques particulières, les tables des cabinets de lecture, puilleusement plus dévastateur pour la soir naïve d'en savoir davantage sur la planète que celui des sauterelles pour un champ de blé en herbe. J'étais encore bien jeune à l'époque où s'amorça cette tournée d'inspection, et en toute innocence je les lisais tous, ou pour le moins tous ceux qui me tombaient sous la main. Dames seules ou en tandem, couples de la bonne société, doctes professeurs éminemment sérieux, facétieux affairistes... j'ai dévoré leurs ouvrages, jusques et y compris le Voyage autour du monde du baron Hubner, lequel, ce me semble, détiend le pompon jusqu'à ce jour.

Cette catégorie de voyageurs, avec leurs commentaires-perroquets, leur étonnante insistance à se vouloir drôles, leurs lamentables tentatives pour se faire prendre au sérieux, ont manifestement fait leur temps. A moins que leurs livres ne soient plus imprimés qu'à tirage limité, au bénéfice exclusif d'un cercle d'amis (...).

Ceux qui voyagent pour l'amour du sport constituent une caste à part. Ceux-là écrivent en général pour leurs congénères, mais je dois dire que même aujourd'hui leurs livres continuent d'exercer sur moi une certaine fascination. Car ces auteurs ont l'art de surenchérir dans le fastidieux quand ils nous font la description statistique de leurs carnages, et des défauts, qu'on n'en finirait plus d'énumérer, de leurs « boys » indigènes. Leurs éclaireurs, en revanche (tous apparemment taillés sur le même patron), recueillent leur admiration inconditionnelle.

Joseph Conrad
Lire la suite page 14

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Venise en toutes lettres

Le Sérénissime a inspiré bien des écrivains. Henry James y aimait tout : le silence, la peinture du Tintoret, l'esprit des Vénitiens, la beauté des pêcheurs de Burano... Frédéric Rolfe, lui, plus connu en littérature sous le nom de Baron Corvo, s'y est perdu. Et ses Lettres de Venise - sulfureuses - en disent plus long sur la sensualité des gondoliers adolescents que sur les trésors culturels de la ville... Page 10

SOCIÉTÉ

Les montreurs de surnaturel

De la somme de Colin Wilson, l'Occulte, au dernier numéro de la revue Terrain sur « L'incroyable et ses preuves », Georges Balandier consacre sa chronique mensuelle aux montreurs des choses cachées. Page 12

LETTRES

ÉTRANGÈRES

Byron l'appellait « le Serpent »...

La légende a fait de Shelley, le poète anglais foudroyé à trente ans, une sorte d'ange victorien. Dans une biographie scrupuleuse, Richard Holmes rétablit la vérité. Page 13

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'envie de tuer

Un Norvégien, Aksel Sandemose, une Brésilienne, Clarice Lispector. D'un roman l'autre, des personnages qui tentent de conjurer le sort, de trouver une alternative au désir de tuer... Page 14

Les élites de Louis-Philippe

Entre l'ancienne société de cour et les temps démocratiques se construit, sous la monarchie de Juillet, le nouvel espace de la mondanité

LA VIE ÉLÉGANTE
OU LA FORMATION
DU TOUT-PARIS, 1815-1848
d'Anne Martin-Fugier.
Fayard, 446 p., 140 F.

Les historiens français délaissent la monarchie censitaire (1815-1848). Ils ont tort ; l'époque est passionnante. Au lendemain des bouleversements de la Révolution et de l'Empire, la société a perdu de sa lisibilité. La confusion nouvelle, l'incertitude des positions avivent l'angoisse, stimulent le désir de vaincre l'opacité inquiétante du corps social. Une pléiade d'enquêteurs, sans doute les plus grands du siècle, scrutent les soubassements de la ville. Les classes laborieuses, dangereuses et vicieuses - ce que Victor Hugo percevait comme « l'infini d'en bas » - focalisent leur attention. La question

sociale tend, depuis, à monopoliser le labur des trop rares historiens qui se consacrent à cette période.

Ceux-ci semblent oublier que, dans le même temps, s'opère une redéfinition des élites. La complexité des mouvements qui s'accomplissent au sommet de la pyramide n'intéresse guère. De bons vieux stéréotypes permettent, le plus souvent, de faire l'économie d'une stricte analyse. C'est alors, répète-t-on, le temps de la bourgeoisie ! Accoler systématiquement le qualificatif de bourgeois à tout élément du tableau, à tout processus en cours d'élaboration, à bon compte, d'un véritable effort de réflexion.

Cette tranquille désinvolture fonde l'importance du livre d'Anne Martin-Fugier. A le lire, on éprouve le sentiment que s'inaugure une nouvelle étape de l'analyse historique appliquée aux élites de ce temps. Il ne s'agit pas d'un travail accompli à

l'aide de l'archive. De ce fait, plusieurs hypothèses ici formulées devront, assurément, être vérifiées. Mais là n'est pas l'essentiel. L'auteur, à l'affût du moindre événement porteur de sens a relu les mémorialistes, les correspondances, les feuillets mondains. Elle n'a pas entrepris un ouvrage sur la noblesse, la bourgeoisie, les aristocrates ou les dandys, mais sur tout cela à la fois. Elle a effleuré la façon dont se reconstituaient les hiérarchies, dans le grouillement des enjeux, des ambitions ou des tactiques. Elle vise à repérer la cristallisation ou, si l'on préfère, l'émergence d'une nouvelle configuration des sphères dominantes.

Inspirée par la lecture de Norbert Elias, Anne Martin-Fugier propose un fil conducteur : la monarchie censitaire, transition entre l'ancienne société de cour et les « temps démocratiques » (Tocqueville), se caractérise par l'extrême importance de la

mondanité. A ce propos, s'impose un moment décisif : non pas la révolution de cette même année. Ce jour-là, le roi Charles X laisse se dérouler, hors de sa présence, un grand bal de charité qui rassemble les élites en gestation. Événement symbolique : le « monde » cesse, dès lors, de s'organiser et de vivre en fonction du monarque.

Au lendemain de Juillet, la cour de Louis-Philippe, délaissée par les aristocrates du faubourg Saint-Germain, déconsidérée par les incertitudes de l'étiquette, par l'affaiblissement des rituels et des codes, fait figure, aux yeux du « tout-Paris », d'une « cohue » désordonnée. En dehors d'elle, une nouvelle mondanité se constitue : fidéïjation composite et ouverte, autorisée par l'extension de la capacité à l'élégance.

Alain Corbin
Lire la suite page 12.

LE PLAISIR DES TEXTES



GIOVANNI COMISSO
Les Agents secrets de Venise
Au vent de l'Adriatique



هكذا من الأصل

EN POCHE Mandelstam, libre interprète

Dans son *Entretien sur Dante*, Ossip Mandelstam affirmait : « Seule la compréhension active est importante en poésie, l'interprétation et non la passivité, la répétition, la paraphrase. » Active, douée d'une énergie vitale, l'œuvre critique du poète russe est, de fait, un espace d'échange, de dialogue permanent avec les auteurs, les cultures. De cette vitalité, de cette ouverture, on le sait, le pouvoir stalinien s'alarme, à partir de 1934. Inapte, par nature et par vocation, à comprendre la portée universelle de l'œuvre de Mandelstam, ou, en un autre sens, la comprenant trop bien, il fit ce que font toutes les dictatures à l'égard d'une parole trop libre : il la réduisit au silence et son auteur à la mort, quatre ans plus tard en Sibérie.

Les textes critiques sur la poésie datant des années 1910-1923 (publiés dans leur langue d'origine en 1928) qu'a traduits et présentés Mayelavets, témoignent de ces « forces vives de la poésie » qui « se répondent d'une langue à l'autre par-delà l'espace et le temps ». Qu'il parle du roman, de la poésie russe, de Villon ou de Chénier, Mandelstam reste ce libre, « hypersensible, impulsif, imprévisible » (selon Paul Celan) dans un texte que traduit Bertrand Badiou dans le dernier numéro - 52 - de la revue *Poésie*, Ed. Belin, interprète.

P. Ke.

► De la poésie, d'Ossip Mandelstam, traduit du russe, présenté et annoté par Mayelavets, collection « Arcades », Gallimard, 170 p., 61 F.

● Sous le titre *Chantiers*, René Journet présente dans la collection « Bouquins » (Laffont) l'avant-dernier volume (le dernier contiendra l'index) des œuvres complètes de Victor Hugo. Ce volume comprend les divers fragments et brouillons liés à quelques-unes des œuvres de Hugo.

● Signalons dans la même collection deux ouvrages de référence : le *Dictionnaire du comportement animal* de l'université d'Oxford, sous la direction de David McFarland et l'*Esotérisme*, de Pierre A. Riffard, qui comporte une tentative de définition et une « Anthologie de l'esotérisme occidental ».

● Dans la collection « Biblio-Essais » du Livre de poche est réédité l'important ouvrage de Jean Laude sur les Arts de l'Afrique noire paru

en 1966 et qui propose une vision globale de l'histoire artistique africaine (n° 4118).

● Dans la même collection sont reprises les chroniques archéologiques de notre collaboratrice Yvonne Rabeyrol, *Lucy et les siens*, parues en volume en 1988 (n° 4119).

● Reliés, synthétiques, présentés sous une forme commode et d'un prix accessible (83 F), les « Compacts » de Bordes répondent bien à leur nom. Derniers titres parus : l'*Histoire de France des origines à 1914*, de Pierre Bazbakh (n° 14) ; les *Maîtres de l'occultisme*, d'André Nataf (n° 15) ; les *Grands Créateurs du jazz*, de Gérard Arnaud et Jacques Chesnel (n° 16) ; *Florilège de la chanson française*, de Jean-Claude Klein (n° 17).

Olivier Cohen et Le Seuil s'associent

Olivier Cohen, qui avait dirigé la relance éditoriale de Payot après avoir été le directeur de Mazenod, vient de s'associer avec Le Seuil pour créer une maison d'édition. Les deux partenaires disposent dans la nouvelle société d'un poids à peu près identique. Dans un premier temps, cette structure éditoriale - dont le nom n'est pas définitivement choisi - s'appuiera entièrement sur la logistique du Seuil, la maison dirigée par Olivier Cohen devant acquiescer progressivement son autonomie dans les domaines de la fabrication et de l'administration, Le Seuil continuant à assurer la diffusion et la distribution des titres.

Les deux partenaires ont, en effet, décidé d'agir avec prudence et par étapes, dans un paysage de l'édition marqué par la fragilité et les incertitudes. Pour commencer, la maison d'édition ne publiera donc que douze à quinze titres par an, axés sur les voyages, la littérature étrangère et les essais.

Par ailleurs, Olivier Cohen continue à diriger, avec Michel Le Bris et Alain Dugrand, la revue *Gulliver*, qu'il codécide avec la FNAC.

P. L.

Le prix Valéry Larbaud à F.J. Temple

A l'occasion du prix Valéry Larbaud, les samedi 19 et dimanche 20 mai, la bibliothèque municipale de Vichy a rendu hommage au peintre graveur Jean-Emile Laboureur (1877-1943), qui fut l'illustrateur de grands écrivains contemporains, notamment Gide, Colette, Giraudoux, Proust, Mauriac et Valéry Larbaud. Une remarquable exposition est consacrée à cet artiste jusqu'au 14 juillet.

Dans le même temps, le prix Valéry Larbaud, dont le jury est présidé par Roger Grenier, a été attribué, en présence de M. Claude Mahuret, maire de Vichy, à Frédéric Jacques Temple pour son *Anthologie personnelle* (Actes Sud), vaste choix de poèmes couvrant quarante années de poésie.

Frédéric Jacques Temple est né en 1921 à Montpellier, où il vit. Passionné d'histoire naturelle, ce poète fut l'ami de Henry Miller, Blaise Cendrars, Anaïs Nin, Lawrence Durrell, Joseph Delteil. Ecrivain, journaliste, homme de radio, il est l'auteur, outre ses poèmes et ses romans, d'une biographie de D.H. Lawrence et a traduit, entre autres, des poèmes rituels des Indiens navajos.

Lors de la remise du prix, Roger Grenier a annoncé la venue de deux nouveaux jurés : Bernard Delvalle et Christian Giudicelli, ainsi que le départ de Robert Maillet.

S. C.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

ROBERT SABATIER

signera son livre

« La souris verte »

Editions ALBIN MICHEL

Samedi 26 mai 1990

à partir de 16 h

à la librairie

LE CHANT DU MONDE

20, rue de Mora

95880 ENGHEN

34-12-85-61

LE FEUILLETON de Michel Brandeau



La Sérénissime vue par Bertrand Clech.

Venise en toutes lettres

nion de famille généralisée.

Il aime aussi l'esprit indolent, gentil et un peu fourbe des Vénitiens. Cette « race ancienne n'a pas le génie de la rigueur morale et certes ne prétend guère à cette inclination. (...) On l'a accusée d'être aussi peu austère que possible. Je ne suis pas certain qu'elle soit très courageuse, ni ne suis frappé par son caractère industrieux. Mais elle a un sens infatigable des agréments de la vie. » Il y a des pages lucides sur le tempérament vénitien qui n'ont rien perdu de leur acuité ni de leur pertinence.

DÉJÀ la grande peinture du Tintoret (qui a peint « des hectares ») s'assombrit, se goudronne, file vers les ténébreux. James, dont l'intelligence, la puissance d'observation et d'analyse sont tout à fait exceptionnelles, la culture proprement inouïe chez un Américain, est aussi un excellent amateur de peinture. Il fait une description de la Scuola di San Rocco étonnante : « L'endroit est solennel et étrangement suggestif, pour la simple raison qu'il serait difficile de trouver ailleurs quatre murs se fermant sur une telle quantité de génie. L'air en est épaissi, alourdi, presque irrespirable ; car il s'agit d'un génie qui n'était pas heureux, du fait déjà qu'il lui manquait l'art de se fixer à jamais. Ce n'est pas l'immortalité qui souffle dans la Scuola di San Rocco, mais la mortalité consciente et accablée. »

Plus que les toiles, les vivants le captivent, ces pêcheurs de Burano « dont la bonne mine et les mauvaises manières sont au-delà de toute exagération », ces hommes aussi beaux que les femmes et appréciés comme autant de séduisantes canailles. Bien sûr, tout cela ne finit pas d'en finir, se délite sous nos yeux, s'effondre de plus en plus, se ruine. Mais en dehors de l'époque quasi mythique des grands doges, quand on croyait encore à l'avenir (à supposer qu'on y ait jamais cru, ce qui n'a pas dû être de longue durée), n'est-ce pas sur une esthétique du « trop tard » et du « jamais plus » que Venise est bâtie ? On est désormais - mais depuis des siècles - dans un

cimetière peuplé de visiteurs irresponsables et de marchands de pacotille, un vaste mausolée dont l'entrée est payante, où l'on vous introduit « afin que vous constatiez à quel point tout y est mort ». D'où cette impression parfois accablante pour le promeneur de n'être à Venise qu'un singe, de répéter des gestes anciens, d'imiter inévitablement la surprise, la gaieté, le petit cafard sucré des millions de fantômes qui ont tourné avant nous leur cuiller dans un capuccino sur la Piazza.

Et pourtant cet abîme de mélancolie rose et dorée est une maladie qu'on en vient à chérir comme une mine de consolations pour les désenchantés, les meurtris, les vaincus. A condition d'en connaître le mode d'emploi un peu révé et abandonné : « Rien ne requiert plus de soin, lorsqu'une large connaissance de Venise opère, que de ne pas perdre la faculté de se trouver égaré. »

PLUS d'un écrivain s'est perdu dans Venise. Quelques-uns ont choisi d'y mourir - après tout la ville y prépare très bien, - tel Frédéric Rolfe, né en Angleterre en 1860, mort à Venise en 1913, connu en littérature sous le nom de Baron Corvo, titre reçu d'une duchesse Sforza. Ses ouvrages (*Don Tarquino*, le *Désir* et la *Poursuite du tout*, *Hadrien VII*, entre autres) sont peu connus, souvent épuisés. Le personnage devrait pourtant se voir réédité et connaître une longue postérité marginale tant son mauvais caractère et son style scandaleux, impudent et suicidaire méritent de retenir la pitié discrète d'une chapelle de ferments. Précepteur, bonimenteur, aventurier excentrique et fauché - Michel Bulteau, son biographe (1) et préfacier des *Lettres de Venise*, décrit bien « ses obsessions paranoïaques, son cabotinage, son bluff passionné », - Corvo s'installe à Venise en 1908. Le pauvre homme est depuis toujours victime de deux passions, l'écriture (« Ecrire est un métier de gueux ; mais c'est le mien et je veux y exceller ») et les jeunes garçons, entre seize et dix-huit ans, précise-t-il, et

bien développés. Deux croix qu'il portera avec courage au milieu de la plus noire misère, obligé de fendre du bois pendant des heures pour subsister, vivant le plus souvent sur sa gondole, dans le culte des gondoliers adolescents : « Jeunes Vénitiens en équilibre sur les poutres élevées, sur la lagune à perte de vue, chair blanche et yeux bleu-vert portés à incandescence, jeunes gondoliers agiles... » (la lettre numéro trois est un superbe poème sur l'étrange danse de ces rameurs en eau trouble).

Ces lettres qu'il adresse à un ami du même bord en disent plus long sur la sensualité libérale des enfants de la lagune que sur les trésors culturels de la ville. Corvo écrit surtout pour voir si son style est capable d'émouvoir durablement le tréfonds de son correspondant - il l'est - et ne se soucie pas de la pose. Mais Venise se glisse dans les lettres, sulfureuses du baron, comme une amie complaisante et dangereuse, toute prête à border son linceul, et l'on se souviendra, comme d'un petit tableau de Guardi de la silhouette de Corvo au Lido : « Marché toute la nuit sur la plage du Lido au-delà de l'Excelsior. Plusieurs fois contrôlé par la police qui veille à ce que personne ne vole le sel de la mer. Leur ai dit que j'étais un écrivain qui étudiait les crépuscules. Pas de problèmes. » Ou donc, sinon là, trouver le paradis d'une police qui comprend que l'on puisse étudier les crépuscules ?

HENRI CALET, dont on réédite l'*Italie à la paresseuse* (2), n'a pas vu grand-chose de Venise, une bouffée de nuit comique et vague, envagée. Ne l'intéressent que les courses de chiens romaines et les Vespa. Il passe au travers de la lagune sans se réveiller. Laissons-le dormir, d'autant mieux qu'on nous offre le fruit des veilles de quelques autres qui valent leur pesant d'or maudit. Comme on le sait, il y a dans le palais ducal un visage de marbre à la bouche ouverte où les Vénitiens pouvaient glisser autrefois les billets amers de la dénonciation. Chacun pouvait dire qui faisait quoi, un tel cocu, tel autre usurier, celui-ci sodomite, celle-là, commerçante de miniatures obscènes, et tant d'autres ridicules, notamment les Français, pour une infinité de raisons. L'Italien, Giovanni Comisso, auteur de *Au vent de l'Adriatique* (3), s'est intéressé aux archives de cet espionnage où l'on trouve souvent les mêmes personnes dans le rôle du dénonciateur et du dénoncé - Casanova entre autres, - et en a fait une sélection, une anthologie du cafardage vénitien, éminemment précieuse pour les amateurs de la cité et ceux du cœur humain. Et si tout cela ne vous satisfait pas suffisamment pour consacrer un moins un rayon de votre bibliothèque aux meilleurs ouvrages sur Venise, signalez, comme on frappe au ventre, l'excellent livre de Jean Clausel, *Venise exquise* (4), où l'on trouve la recette des « spaghetti du chat » et celle de la « ratatouille du Redentore » avec lesquelles on doit certainement assurer son salut sur la terre comme au ciel.

(1) Baron Corvo, l'exilé de Venise, Editions du Rocher, collection « Les Inférences », 152 p., 39 F.

(2) Le Dilettante, 190 p., 99 F.

(3) Le Promeneur, 256 p., 130 F.

(4) Robert Laffont, 176 p., 130 F.

LIVRES • IDÉES

ROMANS

Adieu à la Chine

Histoire de Clara,
obsédée par son enfance chinoise

L'EMPEREUR MING VOUS ATTEND
de Diane de Margerie,
Gallimard, 214 p., 82 F.

Un arbre, une photographie, une gourmette : tels sont les trois objets symboliques autour desquels Diane de Margerie a construit son roman. Dans un entretien à propos de la parution de son récit autobiographique *Le Ressouvenir* (1), la romancière avait déclaré : « Je vais écrire l'histoire d'une femme : je serai d'autant plus libre d'en parler que je me serai dépouillée de moi-même dans ce livre. »

En effet, *L'empereur Ming vous attend* n'aurait probablement pas été écrit sans un prétexte de *Mémoires*. Clara Savelli n'est pas seulement le double de l'auteur, ni son masque, ni sa parodie. Diane de Margerie, pour donner vie à Clara Savelli, a bien choisi le dédoublement essentiel. Est-ce dire que Clara est désincarnée ? Non, mais elle réduit ses apparitions à ce qui permet qu'on la comprenne, puis qu'on s'attache à elle.

Élevée en Chine par sa tante Drusiane — femme mystérieuse, sombre, négative, tout droit sortie d'un roman familial anglais, manipulatrice qu'Ivy Compton-Burnett n'aurait pas reniée, — Clara est obsédée par son enfance chinoise. De la Chine, elle retient le souvenir du sophora où se pendit l'empereur Ming. Pour protéger sa fille des insures, il avait tenté de la tuer, mais n'était parvenu qu'à lui trancher un bras. Acculé par ses ennemis, il s'était donné la mort. L'arbre fûtif avait été enchaîné.

La logique facile de la vie

La Chine est, pour Clara, la figure de la mort consentie, « les affinités secrètes entre l'histoire et la vie, entre les grands cycles de l'humanité et les minuscules rouages de la vie personnelle », mais aussi « le mélange du vétéral et du théral, de l'auguste et du déchu », « la lutte terrible des sexes, la rivalité des deux pouvoirs mâle et femelle ».

Lorsque sa tante Drusiane adopte Clara, le père de l'enfant, Jean Savelli, a disparu. Autre vide énigmatique, que Clara tente de combler. Est-il mort, a-t-il fui et pourquoi ? C'est une photo qui apporte une forme de réponse. Clara découvre un portrait de sa tante, encointe. L'histoire familiale serait donc différente de celle qu'on lui a racontée ? Le roman consiste à fissurer et défaire la trame familiale qu'on ourdit de patients mensonges, destinés à dissimuler l'infamie, ce qu'on ne dit pas.

Au début du roman, Clara retrouve, après plusieurs mois d'absence, son fiancé, Ludovic. Elle n'est plus sûre de l'aimer : trop conformiste, trop respectueux de l'ordre et des schémas, Ludovic entre dans sa fonction d'homme marié avec une complaisance qui répugne à Clara. Une valise ouverte révèle à la future épouse un univers où elle ne trouve pas sa place : des vêtements frais sortis de chez le teinturier et des revues pornographiques. La vie rangée et le sexe mécanisé.

STAGES D'ÉDITION
— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.
— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.
Rens. et inscriptions : S.I.P.E.I.
8, pl. du Palais-Bourbon, 75007
Tél. 45-51-55-50-45-50-23-30

En l'absence de Ludovic, Clara l'a trompé avec un jeune homme plus frère qu'amant. Dans la sensualité violente mais affectueuse, elle a compris qu'elle n'était pas faite pour le quotidien conjugal, avec ses mesquineries, sa répétitivité, son formalisme. Elle n'a cependant pas la vigueur sociale, psychologique de résister à la logique facile de la vie. Au moment où le mariage est célébré, son esprit est ailleurs. Elle songe à un fait divers japonais pathétique, image voilée et vibrante de la disparition de son propre père.

Haïssant la grivoiserie et la perversion autant que le puritanisme bourgeois, Clara divorce alors qu'elle est enceinte, mais c'est pour se soumettre à un autre homme, Léo, séducteur frivole qui l'enferme dans son rôle de femme floutée, plus douloureux encore. Au moment de lui céder, Clara veut offrir à Léo une gourmette, mais elle découvre à temps la collection de trophées (des gourmettes semblables) rangée dans une vitrine que le don Juan lui ouvre avec forfanterie.

Le « détachement libérateur » auquel, dans les dernières pages, Clara parviendra peut-être est acquis au prix de la solitude lucide. À travers son personnage, Diane de Margerie ne se contente pas de développer une fiction avec finesse, authenticité, singularité : elle trace des lignes symboliques qui, curieusement, sont chargées d'une stupéfiante force de réalisme. Les « digressions » sur la Chine, la peinture, la littérature ne sont jamais des déperditions d'intérêt. Tout est ramené à la profonde analyse intérieure à laquelle l'auteur procède. Les scènes plus proprement romanesques — la lecture de la photographie, bien sûr, mais aussi les révélations sexuelles, le mariage, une conversation avec un ami indifférent malgré lui — ont l'éclat particulier que reconnaissent bien les lecteurs pour qui vivre, c'est aussi tenter de déchiffrer des signes. Cet éclat qui fait qu'un roman devient une partie de notre vie.

René de Ceccatty

(1) Flammarion, 1985. Repris en « Folio » (Gallimard) le 25 mai 1985.

LA BELLE AU BOIS
de Philippe Beaussant,
Gallimard, coll. « Le Chemin », 226 p., 87 F.

Tout est assoupi sous une épaisse couche de poussière dans le château caché au cœur de la forêt et que découvre le Prince, qui s'est égaré au cours d'une chasse. Il porte une porcelaine fauve comme une crinière de lion, et lorsqu'il se penche sur la Belle endormie, elle s'éveille et pousse un cri, comme si elle venait au monde... Mais tandis que Perrault garde secrètes les noces de la Belle et du Prince, puis la naissance de leurs enfants (par prudence, la reine mère étant ogresse), Philippe Beaussant prolonge le conte à sa façon : le Prince ramène dans son château la Belle inconnue que ses courtisans vont d'abord prendre pour une comédienne.

C'est en effet un assez étrange cortège que composent la Belle caracolant sur le cheval du Prince qui marche à ses côtés, la grosse nourrice à la tendresse volubile et le musicien qui suit un petit singe juché sur un chien. Avec sa colerette, ses manches ballonnées et ses cheveux torsadés, la Belle semble déguisée.

Lorsqu'elle parle, on découvre que son langage est différent, plus dru, à la fois délié et suranné. Elle, de son côté, s'étonne des corsages aux vastes décolletés, qu'elle adopte cependant pour plaire au Prince. Elle apprend aussi à polir son langage et s'initie à la gavotte, au menuet et à la sarabande.

Chez les courtisans, elle provoque des réactions variées, parfois ambiguës. Ils sont séduits, amusés, choqués par son rire, sa vivacité et toute « une manière d'être exquise inhabituelle ». On ne comprend pas pourquoi ses mots sonnent si vieux, pourquoi elle ignore les bienséances et les usages de la cour.

Pourtant ces lacunes cachent une science qui vient de bien plus loin, car seule la Belle comprend l'obscur devise inscrite sous un portrait d'ancêtre et connaît des poèmes d'autrefois. Et son plus enthousiaste admirateur est le « garde livres » du Prince.

Peu nombreux sont ceux qui savent le secret de son long sommeil. Une grande affection la lie



à la vieille Princesse douairière, dont elle fait sa confidente, car la Belle se demande si, sous les traits juvéniles de son propre visage, elle ne porte pas une âme usée par cent ans de « dormition » et de songes. De l'aïeule à la princesse jadis endormie s'inverse « le décours du temps interrompu ». Quant au Roi, père du Prince, à l'allure de vieux mousquetaires, c'est comme si, à contrecoeur, il était conquis par celle que son fils a choisie malgré sa volonté et qui lui rappelle l'emprise du temps, l'approche de la mort.

À l'intérieur de l'énigme

Le Prince, lui, sent que peu à peu la Belle lui échappe. Elle change : sa gaieté fait place au désarroi, à la mélancolie. L'expression attristée, perdue, de son regard témoigne de « je ne sais quelle douleur », peut-être parce qu'elle pressent que le temps rendra un jour aussi désuet le monde qu'elle vient de découvrir que celui dont elle ne garde que vague réminiscence. L'harmonie de ses gestes, de ses paroles est comme brisée, désaccordée. Et pris de nostalgie après avoir voulu la transformer, le Prince décide d'éterniser l'éblouisse-

ment de leur première rencontre en faisant faire le portrait de la Belle, vêtue de ses anciennes parures.

Mais tous ceux pour qui la Princesse garde un agaçant mystère organisent en cachette un bal costumé où chacun, comme elle naguère, portera des habits démodés et parlera « gothique » : cruelle mascarade

par laquelle ils essaient de se glisser à l'intérieur de l'énigme. Au cours de ce divertissement à grand spectacle, qui fait contrepoint aux fêtes du mariage, la Belle tombe en pamoison et retourne à la torpeur dont l'avait tirée l'amour du Prince. Dolente, languide, bercée par le son du luth et les mélodies de la nourrice, elle est désormais irrémédiablement hors d'atteinte.

Comme le *Biographe*, paru il y a onze ans, *La Belle au bois* est un de ces petits livres précieux que l'on aime garder et relire, parce qu'ils ont une grâce particulière : peut-être celle de leur héroïne, ici et là une très jeune femme, vibrante et figée, amoureuse et blessée. Un historien, un archéologue, un conteur : les narrateurs des romans de Philippe Beaussant, fascinés par le temps, montrent que ce qui semble ancien est encore chargé de vie, d'émotion.

Par petites touches subtiles, le romancier essaie, dans ses portraits, de peindre l'insaisissable, mais c'est surtout en musicien qu'il excelle à suggérer l'imperceptible, à mêler des inflexions graves et légères comme le « frémissement des altos joints à des clarinettes veloutées jouant en sourdine ».

Monique Petillon.

La fugue de Boulanger

Un roman musical où Haendel sert de mot de passe

MES COQUINS
de Daniel Boulanger,
Gallimard, 200 p., 82 F.

« Chacun sa note ! », s'exclame un des personnages, un musicien bien sûr. Celle de Daniel Boulanger, plus que jamais, après plus de cinquante volumes de romans, nouvelles et poèmes, est celle de l'étonnement qui fait voir à vif et à neuf, avec une malice tendre, les choses et les gens. C'est que la « qualité du jour vient de celle (du) regard », qui fait naître au coin des pages de prose, ainsi que dans les poèmes, des images parfois baroques, ou des rapprochements d'une déroutante simplicité, comme celui-ci : « N'était-on pas bien comme ça, tranquilles, la main dans la main, les jours souples comme des chats ? »

Dans son dernier roman, *Mes coquins*, un orchestre voit disparaître l'un après l'autre ses flûtistes, Victor et Charles Sénévé, le père et le fils, qui se ressemblent comme des « jumeaux de deux générations ». Plutôt que de faire carrière au sein de l'orchestre, au risque de finir par composer la *Symphonie des fonctionnaires*, ces deux fins musiciens choisissent l'un après l'autre la fugue, abandonnant la coupole vieillotte du Grand Théâtre pour la

voûte du ciel, « chacun suivant sa partition secrète soudain exposée, joyeuse, simple, d'un naturel sans remords et si vif. La grâce ! »

Victor, le père, rejoint une troupe ambulante qui se déplace dans une camionnette bariolée : on vit en vendant des bracelets et des paniers tressés au sortir des églises ou dans des fêtes de charité. Victor, en musicien des rues, découvre la liberté de se fonder « avec bonheur dans les choses, paysages ou villes, candeur d'un soir ou fraîcheur d'un matin ». Quant à Charles, un an plus tard, quittant la clarinettiste Jeanne Favorite, pourtant « vive, ronde, ferme, bouclée », il part à son tour, après avoir vendu ses fauteuils Voltaire à oreilles décollées, n'emportant dans son sac qu'un peu de linge, sa flûte et un globe terrestre.

Il n'y a pas de petit rôle dans un roman de Boulanger. Chacun des comparses mérite de tenir, au moins brièvement, le devant de la scène.

Absents, Charles et Victor Sénévé sont présents dans les préoccupations de tous, notamment celles de Grosseiller, le directeur du théâtre. Trois opéras successifs marquent le déroulement du temps dans le roman. Pour la *Grande Sémiramis*, Charles fait encore partie de l'orchestre et déploie des « bouquets d'arpège ». Lorsque *Nabuchodo-*

nosor, chef-d'œuvre de Klaus Knappenschaps, est présenté dans un décor mésopotamien, la fugue des deux musiciens trouble encore le public. Enfin, lors des répétitions d'une *Néfertiti* en smoking, où « l'alténaire du compositeur Simphon prend une remarquable envergure », on ne parle plus guère de la disparition des flûtistes.

Ils ont, eux, choisi Haendel. Haendel, le leitmotiv du roman, est une sorte de mot de passe par lequel chacun des personnages désigne ce qu'il trouve beau : pour le routier c'est la course nocturne du camion dans les gerbes de pluie, pour la clarinettiste ce sont des myriades d'oiseaux (à l'exclusion des pigeons) qui viennent chanter le *Te Deum*. Pour tous, Haendel n'est peut-être que la « fresque étoilée qui se déroule au revers de nos yeux ». Mieux vaut ne pas dévoiler le secret final qui éclaire toute l'histoire d'une autre lumière et rappelle que pour Daniel Boulanger c'est sans doute en soi-même que l'on fait les plus vrais voyages.

M.P.

Signalons également la réédition de deux recueils de poèmes de Daniel Boulanger, *Le porteur* (Gallimard, 136 p., 75 F.) et *Tchadiennes* (Poésies Gallimard) et un recueil de nouvelles : *Le Chant du coq* (« l'Imaginaire », Gallimard).

Créer en procréant

JOURNAL DE LA CRÉATION
de Nancy Huston,
Le Seuil, 282 p., 89 F.

Les mythologies en ont de bonnes : ainsi, ce n'est pas l'homme qui sortirait de la femme, mais la femme de l'homme. « Et Dieu créa la femme. / Et de la tête de Zeus jaillit Athènes, armée de pied en cap. / Et Héphaïstos fabriqua Pandore. / Et Pygmalion donna vie à Galatée. / Et de la cote d'Adam fut tirée Eve. / Et des connaissances mécaniques du professeur Coppeilus émergèrent Olympia. / La femme-machine. / Et du prodigieux savoir électrique de Thomas Edison, surgit Hadaly, femme idéale, Eve future. »

Nancy Huston s'indigne : l'histoire montre pourtant que la femme a payé assez cher d'avoir un corps fait pour mettre au monde. Déjà, dans des essais précédents, *Jouer au papa et à l'amant* (1) et *L'Amour comme à la guerre* (2), se trouvait condamnée la bonne conscience de l'oppression masculine. Il fallait en finir avec l'arbitraire distribution des rôles qui donne aux hommes l'esprit et aux femmes le corps. Dans son *Journal de la création*, tenu presque jour après jour, des premiers mois de la grossesse à la naissance de son enfant, Nancy Huston tente de prouver qu'une femme est capable de créer en procréant. À terme, la double mise au monde d'un enfant et d'un livre aura été l'occasion pour elle de traverser les littératures et les vies de couples d'écrivains. Et, à les observer, impossible de concilier création et procréation, esprit et corps, écriture et vie.

Tout commence avec ce syllogisme : l'art est ce qui manifeste la rupture de l'homme et de l'animal, les femmes sont des animaux, donc les femmes ne sont pas des artistes. Au fondement, cette prémisse : « L'idée que les femmes sont moins « humaines » que les hommes, parce que leur corps, dans la pleine fleur de l'intelligence (...), subit les affres de l'accouchement. Un processus naturel fait irruption dans l'existence culturelle : on a beau le nommer, le commémorer, le circonscrire, le ritualiser, l'accouchement n'en déclenche pas moins des hurlements, n'en fait pas moins jaillir des geyers

de sang, n'en laisse pas moins de confronter l'être humain de façon brutale avec sa matérialité. »

Rien de très renversant, comme on peut le constater, à la source de ce livre : le constat que les femmes ne sont pas faites comme les hommes et la sempiternelle élégie féministe qui déplore l'histoire scandaleuse de l'humanité ; les femmes restent rivées aux tâches matérielles, assimilées « à leur seule créativité irréductible : la maternité », tandis que les hommes s'arrogent l'autorité de la création spirituelle. Heureusement, Nancy Huston ne s'en tient pas à cet exposé plein de bon sens et de bons sentiments. À travers le journal de sa propre création, des couples célèbres se glissent avec leurs vies privées comme des réminiscences de la conscience collective.

Cannibalisme littéraire

Pourquoi Léonard et Virginia Woolf, Sartre et Beauvoir n'ont-ils pas eu d'enfants ? « L'identification du corps féminin au livre est (...) le plus grand handicap des femmes qui écrivait », affirme Nancy Huston. Les Woolf, à priori dégoûtées d'un « l'autre par le corps de l'autre sexe, aspirant tous deux à être pur esprit. Virginia connaît l'anorexie, l'insomnie, l'aménorrhée, la frigide, l'hystérie : symptômes typiques de la scission corps/esprit (...), autant de façons, pour une femme, de remporter une victoire de l'esprit sur la matière. (...) Dans la vie de Virginia Woolf, l'écriture, c'est la jouissance. »

Même si l'on peut se consoler avec ceux qui finissent bien, Sand et Musset, Elizabeth Barrett et Robert Browning, le *Journal de la création* serait plutôt un inventaire de la destruction et du cannibalisme littéraire. Cet amalgame de figures allégoriques ne résiste pas à la tentation de s'autoanalyser complaisamment et de plonger, tête baissée dans de gros poncifs. Mais si, dans ce *Journal* qui lui est consacré, la création n'est pas grande, il y a, grâce aux instructions obligées dans la vie des écrivains, de petits éclats.

Marion Van Renterghem

(1) Ramsay, 1979.
(2) Seuil, 1984.

L'OCULTE

de Colin Wilson.
Traduit de l'anglais par Robert Genin.
Editions Philippe Lebaud, 423 p., 138 F.

LA VOIX DES ESPRITS

de Christine Bergé.
Editions A.-M. Métailié, 202 p., 105 F.

L'INCROYABLE ET SES PREUVES

Revue Terrain, n° 14.
Carnet de parution ethnologique.
éd. Ministère de la culture
et de la communication.
176 p., 60 F. Diff. CID.
131 bd St-Michel, 75005 Paris.

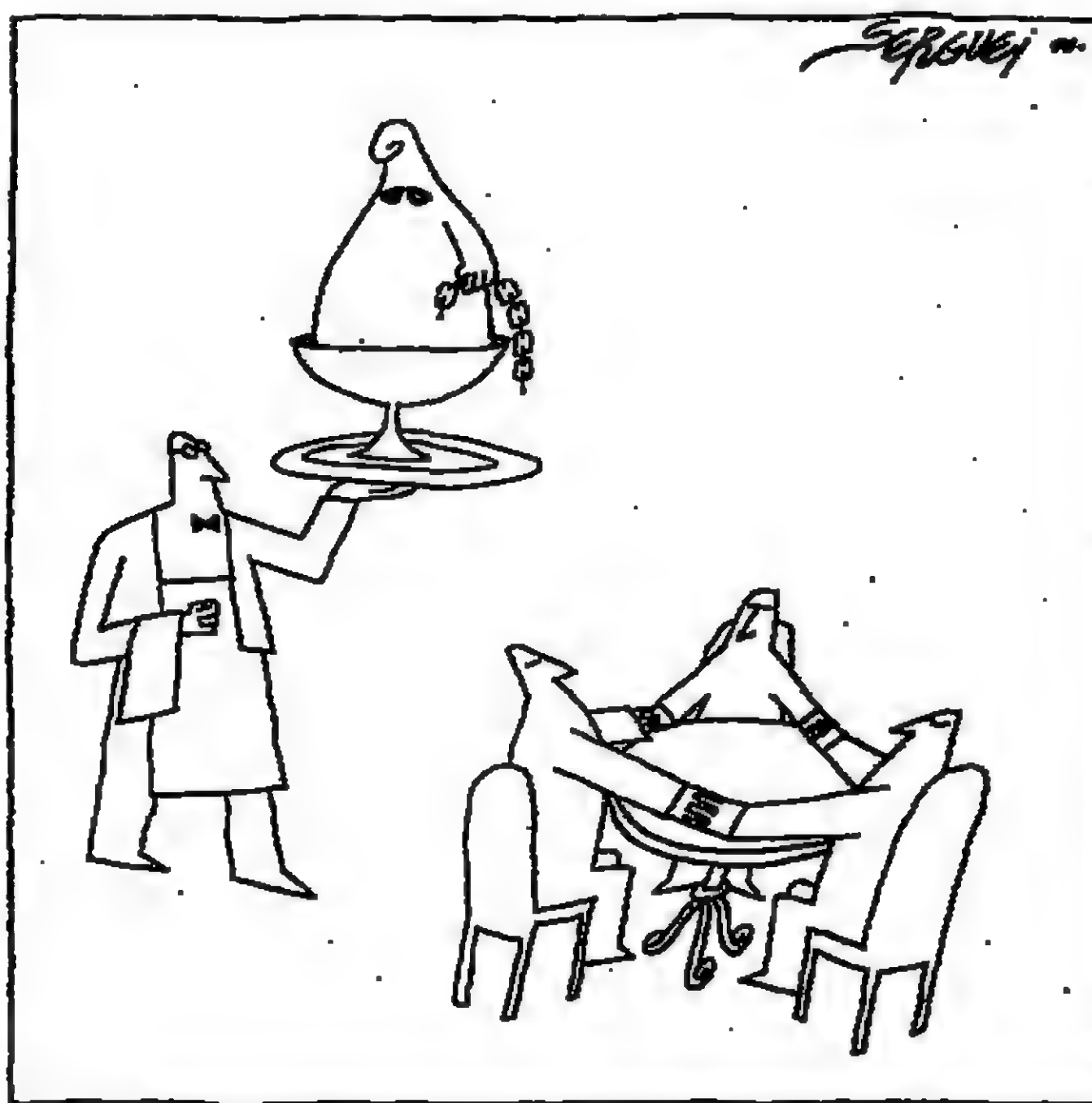
C'ÉTAIT entendu, le « désenchantement du monde » avait pu s'accomplir : l'homme avait su se débarrasser des fables et conquérir son autonomie, la science élargissait à une vitesse croissante les espaces du vrai savoir, la technique conduisait à une maîtrise mieux assurée de la nature, de la vie. Aujourd'hui, la conviction est moins ferme : le temps des grands changements et des incertitudes oblige. Il trouble les connaissances, mêle les repères et les codes, bouscule les institutions et il rend plus confuses les identités. La raison et la foi ont des assises mouvantes, et ce mouvement même permet toutes les errances entre le scepticisme généralisé et la croyance aveuglée. C'est une recherche nomade et confuse du sens, des objets auxquels croire et des raisons de croire, une quête des réponses. La tentation est forte de trouver celles-ci ailleurs, dans un autre monde, d'accéder à des connaissances « meilleures », mais encore occultées et, en conséquence, non utilisées.

Les montreurs des choses cachées repaissent : ils désignent à nouveau les chemins qui permettent d'y parvenir. Colin Wilson, présenté comme l'un des « stars » de la littérature anglaise, recense les bonnes raisons de s'intéresser au surnaturel, dans un livre déjà ancien et réédité en français. Il nous presse de ne plus consoler à être des « pygmées pensants », d'échapper à l'emprise du banal et de l'in-signifiant, de mettre en œuvre notre « faculté X » qui porte remède à « l'érotisme de la conscience » et à la non-utilisation de tous nos pouvoirs. En bref, il s'agit de « reconnaître l'occulte au même titre que l'énergie atomique » et de recréer « la sensibilité aux forces invisibles ». Outre la commodité de rapporter à « X » tout un ensemble de phénomènes disparates, il apparaît une incontestable habileté à donner du crédit à l'entreprise. Notre guide en exploration de la voie intérieure, des « sources cachées » de l'être, trace des limites, dénonce les charlatans et les aventuriers, multiplie les références positives. Il invite à une quête de la réalité où l'intuition s'allie à l'intelligence, il se fait le défenseur d'un évolutionnisme optimiste.

WILSON a écrit un livre étrange, touffu, contradictoire, anecdotique, qui est aussi un corpus de l'étrange. Tout y apparaît, depuis les « sorciers » de la préhistoire jusqu'aux « mages » contemporains. Toutes les cautions défient, celles empruntées à notre passé et celles reçues des autres civilisations ; et aussi les grands écrivains curieux de l'occulte, les initiés et les mystiques, et les gens de science utiles à la légitimation de l'entreprise. Il se retrouve ici une constante paradoxale propre à ces sortes de démarches : la recherche de confirmation par les savoirs plus ordinaires, la manifestation de preuves. Ce sont non seulement les psychologues des marges – Jung, principalement – mais aussi les logiciens – Russell – et les scientifiques qui sont convoqués. Parmi ceux-ci, le controversé docteur Foster qui fait de l'univers (doté d'intelligence) le produit d'une informatique qui dépasse l'intelligence humaine ; sans pour autant y réintroduire Dieu.

L'ouvrage-fresque peut séduire, provoquer le rejet aussi, en raison de son système de références et de la légèreté de certains des arguments sélectionnés. Il permet de mesurer les risques encourus, qui font surgir une sorte de lumière noire par moments apparente. Lorsqu'il est affirmé, au passage, que « le christianisme fut plus une épiphanie qu'une religion », que la civilisation a dépouillé l'homme d'un grand nombre de ses « facultés les plus précieuses » et que la conscience rationnelle « coupe de la pleine puissance du courant de vie », il faut y regarder à deux fois avant de proclamer que « l'homme est positivement un dieu », qui « souffre de paresse, d'ambivalence et de cauchemars ». Le temps n'est pas si éloigné où les sources occultes irriguaient les sociétés du cauchemar réalistes.

NOUS sommes invités à produire une nouvelle écologie de l'esprit alors que se multiplient les « savoirs » et les prati-



Les montreurs de surnaturel

ques parallèles ; jusque dans les arrières-scènes politiques et dans les services de recrutement des entreprises. L'Histoire désigne les périodes et les lieux propices à la reviviscence de ces manifestations. Les sciences sociales considèrent ce qui s'associe aujourd'hui aux croyances ressurgies et à un sacré largement retourné à l'état diffus. Une ethnologue et enseignante de philosophie, Christine Bergé, vient de conduire l'exploration d'un monde autre : celui du spiritisme, pays du voyage mental. Un voyage qui commence par un détour au cimetière du Père-Lachaise, où se trouve la tombe d'Allan Kardec, foyer de pèlerinage et référence du culte spiritiste si populaire au Brésil.

En Kardec (fils de bourgeois lyonnais) se

mêlent nombre de courants d'idées du dix-neuvième siècle, contradictoires, affrontés, lancés dans l'œuvre de l'avancée du progrès ou de la restauration d'un ordre. La théorie spiritiste, élaborée tardivement, est d'abord un projet de conciliation : un syncrétisme, car elle tient à la fois de la « révélation divine » et de la « révélation scientifique » : un moyen d'« acculturer » des valeurs de l'époque, d'exercer une influence morale, d'aider à dépasser la misère dans une société soumise à la loi d'airain. Christine Bergé, à juste raison, situe le spiritisme sur l'arrière-plan du monde du travail ; elle y reconnaît « une des voies suivies par le mouvement ouvrier » dans sa recherche des solidarités. Et Guénoun allait jusqu'à découvrir dans le fondateur un « instituteur socialiste ».

L'originalité de l'étude réside en ce que l'auteur désigne comme sa « fascination pour cet autre nous-même, la machine ». Le spiritisme se veut instrument de la communication avec le passé, avec les disparus, véhicule permettant de franchir les limites du temps et de l'espace. C'est durant cette même période que Charcot identifie certains de ses malades comme des « automates ambulatoires ». Des savants et des techniciens, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, font du phénomène spiritiste un objet de recherche, imaginent des dispositifs techniques de vérification des effets, fréquentent à l'occasion les récentes sociétés de recherche psychique. De leur côté, les spiritistes recourent aux métaphores de la science, de la technique, de l'outil, du travail ; les esprits obéissent à une sorte de physique, le médium est une machine de « communication de la parole » et ses propres dispositifs, des instruments destinés à transmettre les messages des « entités désincarnées ». La machine (le magnétophone et l'écran vidéo aujourd'hui) est estimée neutre et capable de faire preuve.

Christine Bergé oppose des bornes à son implication, mais elle ne cède pas à la

commodité des explications et des réfutations simples. Elle montre bien ce que la symbolique attache à la machine, ce que l'imaginaire du mal et de la mort doit à une certaine forme de sensibilité, ce qui est en jeu dans la « consolidation du lien social ». L'idée de transcommunication, située aux confins du spiritisme et de la science, conduit à un nouvel emploi de la figure de l'ingénieur – devenu un technicien du caché et de l'impossible. Ailleurs, ou autrefois, la transcommunication suffit, ou suffisait, à tenir le rôle.

Les anthropologues sont, d'une certaine façon, des experts de l'incroyable : elle n'est pas simple la question des « croyances apparemment irrationnelles », et leur art consiste à toujours la tenir ouverte. La revue Terrain lui consacre un très remarquable numéro spécial où l'évaluation et les propositions théoriques se lient à des études de cas, à des « terrains » qui sont de notre voisinage et non exotiques – la sorcellerie dans le bocage revisité, la transcommunication avec Claude François, les pratiques spiritistes d'un guérisseur romain, les apparitions de la Vierge en Italie et en Yougoslavie, les OVNI, etc. Il s'agit moins d'évaluer que d'étudier le mode de croire, de saisir « les bonnes raisons qui poussent certains à croire à l'incroyable », de reconnaître en la croyance « un produit de société et une production de lien social ». Si les croyances sont des « monstres » pour les logiciens, elles sont au moins des « monstres intéressants » pour les sociologues et les anthropologues qui refusent de céder à l'explication par « l'irrationnel de l'autre ».

Ces études mettent en évidence des aspects déjà évoqués, et notamment l'obsession de la preuve, le recours à l'argument que les croyants empruntent à « l'air (scientifique) du temps ». Elles importent surtout par le parti pris : redonner du crédit à la compréhension, montrer que tous les savoirs ou discours sont dignes d'être étudiés, compris et expliqués – avant d'être triés et hiérarchisés. De l'anthropologie des croyances, un glissement s'effectue vers une anthropologie de la science. Non pour départager strictement les territoires, non pour séparer l'illusion de l'œuvre de la raison, mais afin de repérer ces lieux d'ambiguïté où se mêlent les désirs de connaissance.

Signaler aussi : le « Que s'est-il ? » de Georges Lapassade consacré à la Trance (PUF, 127 p., 32 F.) ; l'ouvrage de Dominique Canus qui compile son étude des « pouvoirs sorciers ». *Paroles magiques, secrets de guérison* (éditions Imago, 209 p., 110 F.) ; et le livre d'un germaniste et politiste anglais révélant l'inspiration occultiste du national-socialisme, *Les Racines occultes du nazisme*, de Nicholas Goodrick-Clarke (traduction de P. Jullien et S. Dobson, éditions Parole, 343 p., 148 F.).

Sans cynisme, pas de liberté

Au tour de Diogène et de ses héritiers, une vague de publications

CYNISMES

de Michel Onfray.

Grasset, 213 p., 95 F.

LE PENSEUR SUR SCÈNE

de Peter Sloterdijk.

Traduit de l'allemand par Erik Abram.

La Différence, 236 p., 138 F.

Christiane Bourgeois, 201 p., 100 F.

TRAÎTÉS ET DIKTATS

de Ladiav Klim.

Traduit du tchèque par Erik Abram.

La Différence, 236 p., 138 F.

L'ART D'AVOIR TOUJOURS RAISON

de Arthur Schopenhauer.

Traduit de l'allemand par Henri Diard.

Cirée, 85 p., 59 F.

La bible des cyniques est à nouveau disponible : publié à Ottawa par Léonce Paquet sous le titre *Les Cyniques grecs, fragments et témoignages* (1), cet ouvrage, dont on ne vante jamais assez les mérites, allie les vertus d'une érudition exemplaire au charme dévastateur d'une philosophie qui n'a pas été précisément conçue pour l'édification du bon peuple. On y puise les anecdotes les plus savoureuses. Ainsi, comme Diogène demandait une fois l'aumône à un avaré et que ce dernier le faisait patienter, il lui dit : « Mon ami, je te prie de me pardonner, et non mes frais de sépulture. » Aux badauds qui l'interrogeaient sur ce qui vieillit le plus vite chez les humains, Diogène répondit : « la bienveillance ».

C'est tout le livre qu'il faudrait citer. Mieux vaut donc impérativement conseiller sa lecture, tout en déplorant, une fois encore, qu'aucun éditeur français n'ait eu l'audace de glisser ces cyniques dans une collection de poche : ils y feraient pourtant un malheur. Et, puisque nous

en sommes au chapitre des regrets, élevons la voix pour dire combien il est scandaleux que la *Confession de Diogène*, de Raymond Guérin (2), récit éblouissant, dédié et plus riche en vérités philosophiques que les pensums à la mode, ait disparu des librairies sans laisser de traces. C'est pire qu'un oubli : une injustice. Et une injustice perpétrée contre un des meilleurs romanciers de l'après-guerre.

Mais, me direz-vous, nous disposons, pour compléter notre culture, d'un petit livre, *Cynismes*, rédigé par un philosophe à la plume alerte, Michel Onfray, dont nous avions déjà apprécié le *Vente des philosophes* (3). Va donc pour Michel Onfray, dont le travail est honnête, parfois un peu répétitif, sympathique par son inspiration libertaire, jamais jargonnant, mais qui, en aucun cas, ne saurait se substituer au *Diogène* de Raymond Guérin, ni à l'*opus magnum* de Léonce Paquet.

Michel Onfray cite le jugement lapidaire de Hegel sur Antisthène, Diogène et leurs premiers disciples : « Ils n'étaient fréquemment rien de plus que des mendiants obscurs et éhémés qui trouvaient leur satisfaction dans l'impudence dont ils faisaient preuve envers autrui ; ils ne sont dignes, conclut-il avec superbe, d'aucune considération philosophique ».

Evidemment, on imagine mal Hegel, pas plus que les savants dispensateurs de systèmes, philosopher à la manière de Diogène qui, un jour, au beau milieu de la place publique, appelle à tue-tête des hommes... Des gens arrivent, bien sûr, curieux du personnage et de ses pratiques. Alors, il distribue quelques coups, ça et là, au hasard, à destination des badauds, et justifie son geste en disant : « J'ai demandé des hommes, pas des déchets ».

On l'aura compris : le cynisme ne s'explique pas, ne s'enseigne pas. Cioran, à l'opposé de Hegel, en a saisi la nature intime : « Socrate – même sublime – reste conventionnel, il reste maître, modèle éducatif. Seul Diogène ne propose rien : le

fond de son attitude – et du cynisme par essence – est déterminé par une horreur testiculaire du ridicule d'être homme ».

Sur Diogène et les cyniques, on lira également d'excellentes pages dans l'essai consacré à Nietzsche par Peter Sloterdijk, *Le Penseur sur scène*. Car qu'est-ce que le gai savoir sinon une version moderne du cynisme, ce cynisme dont Nietzsche disait qu'il est le point le plus élevé qu'on puisse atteindre sur terre ? Ce cynisme qui nous permet de saisir les petites vérités méchantes de la vie quotidienne que néglige depuis toujours le regard aveuglé de la vision théorique. Sans cynisme, pas de liberté d'appeler les choses par leur nom. Sans cynisme, pas de style, à commencer par le seul qui puisse nous combler : celui de la subversion humoristique. Sans cynisme, pas de recours contre l'écueil des désenchantements : « Ici, écrit Peter Sloterdijk, apparaît Diogène, l'homme qui annonce la mort de Dieu, du logos, du discours autoritaire de la morale. Il est le censeur dionysiaque qui sauve du trop de diopisisme ».

Dans de si bonnes dispositions, n'hésitons pas à nous plonger dans les *Traînés et Diktats* de Ladiav Klim. Ce philosophe tchèque, dont on dirait aujourd'hui qu'il était complètement « péti », a laissé une œuvre d'une insolence et d'une sauvagerie inégalées. A ses côtés, même Schopenhauer et Nietzsche font figure de braves petits fonctionnaires d'un quelconque ministère des finances. Klim, ce voyou de la philosophie, ce clochard né en Bohême en 1878 et mort indigent à Prague en 1928, écrivait : « Il n'est pas indigne de vivre mais, tant qu'à faire, il faut nécessairement que la vie soit vécue de façon superlativement somptueuse. C'est Diogène qui a vécu dans la luxure le plus grand jamais atteint – qui a passé toute sa vie à rêver d'être un dieu. » Autre réflexion de Klim qui va de soi pour un cynique, mais qu'on trouve toujours bénéfique à méditer : « L'homme qui se respecte quitte la

vie quand il veut, les braves gens attendent tous, comme au bistrot, qu'on les mette à la porte ».

A ceux qui objecteront peut-être – que les diatribes de Klim contre la propriété ou que ses éloges de la flatterie (une fameuse leçon de psychologie au demeurant, que ce chapitre) n'ont rien de philosophique, on conseillera l'opuscule de Schopenhauer *l'Art d'avoir toujours raison*. La dialectique y est représentée non sans ironie comme une escrime intellectuelle.

Ne tenons pas compte de la vérité objective, à supposer qu'elle existe, dit grosso modo l'océan Arctique, mais étudions les stratégies qui nous permettent d'avoir toujours raison dans une controverse. Schopenhauer en détaille trente-huit, qui feront la joie des sophistes et qui accablent les esprits grincheux.

Et puisque nous en sommes à Schopenhauer, plus nihiliste que cynique, il est vrai, signalons pour clore cette chronique fantaisiste la réédition, sous le titre *Docteurs du monde* (4), des pensées et fragments qui, en 1980, avaient valu, sous l'impulsion de Bourdeau, à Schopenhauer un engouement durable en France. Didier Raymond a dépoussiéré ce bréviaire du nihilisme. Que Diogène, Schopenhauer et Cioran nous accompagnent en cette fin de siècle, voilà qui dément l'adage selon lequel le pire est toujours certain.

Roland Jaccard

(1) Presses de l'université d'Ottawa, 1986.

(2) Gallimard, 1947.

(3) Grasset, 1989.

(4) Traduit de l'allemand par Jean Bourdeau. Préface et notes de Didier Raymond. Petite Bibliothèque Rivages, 230 p., 59 F.

Les élites de Louis-Philippe

Suite de la page 9

Le renoncement au principe d'exclusivité qui avait été celui de la cour, réservée aux seuls individus présentés au roi, permet d'englober tout ce qui, dans le monde de l'art, de la finance ou de la politique, a su acquiescer de la notoriété.

Paris constitue le théâtre exclusif de cette nouvelle mondanité. La ville est alors perçue et décrite selon une topographie à la fois réelle et symbolique : le faubourg Saint-Germain, le faubourg Saint-Honoré, la Chaussée-d'Antin, le Marais composent cet espace à l'intérieur duquel s'ordonnent les représentations sociales. Quelques lieux à la mode, conçus comme des laboratoires de la nouveauté, autorisent la célébration des élites et la vérification des positions : l'Institut, le Palais-Bourbon, la Sorbonne, Notre-Dame, les Italiens, le Bois. C'est alors une grande époque de salons. Certes, les maîtresses de maison ont renoncé à y faire former le cercle, mais l'art de la conversation demeure le critère décisif

qui distingue l'élégant de l'inconvenant et qui atteste la supériorité.

Un des mérites d'Anne Martin-Fugier est de se tenir à l'écoute de la façon dont les contemporains se représentent la société, au lieu d'en décréter la configuration : de s'attacher aux découpes subtiles, aux élévages minuscules, alors décevant. Démarche qui aboutit à souligner le poids du modèle de la vie mondaine.

Peu à peu s'imposent au lecteur l'importance centrale des usages du temps, l'art d'éviter l'ennui, d'animer le repos et surtout d'assurer l'esthétique de la vie sociale. Bien avant que Veblen ne décrive la « classe de loisir », se déploie une mondanité ostentatoire, délibérément conçue comme un spectacle social. Ouvert au talent, compréhensif à l'égard de la jouissance que procure le pouvoir politique, à l'arrêt de toute innovation, le « Tout-Paris » se sent alors investi d'une mission civilisatrice.

Méthodiquement, l'auteur explore la nébuleuse en formation. Entre Paris et la province, la cour et la ville, le Palais-Bourbon et les salons, le faubourg Saint-Germain et la Chaussée-d'Antin, s'opèrent de subtiles distinctions, fonctionnent de terribles procédures d'exclusion. Anne Martin-Fugier aide à se repérer dans ce dédale mondain à l'intérieur duquel les historiens, forts de leurs certitudes décriées, gèlent par le spectre des misérables, répugnant, jusqu'alors, à s'engager résolument.

Alain Corbin

LIBRAIRIE BUCHLADEN

Toute la littérature d'expression allemande traduite

Ouvert 7 jours/7

de 11 h à 20 h 30

3, rue Burg - 75018 PARIS

Tél. : 42-55-42-13

LE MARCHAND DE GOUDRON

d'Aksel Sandemose.
Traduit du norvégien par Eléna Balzano.

Actes Sud, 130 p., 96 F.

LA FEMME QUI TUAIT LES POISSONS

de Clarice Lispector, suivi d'une interview pour le Musée de l'Image et du son à Rio (20 octobre 1976). Traduit du brésilien par Séverine Rosset et Lucia Chereim.
Ramsay, 106 p., 75 F.

LE Marchand de goudron... Sous-titre : *Histoire d'Audun Hamre, qui n'avait pas songé à faire de sa vie un roman d'aventures*. Voilà, sans jouer sur les mots, un étonnant roman noir, écrit en 1945 par le Norvégien Aksel Sandemose. Violent et décapant pour l'esprit, plein de rage et de rêve, étrange comme une aurore boréale dans un ciel ensanglanté. A lire d'une traite.

AUDUN HAMRE, GOUDRON, disait l'écriteau sur la porte. Il avait choisi le goudron parce que, au moment où il avait dû décider d'un métier, il avait entendu quelqu'un dire : « Le goudron, ça rapporte ! » Ce qui signifiait là, on peu tricher.

Qui est-il, cet Audun Hamre qui vit seul avec une vieille gouvernante, dit-on — en réalité sa mère — dans la maison qu'il s'est construite au cœur de la forêt, dans un lieu où personne ne s'aventure, sauf l'épicier hebdomadaire ? On ne savait de lui que ce qu'il était possible de savoir d'un homme dans une société où tout le monde est fiché. On apprit, également, qu'il avait fait beaucoup de commerce de bois, et qu'ensuite il avait été négociant à Oslo pendant quelques années. Il y faisait commerce de goudron, disait-on. Le bois et le goudron, ça inspirait confiance, et puis il avait de l'argent. En treize chapitres, éparpillés comme des cailloux qu'on lance pour faire des ricochets et qui rebondissent de page en page en menaçant un suspense digne d'un roman policier, l'auteur échafaude l'histoire d'une vengeance dans la Norvège d'avant la seconde guerre mondiale (1934-1940). Une vengeance double, une vengeance triple même, puisqu'elle ne peut se retourner que contre soi-même. Tragédie comme une eau-forte d'Edward Munch.

Enfant sans père, père sans fils,

séparé de sa femme, Audun ne vit que dans l'obsession de se venger de son malheur : anéantir le père riche qui n'a pas voulu le reconnaître, tuer l'épouse responsable de la mort de leur enfant. Tuer pour extirper la douleur.

En réalité, nul ne connaît vraiment sa situation exacte : il vend de temps à autre du goudron, « le plus cher possible, pour ne pas stimuler le commerce », il a potassé des livres sur ce matériau dont il ne connaissait jusque-là que l'odeur. Il voyage beaucoup pour « ses affaires », qui ne sont pas du tout ce que l'on croit. Il veut se venger, mais il veut aussi devenir riche. Spécialiste de l'escroquerie au mariage, chasseur de dots de toutes tailles, il attrape scientifi- quement, et sans risque de perdre sa respectabilité, ses proies candides, grâce à des petites annonces alléchantes : « Homme d'affaires, bien conservé, divorcé après mariage malheureux, sans enfants, cinquante-deux ans, aimant vie familiale et bons livres, cherche connaissance pour mariage éventuel avec dame respectable d'âge mûr. Fortune indiffé- rente. »

ECRIVAIN norvégien, Aksel Sande- mose (1899-1965), fils d'un forge- ron, était né au Danemark. D'abord marin, il exerça divers métiers avant de publier son premier livre en danois, puis de se fixer en Norvège en 1930. Il sait tenir son lecteur en haleine. La nar- ration progresse comme une spirale, revenant sans cesse près de son point de départ pour explorer plus profondé- ment les convulsions du cerveau d'Audun Hamre engourdi en perma- nence par l'alcool, la nicotine et le vérol- nal, rêvant sans trêve du meurtre du père, éprouvant, comme une extase presque religieuse, un martyre sans fin, la perte d'un enfant. L'époque est trou- ble dans cette Norvège qui se sent en sécurité parce qu'elle croit qu'elle ne fera jamais la guerre ; en Allemagne,

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'envie de tuer



Mélancolie d'Edward Munch.

un certain Hitler est apparu, qui « avait proclamé tout haut ses rêves, chose qu'un homme bien élevé ne fait jamais » et certains, entre Kristiansand et Oslo, criaient ouvertement leur besoin d'un homme fort, d'un homme d'ordre : « On ne devrait pas les tolérer, tous ces fous juifs qui envahissent le pays. Je ne comprends pas pourquoi les gens rai- sonnables ne se mettent pas d'accord pour permettre à Quisling (1) de taper du poing sur la table. » Dure Norvège, qu'il aime parcourir par l'express côtier, l'omnibus des bûcherons, ce vapore qui suit la côte jusqu'au-delà du cercle polaire vers le cap Nord. Avec une ou deux bouteilles de cognac qu'il sirote en regardant défilier les récifs et les mouettes, il peut savourer le voyage, rêver qu'il épouse la veuve de Napo- léon, qu'il traverse à la nage une mer de bière. « Ce sont les gens qui ne boivent

pas qui, le plus souvent, se prononcent sur l'alcool. Ils ignorent ce dont ils par- lent, écrit Sandemose dans son pre- mier roman, *Mélancolie de Norvège* (Stock, 1940). L'alcoolisme, c'est l'évasion hors du malheur. »

Profondément misanthrope, miso- gène de surcroît, Sandemose proclamait volontiers que l'artiste est frère jumeau des monstres, des associés et des crimi- nels ; le romancier expose, dans une sorte de théorie du roman, son refus d'un romantisme du crime et du bri- gand : « On a faim, on a soif, on a une ampoule au pied. La femme en face dans le bus ne s'est pas lavée, les agents de police ne pensent qu'à la fin du ser- vice. Quand on comprend qu'on a sauvé sa peau, ce n'est pas parce que quelque chose se passe, mais précisément parce que rien ne se passe. Personne ne vient pour annoncer la fin... Dans la réalité, la fin consiste en ce que les gens passent devant vous avec indifférence. » Les per- sonnages hésitent constamment entre le rêve et la réalité, petits hommes qui tentent de conjurer le sort, de trouver une alternative au désir de tuer : le médecin mal marié rédige en rêve le faire-part de la mort de son épouse ; la créature bafouée apparaît près de l'homme endormi un marteau à la main, la femme adultère devient folle de n'avoir pu assumer sa culpabilité...

A culpabilité racontée aux enfants... C'est ce que tente de faire la roman- cière du Brésil Clarice Lispector dans un petit livre au titre terrible, *La femme qui tuait les poissons* — écrit en 1968 pour ses fils, — que les éditions Ramsay destinent plutôt aux grandes personnes... « Cette femme qui a tué les poissons, malheureusement, c'est moi. Mais je suis sûre que ce n'était pas ex- pressément ! Surtout moi qui n'ai pas le cou- rage de tuer une chose vivante ! Je renonce à tuer, ne serait-ce qu'un simple cafard. »

Un monologue, une confession, un plaidoyer, une autocritique pourrait-on dire, qui se poursuit pour passer en revue tous ces animaux que d'autres, heureusement, tuent à sa place : le rat qui « n'est pas un animal fait pour être aimé et caressé » et qui est mort d'une façon « un peu horrible (je dis un peu parce qu'au fond je suis bien contente) : un chat l'a mangé aussi vite qu'un sand- wich » ; les cafards contre lesquels elle a mené une guerre terrible : « J'ai fait la chose suivante : j'ai donné de l'argent à un homme qui ne fait que ça dans la vie, tuer les cafards. » Puis vient le remords qu'il faut bien extirper : « Le cafard aussi est une bête qui me fait de la peine. Personne ne l'aime et tout le monde veut le tuer. J'ai pitié des cafards parce que personne n'a envie d'être gentil avec eux. Il n'y a que les autres cafards qui les aiment. Je ne me sens pas coupable : qui leur a demandé de venir ? »

Toute la ménagerie familiale va y passer : lézards, lapins, canards, pou- sins, chiens qui pleurent quand on les quitte, guenons qui ressemblent à maman, chiens qui s'entreteignent pour défendre leur maître. Et aussi ces poi- sons rouges qui mangent une petite poudrière horrible, qu'on a oubliés et qui ont dû avoir faim. « Vous êtes fâchés contre moi ? Vous me pardonnez ? »

« Je n'humanise pas les bêtes parce que c'est une offense. Il faut respecter en eux la nature. C'est moi qui m'animali- se », écrit-elle dans *Aqua viva*. Ce regard d'une grande douceur, d'une grande douleur, de Clarice Lispector sur toutes ces bestioles immigrées dans sa maison nous renvoie à l'angoisse de l'auteur que l'on retrouve dans ses autres livres (2), sa souffrance, son besoin de pardon pour une distraction sans doute involontaire... A lire pour les grandes et les petites personnes...

(1) Vilhelm Quisling (1887-1945). Chef du gou- vernement norvégien après l'occupation du pays par les Allemands. Exécuté à la Libération. Son nom est devenu synonyme de trahison.
(2) Out para en français : *Le Dilemme de la vie* (Gallimard, 1970) ; *Le Pigeon selon G.H.* (1978) ; *Aqua Viva* (1981) ; *Pier du cœur souve- rain* (1982) ; *La Belle et la Bête* ; *Passion des corps* (1984) ; *L'Homme de l'huile* (1985) ; *On était si por- dable la nuit* (1985) aux Éditions des Femmes. *Vient de paraître* : *Le Lézard*, trad. de Jacques et Teresa Théron (Bul des Femmes).
(3) Précision : dans la chronique « Australie » (« Le Monde des livres » du 18 mai), il faut lire que « Peter Carey vit actuellement à New-York où il travaille au scénario d'un film avec Wim Wen- ders » (et non pas à Londres).

Voyager selon Conrad

Suite de la page 9

Depuis quelques années, je relève cependant comme de la gène dans le récit de leurs exploits, alors que, voilà encore trente-cinq ans, leurs devanciers, dont l'armement était beaucoup moins perfectionné, exultaient franchement en nous relançant leurs impressionnants tableaux de chasse. La franchise est une vertu que j'affectionne. Et je tiendrais en plus haute estime l'attitude d'esprit qui désormais prévaut si j'étais assuré de son absolue sincérité. De nombreux règlements imposent aujourd'hui des restrictions à la tuerie des animaux sauvages. Mais si l'on songe que rien n'est plus facile que de ne pas tirer sur une anti- lope, on en vient à douter quel- que peu de la parfaite bonne foi de ces gens qui pour le seul amour du sport parcourent des milliers de kilomètres sur de mornes vapeurs et de primitifs tortillards sans confort. D'autre part, je conçois qu'un sportif qui invariablement louperait l'anti- lope qu'il a dans sa ligne de mire n'aurait rien de bien passionnant à nous conter.

L'univers des hommes qui avaient exploré, découvert, de ces héros de mon enfance, s'est réduit à presque rien au cours du dix-neuvième siècle. Certains sont les auteurs de nos grands classiques du voyage, mais les années qui passent jamais n'émousseront l'admiration que je porte à l'esprit désintéressé, à la quasi-ferveur avec lesquels ces hommes ont mené leur tâche, en solitaires ou flanqués de quel- ques moutons comme eux, et per- sévéré durant des jours et des jours, la mort aux trousses, en gardant l'esprit serein et le cœur résolu.

Et les aventuriers ? Ceux qu'on retrouve en divers lieux bien connus, mais qu'on sur- prend aussi — souvent dépenail- lés, abattus, parfois hâves, mais exaltés par l'aventure — dans les coins les plus inattendus, la bouche toute pleine de récits tantôt d'une totale platitude, tantôt d'un comique sous lequel percent les larmes, entrecoupés

et là d'une histoire qui vous glaceraient les sangs si vous étiez de ceux qui ne savent pas sourire au moment opportun. Ceux-là, j'en ferais volontiers les mem- bres d'une tribu d'intouchables, si ce mot-là ne frisait l'insulte. Rien d'injurieux cependant quand il s'agit de gens capables de se lancer dans l'aventure avec rien dans les mains et bien peu dans les poches (...).

Après cette énumération des différentes catégories d'hommes qui circulent à la surface de la terre, j'en arrive à présent aux authentiques voyageurs, à ceux qui ont écrit des livres et furent les devanciers de nos voyageurs modernes (...).

Marco Polo le plus grand

Parmi tous ces hommes qui ont dédié leurs relations de voyage à un pape ou un empe- reur, un personnage se dresse de toute sa stature : Marco Polo. Ses talents de méticuleux narra- teur, sa crédulité teintée de cir- conspection, le regard qu'il porte sur les fastes dénotent davantage chez lui des dispositions d'histo- rien qu'un tempérament de voyageur. Il n'en a pas moins apporté aux lecteurs de son épo- que ce qu'ils attendaient : des faits historiques dans une atmo- sphère d'exotisme et de somp- tuosité. Mais la saison de ces livres de voyage est révolue sur cette terre harnachée de fils élec- triques, et dont l'atmosphère est désormais agitée par les ondes qui se propagent dans l'éther, éclairée par le soleil du ving- tième siècle, sous lequel n'existe plus rien de neuf, et où désor- mais bien peu de chose peut être qualifié d'obscur.

Révolu le temps des « Voyages vers, ou à travers », en plusieurs tomes, des « Relations de ci ou ça » (qui pourtant ne man- quaient ni de charme ni de talent). Révolu le temps des expéditions héroïques, sauf à prendre ce terme dans l'accep- tion que lui donnent les journa- listes, pour qui l'héroïsme, comme toute chose sur terre,

devient aussi banal, à défaut d'être aussi nourrissant, que notre pain quotidien.

Il restera toujours une dame ou un monsieur du meilleur monde pour se lancer à grand tapage à la découverte d'une par- celle de territoire — celle-ci n'étille qu'une dizaine de kilomètres carrés de surface — en tout point identique à la contrée environ- nante d'ores et déjà explorée ; ou pour aller recueillir les décla- rations de quelque nouveau poten- tiat, pâle réplique observée, comme dans un miroir terni, d'un chef à poigne dont l'exis- tence nous est rapportée dans des livres datant de plusieurs siè- cles ; ou pour s'émerveller d'un poisson redoutable, de féroces contumes déjà décrites, sans complaisants tours de plume ni recherche de sensationnel, dans des « Relations » d'un autre âge. Mais un tel jeu perd de son intérêt, et à brève échéance il faudra bien qu'il cesse, puisqu'il ne restera bientôt plus au cœur de l'Afrique centrale le moindre bout de promenade qui n'ait été scruté par quelque individu plus ou moins engagé à cet effet...

Au fur et à mesure que les mystères de notre planète se sont dissipés, notre curiosité a changé de registre, s'est faite plus sub- tile. Ce voyageur moderne que l'on voit allongé sur la véranda d'un gîte d'étape, ce voyageur qui vient d'assister à quelque cérémonie célébrée en grande pompe dans l'éclat des trom- pettes, au milieu d'une foule parée de chatoyantes couleurs, on décèle chez lui, fortement, quelque chose qui ressemble à de la bonne volonté, mais volon- tiers détachée, nuancée, au sou- ci de se détourner (ainsi qu'il le fait observer lui-même) des vaines spéculations sur l'avenir des nations. Et cela, non pas avec l'état d'esprit d'un homme d'Etat en quête de vérité politique, mais avec la conscience dubita- tive d'un voyageur de notre temps qui, au seuil même de l'Asie, s'est interrogé sur l'ultime vérité des voyages (...).

Joseph Conrad
(Traduit de l'anglais par Gérard FILOQUET.)

Les affamés de Nguyen Huy Thiep

UN GÉNÉRAL À LA RETRAITE

de Nguyen Huy Thiep.
Traduit du vietnamien par Kim Leferre.
Avant-propos de Bach Thai Quoc.
Éditions de l'Aube, 163 p., 80 F.

Quel sens y a-t-il à écrire dans un pays qui souffre de famine ? Comment avoir l'indécence de se consacrer à la littérature quand on appartient à un peuple qui crie sa famine morale, intellectuelle, sexuelle et qui, pourtant, a sacrifié sa faim de liberté à l'appel du ventre ? L'œuvre de Nguyen Huy Thiep dresse le procès-verbal de cette décomposition, elle décline, sur le mode de la lucidité, ce dou- loureux paradoxe : mon voisin, ma famille meurent de faim, mais, moi, j'écris.

Nguyen Huy Thiep, né à Hanoi il y a quarante ans, a fait son apparition dans la littérature vietnamienne en 1967 pour être aussitôt sacré clinicien de la détresse. Sa première nouvelle, *Un général à la retraite*, fut sui- vie d'une trentaine d'autres textes, dont certains, interdits de publication, circulent sous le manteau. Nguyen Huy Thiep a renoncé à l'enseignement, et, pour continuer à écrire, il exerce divers petits métiers.

Le cru et la cruauté

Quatre de ses nouvelles, tra- duites par Kim Leferre, paraissent aujourd'hui en français sous le titre *Un général à la retraite*. En prenant le pouls de la société vietnamienne atteinte de nécrose, Nguyen Huy Thiep met à nu la violence d'un peuple réduit à chercher sa pitance dans les mutilations et les

souffrances quotidiennes. Nguyen Huy Thiep joue sur le registre du cru et de la cruauté : il se penche sur la fourmilière vietnamienne, ce peuple « sans cesse en quête de nourriture alors qu'il en trouve si peu ». Cette hantise de la faim est la grande pourvoyeuse des quatre nouvelles du recueil.

Famine sexuelle, d'abord. Chaque nouvelle est un précis de frustration. Le « désir n'apparaît que sous son mau- vais visage : celui de l'avorte- ment, de la mutilation, de la prostitution et des maladies vénériennes. Famine morale, ensuite. Nguyen Huy Thiep décrit des familles en apparence ordinaires, mais qui dissimulent en leur sein, comme une incar- nation de leur culpabilité et de leur honte, un enfant débile, une vieille femme épileptique. Cette famine morale, chaque ra- rassie en se gavant de cynisme : « L'égoïsme, se demande un personnage, n'est-il pas aussi une forme de génie ? »

Dans la nouvelle qui donne son titre au recueil, Nguyen Huy Thiep raconte le retour d'un général dans son pays : il vit chez son fils et sa bru, jusqu'au jour où il apprend que cette der- nière, médecin, avorteur, engraisse les chiens dont elle fait l'élevage avec les fœtus humains rapportés de la mater- nité. Peu après cette décou- verte, le général repart à la guerre et se fait tuer.

La viande de chien est un mets très apprécié au Vietnam. C'est avec une pitié cruelle que Nguyen Huy Thiep nous livre ce syllogisme de l'horreur : le chien est mangeur de fœtus, l'homme est mangeur de chien, il est donc mangeur d'homme. Mais l'écrivain lui-même n'échappe pas à cette infernale logique. Il ne demande qu'à être éclaboussé, qu'à se vautrer

dans la fange, il se nourrit d'indi- gnité, il se révèle aussi, à sa manière, un mangeur de fœtus : il veut s'assurer l'immortalité aux dépens de sa descendance (les enfants sont tués avant la naissance, et, s'ils restent en vie, ils sont atteints de maladie mentale), et de son ascendance (les nouvelles de Nguyen Huy Thiep évoquent de manière obsédante l'image du père qu'on envoie à la mort et de la mère qu'on affame).

« Prends ce que tu peux »

Le seul moyen de racheter cette infamie, cette malédic- tion attachée à l'activité litté- raire, est de renoncer à toute ambition de carrière pour être une sorte d'autodidacte de la li- térature. Une littérature qui fait entrevoir, à chacun son visage inhumain, mais dont le dernier mot doit être : « Tu es l'homme ». Une littérature qui dit l'aspiration d'un peuple à « vivre comme il faut » (1).

Nguyen Huy Thiep décrit l'homme dans son indignité et sa violence, dans sa cruauté et sa compassion. Ses nouvelles sont faites de ce mélange, uni- que, de naïveté suicidaire et de lucidité démoniaque. On lui prêterait volontiers cette réflexion d'un de ses per- sonnages : « Je suis une très vieille femme. Il y a en moi huit- dième de démon, un dixième de mauvais esprit et tout juste un dixième d'humanité. Prends ce que tu peux ; pour le reste, fais comme si je n'avais rien dit. »

Linda Le

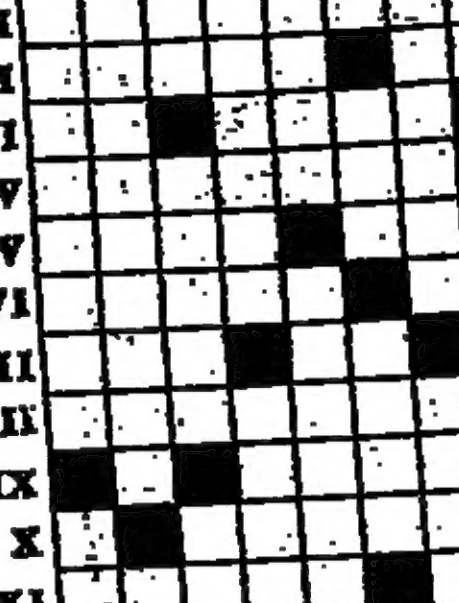
(1) C'est le titre d'un film réalisé en 1987 par un cinéaste vietnamien, Tran Van Thuan.

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5267

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

1. Moyen de s'offrir une collection de souvenirs. — II. Qui n'a rien à perdre. On il est bon d'arriver quand on est « rendu ». — III. A beaucoup donné. Est destinée à ceux qui ont l'habitude de toucher de l'argent. — IV. Refaire les lieux. — V. Perdre un peu de soi. Dieu. — VI. Qui un peu de soi. Dieu. — VII. Multiplie les observations. Préparation. Suscite des réactions. — VIII. Montrant souvent les dents ou bien ouvrant fréquemment la bouche. — IX. Il n'est pas rare qu'elle soit dans la poche. — X. Fait des réserves. — XI. Gène la circulation. Sort de l'eau.

VERTICALEMENT

1. N'a pas continuellement quel qu'un sur le dos. — 2. Grand l'eau. — 3. Réflecteur. Signe de fatigue. Eclair de rire. — 4. Fait sortir de l'eau. Met des vies animales en danger. — 5. Employé pour faire le plat. Moyen d'aller plus loin. — 6. Ne saurait se passer d'eau. Offrent de multiples occasions de faire le point. — 7. A permis à certains de faire le pont. Allait au feu. — 8. Lettre grecque. Conduit certaines personnes à « mordre ». — 9. Source de chaleur. N'échappe pas toujours aux chinoiseries.

Solution du problème n° 5266

Horizontalement

I. Laconique. — II. Azoniens. — III. Bel. Balle. — IV. Olé. Garer. — V. Rése. Oit. — VI. Is. Me. Ion. — VII. Collège. — VIII. Unis. Ri. — IX. Saleté. Va. — X. Eu. Ut. Sel. — XI. Furète.

Verticalement

1. Laborieuse. — 2. Abiles. Sauf. — 3. Colée. Cè. — 4. On. Moteur. — 5. Ni. Golelette. — 6. Iqbal. — 7. Quartier. Se. — 8. Uélé. Ogive. — 9. Esriné. Ale.

GUY BROUTY

CAMPUS

Les docteurs de Toulouse

L'université Paul-Sabatier de Toulouse publie, pour la première fois, un annuaire de ses étudiants ayant obtenu un diplôme de formation doctorale. Cette initiative sans équivalent en France est destinée à évaluer le nombre exact des étudiants de niveau bac + 5, ainsi que leurs activités. La tâche a été largement compliquée par la dispersion des jeunes diplômés. Les appels téléphoniques ont été nécessaires pour retrouver la trace de 1 581 diplômés formés par l'université Paul-Sabatier entre 1985 et 1989. Il apparaît que seuls 3,5 % d'entre eux sont sans emploi, 43 % occupent un poste d'ingénieur, 28 % sont enseignants et 19 % informaticiens. Près des deux tiers ont trouvé un emploi en moins de trois mois, et beaucoup considèrent que la fonction qu'ils remplissent correspond à leur qualification.

Ce recensement s'inscrit dans une politique générale de suivi des diplômés. Les responsables de Paul-Sabatier, qui ont créé dans ce but un observatoire de l'emploi, estiment qu'une telle démarche est nécessaire à l'heure où l'université doit justifier de la cohérence de son activité. Elle permet, par ailleurs, aux enseignants d'établir un lien entre leur travail et les résultats obtenus par les étudiants. (Annuaire des formations doctorales, 1985-1989, université Paul-Sabatier, 118, route de Narbonne, 31002 Toulouse cedex, tél. : 61-55-63-46).

R.R.

Prépa d'été à Sciences-Po

La lycée la Fontaine à Paris organise, en collaboration avec le CNED, du 23 juillet au 25 août, cinq semaines de préparation à l'examen d'entrée à l'Institut d'études politiques de Paris. Les cours auront lieu au lycée, 1, place de la Porte-Moltor, 75018. Les dossiers d'inscription sont à retirer dès maintenant au secrétariat scolaire du lycée, tél. : 46-51-31-21, 46-51-25-39, poste 306.

Enseignants à Versailles

L'académie de Versailles s'apprête à recruter huit cents enseignants non titulaires dans toutes les disciplines pour la rentrée prochaine. Ces emplois sont accessibles aux diplômés de l'enseignement supérieur (DEUG, BTS, DUT, licence, diplômes d'ingénieur). Inscription : 3815, AVERTEL, Mont-de-la-Forêt, ENSEIGNE.

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)

Le numéro 4 0 2 0 8 6 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros	002086	502086	gagnent
approuchant à la centaine de mille	102086	602086	40 000,00 F
de mille	202086	702086	
	302086		

Les numéros approchant aux					gagnent	
Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités		
412086	400086	402186	402086	402080	10 000,00 F	
422086	401086	402286	402016	402081		
432086	403086	402386	402026	402082		
442086	404086	402486	402036	402083		
452086	405086	402586	402046	402084		
462086	406086	402686	402056	402085		
472086	407086	402786	402066	402086		
482086	408086	402886	402076	402087		
492086	409086	402986	402086	402088	4 000,00 F	
Tous les billets se terminant par					2086	gagnent
					086	400,00 F
					86	200,00 F
					6	100,00 F

LOTTO

N° 21 TIRAGE DU LUNDI 25 MAI 1990

POUR LES TIRAGES DES BILLETTS EN TIRES LE 25 MAI 1990 VALIDATION JUSQU'AU 25 MAI 1990

TACOTAC

TIRAGE DU LUNDI 25 MAI 1990

90 RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36-16 LOTTO

Pour votre

DEMEUNAGEMENT

ODOUL AGENT DE

16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 24 mai

TF 1

20.25 Sport : Football. Demi-finale de la Coupe de France : Saint-Etienne-Montpellier.

Un conseil Promotelec, ça vous change l'électricité.

Promotelec Paris 01 45 22 87 70

22.20 Magazine : Ex libris. Expliquez-moi : Jean-Marie Gustave Le Clézio (Strasbourg), Aimé Césaire, Raphaël Confiant (le Nègre et l'Amiral) ; Extérieur : livre : Simone de Beauvoir (Dieu en exil), Maryse Condé (le Mangrove) ; Exploration : Saint-John Perse.

23.20 Série : L'heure Simenon.

0.20 Journal et Métro.

0.40 Série : Intrigues (et à 3.40).

1.05 TF 1 nuit.

2.00 Info revue.

2.50 Téléfilm : Nous sommes terroristes (2e partie).

A 2

20.40 Magazine : Envoyé spécial. Spécial cinéma, à l'occasion du Festival de Cannes : L'actualité vue par un cinéaste (François Reichenbach) ; Le cinéma vu par une journaliste (France Roche).

21.40 La caméra cachée.

22.15 Cinéma : Sait-on jamais ? (1987). Film franco-italien de Roger Vadim. Avec Christian Marquand, Françoise Arnoul, Robert Hossein.

23.55 Informations : 24 heures sur le 2.

0.10 Métro.

0.15 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

20.35 Cinéma : Il était une fois un flic. Film français de Georges Lautner (1971). Avec Mireille Darc, Michel Constantin, Hervé Hillen.

22.15 Magazine : Le bar de l'entracte.

23.35 Journal et Métro.

23.55 Court métrage : Entr'acte. Film muet musical de René Clair (1924). Avec Jean Borlin, Inge Fries, Francis Picabia.

0.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Blancs cassés. Film français de Philippe Venaut (1988). Avec Jacques Bonnaffé, Sylvie Orcier, Christophe Odent.

22.15 Flash d'informations.

22.25 Cinéma : Robocop. Film américain de Paul Verhoeven (1987). Avec Peter Weller, Nancy Allen, Daniel O'Herty (v.o.).

0.05 Cinéma : Plein soleil. Film français de René Clément (1959). Avec Alain Delon, Marie Laforêt, Maurice Ronet.

LA 5

20.40 Cinéma : Capitaine Malabar dit « la bombe ». Film italien de Michele Lupo (1982). Avec Bud Spencer, Jerry Cale, Mike Miller.

22.30 Série : Deux filles à Miami.

23.30 Magazine : Désir.

0.00 Journal de minuit.

1.10 Rediffusions.

M 6

20.35 Cinéma : L'homme qui aime les femmes. Film français de Claude Lelouch (1978). Avec Jean-Paul Belmondo, Catherine Deneuve.

Vendredi 25 mai

TF 1

15.20 Téléfilm : SARL ou Société amoureuse à responsabilité limitée. De Christian-Jaques, avec Jean-Pierre Darnas, Jacques Balutin.

16.40 Club Dorothée. Caroline.

17.15 Série : 21 Jump Street.

18.00 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.50 Avis de recherche.

19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.25 Jeu : La roue de la fortune.

19.50 Le bébé show.

20.00 Journal, Métro et Tapis vert.

20.35 Variétés : Avis de recherche. Invité : Antoine.

22.30 Magazine : Et si on se disait tout... Invité : Laurent Fabius.

23.30 Série : Enquêtes à l'italienne.

0.20 Journal, Métro et Bourse.

0.40 Feuilleton : Mont royal (3e épisode).

1.25 Info revue.

2.25 Téléfilm : Nous sommes terroristes (1e partie).

A 2

14.05 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.

15.40 Après-midi show.

17.00 Jeu : Des chiffres et des lettres.

17.25 Magazine : Giga.

18.30 Série : L'homme qui tombe à pic.

19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !

20.00 Journal et Métro.

20.40 Série : L'ami Giono. Solitude de la plume, de Marcel Bluvial, avec Roger Sautou, Armand Maffre.

21.35 Apogées. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Spécial URSS. Invités : Alexandre Avetishev, éditeur, directeur des Editions du Proche, Bernard Guetta, notre correspondant à Moscou (Boukharine, ma passion, d'Anna Larina Boukharina) ; Interviews enregistrées en URSS des écrivains Ivan Stokijuk, Anatoli Solonov, Victor Erofeiev, et d'Oleg Volkov, écrivain ou en résidence surveillée pendant vingt-sept ans.

22.55 Journal et Métro.

23.15 Cinéma : La tête contre les murs. Film français de Georges Franju (1958). Avec Pierre Brasseur, Jean-Pierre Mocky, Anouk Aimée.

FR 3

14.30 Magazine : Être maman aujourd'hui.

15.03 Téléfilm : Vacances. D'Alain Dhoully, avec Monique Lojeune, Madeleine Damien.

16.05 Magazine : Télé-Caroline.

TF 1

17.30 Feuilleton : Tom Sawyer.

17.55 Dessin animé : Mollérisimo.

18.03 Magazine : C'est pas juste.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information.

20.05 Jeu : La classe.

20.35 Magazine : Thalassa. Le Festival d'été, voyages, en direct de Saint-Malo : Le miroir aux épees, de Frédéric Solhan et Dominique Rabot.

21.35 Feuilleton : Les tisserands du pouvoir.

22.30 Journal et Métro.

22.55 Magazine : Faut pas rêver.

23.50 Musique : Carnet de notes.

0.00 Documentaire : Aventures de l'esprit.

CANAL PLUS

15.30 Cinéma : Et la femme crée l'homme parfait. Film américain de Susan Seidelman (1987). Avec John Malkovich, Anne Magnusson, Glenn Headly.

17.05 Documentaire : Les allumés... Tour d'Italie.

17.25 Sport : Cyclisme.

17.50 Cabou Cadin. Zoro.

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.

18.30 Top album.

19.20 Flash d'informations.

19.30 Sport : Football. Les coulisses.

20.00 Sport : Football. Coupe de France (demi-finale) : Marseille-Racing Paris 1, en direct de Marseille.

22.10 Documentaire : Menace sur les éléphants d'Afrique.

22.15 De Philip Cayford.

23.00 Cinéma : L'empire du soleil. Film américain de Steven Spielberg (1987). Avec Christian Bale, John Malkovich, Miranda Richardson.

1.25 Cinéma : Baby boom. Film américain de Charles Shyer (1987). Avec Diane Keaton, Harold Ramis, Sam Wanamaker (v.o.).

LA 5

14.30 Série : Soko, brigade des stupés.

15.25 Série : Bergerac.

16.40 Dessins animés.

18.50 Journal images.

19.00 Divertissement : Les flics capotés.

19.45 Journal.

20.30 Drôles d'histoires.

Film français de François Truffaut (1978). Avec Charles Denner, Leslie Caron, Brigitte Fossey.

22.35 Série : Brigade de nuit.

23.30 Série : Destination danger.

0.20 Six minutes d'informations.

0.25 Informations : Dazibao.

0.30 Magazine : Chermes.

0.05 Musique : Boulevard des clips.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.

22.00 Documentaire : Musiques du Pakistan (2). D'Yves Bilon.

23.00 Documentaire : Roland Petit (2). De Catherine Dupuis.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Paroles de chiens. d'Alain Nempont.

21.30 Profits perdus. Georges de Saurégard (2e partie).

22.40 Nuits magnétiques. Hebert.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Le rock en ROA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 mai aux Rencontres musicales d'Evian) : Quintette pour piano et vents en mi bémol majeur op. 18, Trio pour violon, violoncelle et piano n° 7 en si bémol majeur op. 97, de Beethoven, par Isaac Stern, violon, Mstislav Rostropovitch, violoncelle, Eugène Istomin, piano.

23.07 L'intrus du soir. Georges Kurag, compositeur.

M 6

14.45 Série : Maîtres et valets.

17.05 Camarade lycéen.

17.15 Informations : M 6 info.

17.25 Série : L'homme de fer.

18.15 Série : L'ami des bêtes.

19.00 Série : Aline et Cathy.

19.25 Série : La fête à la maison.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby show.

20.35 Téléfilm : Mortelle rencontre. De Christian I. Noy, avec Patrick Duffy, Lori Anderson.

22.15 Série : Brigade de nuit.

23.10 Série : Destination danger.

0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Informations : Dazibao.

0.10 Capital.

0.15 Sexy clip.

Les meilleurs clips de 1990.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien.

15.00 Cinéma : Perceval le Gallois. Film français d'Eric Rohmer (1979). Avec Fabrice Luchini, André Dussolier, Pascale Ogier.

17.15 Documentaire : La montre en or.

18.00 Téléfilm : L'homme de papier.

19.00 Documentaire : Kataké en Chine.

19.30 Documentaire : L'âge d'or du cinéma.

20.00 Documentaire : Le Musée d'Orsay.

21.00 Théâtre : Hécube. D'Europide.

23.00 Danse : Carmen. Ballet de Roland Petit.

23.45 Vidéo danse : Le sourire de Reims.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Pile ou face. Hommage à Roger Pigaut par Serge Reggiani.

21.30 Musique : Black and blue. Du piano au berimbau

كذا من الأصل

ÉCONOMIE

Les nouvelles mesures économiques discutées jeudi au Parlement

Le gouvernement soviétique souhaite organiser un référendum sur la réforme

« Un tournant important, égal à celui de la révolution d'Octobre ». C'est ainsi que M. Mikhaïl Gorbatchev a qualifié, mercredi 23 mai, le projet de réformes économiques qui devait être discuté jeudi et vendredi au Parlement. Pourtant, d'après les éléments connus de ce projet, une grande prudence manifeste dans la transition vers le marché, et le gouvernement a exprimé son désir de « consulter la population ».

Après avoir retardé pendant plusieurs mois l'annonce du programme de mesures radicales destiné à tenter de remettre à flot l'économie soviétique, le gouvernement de l'URSS annonce sa volonté de soumettre ses projets à l'opinion publique. « Le gouvernement est d'accord pour organiser un référendum à l'échelon national avant l'introduction des réformes », a déclaré mercredi 23 mai à Moscou M. Leonid Abalkine, vice-premier ministre de l'URSS en charge des questions économiques. Le même Abalkine écrivait pourtant en mars, dans un mémorandum récemment publié par Radio Liberté, que la situation était tellement critique que les réformes prévues pour 1992-1993 devaient absolument être introduites cette année. La consultation électorale, qui serait la première de ce type jamais organisée en URSS, devrait donc intervenir au plus tôt. Mais aucun détail relatif à la date n'a pour l'instant été communiqué.

Après plusieurs réunions tendues et infructueuses par les divergences d'opinion entre conservateurs et économistes réformistes, le conseil présidentiel, l'instance consultative récemment créée par M. Gorbatchev, a finalement adopté, le mardi 22 mai, un programme de transition vers « une économie de marché

contrôlée ». La peur exprimée par une large fraction de la classe politique de voir la transition vers le marché provoquer une explosion sociale paraît clairement l'emporter sur la hardiesse des nouveaux conseillers économiques du président.

Résultat : on parle maintenant, à Moscou, d'accorder des compensations sociales avant même d'annoncer le passage au marché. Au cours de la conférence de presse qu'ils ont donnée mercredi 23 mai, les responsables économiques ont assuré que les réformes auraient pour conséquence une baisse de 5 % à 6 % du niveau de vie et mettraient dix millions de personnes au chômage (le nombre des sans-emploi est déjà officiellement estimé à 2 millions). Selon M. Iouri Maslouchov, le directeur du comité d'Etat au plan, l'Union soviétique « n'est pas capable, budgétairement, d'assumer les 40 millions de chômeurs que provoquerait une variante polonaise ».

Des compensations sociales avant les hausses de prix

La principale décision relative à la réforme jusqu'à présent rendue publique par le gouvernement est celle de l'augmentation des prix de détail. Des multiplications par deux, voire par trois dans le cas du pain, des prix des principaux produits de base doivent être amorcées dès le mois de juillet. Cependant, même dans ce domaine, les responsables économiques font preuve d'une grande prudence. Redoutant l'opposition de la population - les dépenses alimentaires représentent 50 % du budget soviétique moyen - ils ont immédiatement annoncé que les hausses de prix seraient accompagnées, voire précédées, de compensations sociales, sous forme d'augmentations de salaire et d'allocations. Plusieurs responsables n'avaient pourtant pas caché au cours des dernières semaines que, pour que l'assainissement de l'économie soit

réel, ces compensations devraient être limitées au strict minimum.

Le problème reste de savoir si l'augmentation des prix - une fois acceptée par le Parlement - va réussir



à améliorer l'approvisionnement des magasins, en l'absence de modifications en profondeur de la structure économique du pays. En Pologne, cette politique semble avoir été menée, au moins dans un premier temps, avec succès. Mais l'agriculture y est, contrairement à l'URSS, largement le fait de la propriété privée.

Moscou a promis d'inciter les paysans à augmenter leur productivité en leur achetant plus cher leur blé, mais l'objectif premier paraît être d'avantage celui de limiter les dépenses de devises, en réduisant les importations de céréales au moment où l'URSS est confrontée à une importante crise de liquidités, plutôt que d'augmenter l'offre de produits alimentaires sur le marché intérieur. « Il faut économiser avant tout le pain et les produits panifiables pour économiser les ressources de l'Etat », a déclaré mercredi M. Abalkine. Même si les producteurs étaient décidés à ce que leurs biens arrivent jusqu'aux étalages, les contraintes techniques - lenteur des transports, mauvaises conditions de conservation - demeurent, sans parler de la corruption.

La hausse des prix de détail a beau avoir été décidée, rien n'a dit pour l'instant qu'une véritable remise en cause du système planifié de formation des prix en URSS est en passe d'intervenir. La vérité des prix, de même que celle du taux de change, est remise à plus tard. Même si, selon M. Abalkine, il est nécessaire de « porter le taux de change du rouble en relation directe avec les prix », M. Maslouchov a rappelé que la pleine convertibilité du rouble ne pourrait être assurée avant l'an 2000.

Par ailleurs, le statut futur des entreprises soviétiques demeure obscur. Mercredi 23 mai, le président Gorbatchev a déclaré à propos d'éventuelles privatisations que « rien de tel n'est proposé dans la réforme ». La solution envisagée est le « développement des baux sur les entreprises, des sociétés par actions, des coopératives ». « Le bail collectif, voilà la forme qui assure un grand espace d'initiative pour les ouvriers », a-t-il ajouté. M. Maslouchov, pour sa part, n'a pas exclu que, à terme, les sociétés anonymes puissent passer progressivement aux mains des actionnaires privés.

Les discussions qui devaient avoir lieu jeudi 24 et vendredi 25 mai au Parlement devraient permettre de préciser plusieurs points du programme, ainsi que le rythme envisagé de l'entrée en vigueur des réformes.

FRANÇOISE LAZARE

Japan Airlines commande cinquante-quatre Boeing-747

Les années 1988 et surtout 1989 avaient été marquées par des achats d'avions par centaines d'unités. Mais, désormais, toutes les grandes compagnies semblent avoir achevé le renouvellement de leur flotte, d'autant que la moindre croissance du trafic rend, aujourd'hui, les transporteurs moins gourmands. Japan Airlines vient de renouer avec la pratique des grands contrats en passant une commande ferme de 20 Boeing-747-400 et en prenant 34 options sur ce quadricoptère très long-courrier. Le montant de la transaction s'élèvera à 8,5 milliards de dollars (84 milliards de francs).

Il ne s'agit pas pour autant, comme on le dit, de la plus importante commande de l'histoire de l'aéronautique civile. Celle-ci a été passée, le 18 avril 1989, par le loueur irlandais d'avions Guinness Peat Aviation (GPA), qui a acheté, ce jour-là, 308 appareils (182 Boeing, 72 McDonnell Douglas et 54 Airbus) pour la somme de 17 milliards de dollars.

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-86
MINITEL 36.15 CODE A 3 T
plus OSP

SERVICE DES DOMAINES
Ventes de biens immobiliers - Salle de ventes des DOMAINES - 17, rue de la Harpe - Paris 5 - Prochaines QUINZAINES DE JUIN 1990.

- MARDI 5 JUIN à 9 h et 14 h
VÉHICULES
- JEUDI 7 JUIN à 14 h
BIJOUX OR
- JEUDI 14 JUIN à 14 h
MATÉRIEL D'ÉMISSION FM, RÉPÉTITEUR INFORMATIQUE
- VENDREDI 15 JUIN à 14 h
MATÉRIEL AUDIOPROFES-SIONNEL

de bureau, d'informatique, de mesure et d'impression.

RENSEIGNEMENTS :
Vidéo 33000000
(Tél. : 42-66-85-46 p. 204)

DÉTAIL DE CES VENTES : BULLETIN DES DOMAINES, Abonnement 130 F par an, forme S.C.P. 17, rue de la Harpe 75436 Paris Cedex 05 ou Tél. : 42-66-85-46 p. 204

B. C.

D'après une estimation provisoire du ministère du travail

84 000 emplois ont été créés en France au premier trimestre

Présentant, mercredi 23 mai en conseil des ministres une communication sur l'emploi, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a indiqué que, selon les premières estimations, le nombre des demandeurs d'emploi aurait diminué de 22 900 en avril. Avec 2 481 300 personnes inscrites à l'ANPE, la baisse du chômage serait de 0,9 % sur un mois et de 2,3 % sur un an, ce chiffre étant, selon le ministre, l'un des quatre meilleurs « depuis mars 1988 ».

Le mouvement de création d'emplois se confirme. Les effectifs salariés auraient augmenté de 0,6 % au premier trimestre, d'après des estimations provisoires, correspondant à 84 000 postes supplémentaires. Ces résultats ne modifient en rien les tendances qui sont à l'œuvre depuis des mois et dont le bilan 1989 témoigne.

La création d'emploi s'est encore amplifiée l'an dernier. Selon l'Insee, 233 000 emplois salariés supplémentaires (+ 1,7 %) ont été créés en 1989. L'Unedue annonce pour sa part 435 000 cotisants supplémentaires (+ 3,3 %) au régime d'assurance-chômage. Progressivement, tous les secteurs de l'industrie, sauf les biens de consommation, ont repris leurs embauches. D'abord porté, à partir de 1986-1987, par le recours massif aux emplois précaires, le mouvement a semblé s'assainir. Majoritairement, les embauches nouvelles ont été réalisées avec des contrats de travail à durée déterminée, soit directement, soit après une longue période d'essai. Ainsi, il y a eu 244 000 emplois salariés stables supplémentaires et 11 000 emplois précaires de moins.

Toutes les formes de travail précaire ont ralenti ou même leur progression, les stages (internes, contrats à durée déterminée, TUC...), à fin 1989, les emplois précaires étaient évalués à un million, dont 850 000 dans les secteurs marchands non agricoles, représentant 6 % des effectifs contre 3,8 % en 1985.

Malgré son ampleur, la reprise de l'emploi n'est pas parvenue à résorber le chômage dans la même proportion. La relance a profité à

ceux qui étaient déjà en poste, parfois en situation précaire, et à tous ceux qui se présentaient sur le marché du travail, soit pour la première fois, soit y revenant. Les jeunes, qui ont allongé la durée de leurs études en ont profité. Leur taux de chômage a baissé (17,5 %). Les femmes et les plus âgés en ont également bénéficié, dans une moindre mesure toutefois.

Si les inscriptions à l'ANPE ont diminué de 2,1 % en 1989, signe évident d'une amélioration, les sorties ont elles aussi décliné de 1,1 %, l'effet positif des reprises d'un emploi étant malheureusement compensé par la baisse brutale des inscriptions en stage (- 15,4 %). Tout prouve que, le marché devenant très sélectif, les chômeurs ont paradoxalement moins de chances de retrouver une activité.

Aggravation du chômage de longue durée

Du coup, non seulement le volume de chômage se dégonfle lentement (- 2,1 %, soit 54 200), mais le chômage de longue durée s'aggrave. L'ancienneté moyenne des inscriptions s'est allongée de 13 jours en un an pour atteindre les 364 jours. Depuis trois ans, la part de ceux qui sont sur les listes depuis plus d'un an demeure supérieure à 30 %. Plus préoccupant encore, la proportion de ceux qui totalisent trois ans de chômage s'élevait à 7,5 % fin 1989, contre 5,8 % en 1986. Les étrangers représentent 12,5 % des chômeurs et subissent plus que d'autres le rejet dans l'inactivité.

Au même moment, ainsi que le souligne l'INSEE le traitement social ou « les effets de la politique de l'emploi ne jouent plus qu'un rôle secondaire ». En 1989, les actions pour les jeunes n'ont touché que 620 000 personnes contre 300 000, sous le coup de l'effondrement des TUC et des SIVP, notamment. Les différentes mesures se sont usées, si l'on excepte la dépense de recherche d'emploi, pour les plus âgés, et le développement du RMI (300 000 ménages concernés).

ALAIN LEBEAUCHE

FINANCES

TOKYO, 24 mai ↑

Hausse de 0,4%

La Bourse de Tokyo a terminé en hausse jeudi le Nikkei gagnant 0,4% soit 135,24 yens par rapport à la clôture de la veille pour terminer à 32.311,75 yens. Le dollar a également progressé en s'appréciant de 0,08 yens jeudi à Tokyo à 151,43 yens contre 151,35 yens mercredi.

NEW-YORK, 23 mai ↑

Nouveau record

Wall Street s'est ressaisi dans les derniers échanges mercredi, après avoir enregistré une baisse pendant une grande partie de la séance en raison de la volatilité des taux d'intérêt. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu jusqu'à 15 points pendant plusieurs heures. Finalement la journée s'est achevée sur un nouveau record (2.858,26 points) grâce à une petite hausse de 4,03 points. La marché a été actif avec 173 millions d'actions échangées. Le nombre de valeurs en hausse a légèrement dépassé celui des baisses : 753 contre 738 ; 514 titres étant égaux.

LONDRES, 23 mai ↓

Baisse après

le déficit commercial
L'annonce d'une réduction plus faible que prévue du déficit commercial de la Grande-Bretagne en avril a mis fin mercredi à une semaine d'euphorie des milieux financiers sur les chances de rétablissement rapide de l'économie britannique et provoqué un spectaculaire renversement de tendance au Stock Exchange. Le déficit commercial est tombé de 2,09 milliards de livres (19,8 milliards de francs) en mars à 1,78 milliard de livres en avril, mais cette amélioration a été déjouée par un chiffre de 1,5 milliard de livres. Le Stock Exchange a immédiatement exprimé sa déception en transformant une progression de 21 points, mesurée sur l'indice Footsie des cent grandes valeurs en fin de matinée, en une baisse de 23,9 points en fin d'après-midi. Le Footsie perdait 1,03% revenant à 2287,4.

Elf en URSS, un accord historique

« Un accord comme ça, on en fait un dans sa vie ! » M. Louk Le Floch-Prigent, solennel, un peu trop grave, est manifestement très ému, ce mercredi 23 mai. A peine rentré de Moscou, le jeune PDG d'Elf a, le matin même, signé avec le gouvernement soviétique le premier contrat d'exploitation pétrolière classique jamais conclu entre l'URSS et une compagnie occidentale (le Monde du 24 mai).

Qualifié d'« historique » par le vice-premier ministre soviétique, M. Lev Voronine, avec lequel Elf a signé, cet accord constitue de fait un vrai succès pour le groupe français, désormais assuré d'un accès privilégié aux énormes réserves soviétiques, en même temps qu'un tournant majeur de la politique menée par l'URSS dans ses rapports avec l'Occident.

D'ici quelques mois, des géologues français sillonnent la zone de près de 40 000 kilomètres carrés ouverte à l'exploration entre la mer Caspienne et Volgograd. Ce sera la première fois que des techniciens étrangers seront autorisés à prospecter directement sur un territoire où, jusqu'ici, les réserves pétrolières étaient considérées comme secret d'Etat.

S'ils découvrent des hydrocarbures, ce qui est probable, la zone, étant jugée « prometteuse », les pétroliers français auront la responsabilité de les extraire, et partageront in fine la production avec des partenaires soviétiques dont on ne sait pas encore s'ils resteront les deux ministères jusqu'ici chargés de l'ensemble des opérations (pétrole et géologie) ou une nouvelle compagnie nationale éventuellement créée sur le modèle de la PDVSA (Venezuela) ou de la KPC (Koweït).

Il s'agit d'une vraie « révolution » dans la politique économique et pétrolière d'un pays à qui Elf assure M. Le Floch-Prigent, a dû « longuement expliquer comment dans une économie en train de s'ouvrir au marché, se réalisent les profits de part et d'autre ». Cette révolution en annonce probablement d'autres. Car le protocole signé à Moscou constitue, a précisé le PDG d'Elf, « le premier pas d'une collaboration à vingt ans, trente ans, voire sans fin » entre le groupe français et l'Union soviétique.

Derrière cet accord, d'autres domaines de coopération se profilent dans d'autres zones de production (en Sibérie 71, dans le raffinage, la distribution, la chimie, la pharmacie, etc.). Une telle ouver-

ture vaut non seulement pour Elf mais aussi pour nombre d'entreprises françaises qui, dans le sillage du groupe pétrolier ou grâce aux possibilités de compensations ainsi ouvertes pourront s'engager en URSS en étant assurées d'un paiement en devises...

Reste à savoir si cet accord constitue du point de vue des soviétiques un premier pas vers la négociation d'autres contrats du même type avec d'autres compagnies occidentales. Ou s'il restera, au contraire, une expérience unique justifiée d'une part par le besoin d'accroître au plus vite la production de pétrole et, d'autre part, par le caractère semi-public d'Elf. Une fois n'est pas coutume, le statut de la compagnie a représenté à l'évidence un atout. « Je pense qu'ils - les Soviétiques - sont rassurés par l'existence en France de la société d'économie mixte et la participation de l'Etat au capital des entreprises », a souligné M. Le Floch-Prigent. Quelles qu'en soient les raisons, force est de constater que - pour la première fois - l'URSS n'a pas hésité à accepter les règles du secteur pétrolier, le plus capitaliste, le plus concurrentiel du monde...

VERONIQUE MAURUS

A Villefranche-sur-Saône

Le tribunal condamne lourdement la chaptalisation du beaujolais

LYON

de notre bureau régional

Neuf semaines après le procès qui avait mis à jour des pratiques de chaptalisation excessive du beaujolais (le Monde du 31 mars), le tribunal correctionnel de Villefranche-sur-Saône (Rhône) a rendu son verdict : tous les protagonistes de cette filière, marchands de sucre, viticulteurs et négociants en vin, ont été condamnés à des amendes et certains à des peines de prison avec sursis.

Ainsi M. Jean-Louis Quinson, négociant à Fleurie, qui comparait pour la troisième fois devant un tribunal pour usurpation d'appellation d'origine et coupage de vins, a été condamné à la peine la plus lourde : six mois de prison avec sursis et 100 000 F d'amende. Il devra aussi verser 20 000 F de dommages et intérêts à l'Institut national des appellations d'origine (INAO), qui s'était porté partie civile.

Le président de la cave coopérative de Fleurie, M. François Chabert, qui était accusé d'avoir surchaptalisé sa récolte de 1986, a été

condamné à 80 000 F d'amende, à la publication du jugement et à 26 000 F aux dépens. Les magistrats ont condamné à des peines comprises entre 5 000 F et 15 000 F les huit marchands qui avaient vendu plusieurs milliers de tonnes de sucre. Enfin, parmi les cinq viticulteurs impliqués dans ces pratiques, MM. André et Maxime Besson se sont vu infliger trois mois de prison avec sursis et 15 000 F d'amende chacun. Ils devront aussi verser 20 000 F à l'INAO.

B. C.

هكذا من الأصل

GABON : après la mort suspecte d'un opposant

Un couvre-feu est décrété pour faire face à la reprise de l'agitation

Un couvre-feu a été décrété, mercredi 23 mai, sur l'ensemble du territoire gabonais, durant la nuit, après des incidents provoqués par l'annonce de la mort suspecte d'un responsable de l'opposition. Pendant plus d'une demi-journée, le consul général de France à Port Gentil, M. Jean Duffau, a été séquestré par des manifestants qui voulaient marquer leur opposition au régime du président Omar Bongo. L'armée a été chargée du maintien de l'ordre. Un appel à la grève générale a été lancé pour le jeudi 24 mai.

Ces mesures ont été prises en raison de « la tournure regrettable et dangereuse » prise par les événements, a souligné le ministre de l'Administration du territoire, M. Antoine Mbombou Mikayou, qui a regretté qu'« une situation de deuil soit exploitée à des fins politiques ». La découverte, dans un hôtel de Libreville, dans la nuit du mardi 22 au mercredi 23 mai, du corps de M. Joseph Rendjambe, secrétaire général du Parti

gabonais du progrès, est à l'origine des troubles. Selon les premiers éléments de l'enquête révélés par M. José Joseph Amiar-Nganga, ministre de l'Administration du territoire, Rendjambe aurait été attiré dans un traquenard par une jeune femme.

Celle-ci, inscrite à l'hôtel sous l'identité de Jeanne Canonne, de nationalité ivoirienne, n'a pas été retrouvée. C'est dans sa chambre que le chauffeur de M. Rendjambe a retrouvé le corps à l'aube. Des traces de piqures avaient été relevées sur son abdomen. Ces informations semblent accréditer la thèse de l'assassinat politique, que les manifestants avaient immédiatement avancée. A Libreville, plusieurs centaines d'entre eux ont tenté de se rendre devant le palais présidentiel pour clamer leur colère. Ils se sont été empêchés, mais ont réussi à incendier l'hôtel Dove, où avait été découvert le corps. Un cinéma voisin a aussi été partiellement détruit par le feu.

A Port-Gentil, capitale économique d'où était originaire Joseph Rendjambe, les troubles ont été plus importants. Plusieurs bâtiments officiels ont été totalement brûlés. Le consulat de France a été touché par les flammes. M. Duffau, consul gé-

ral, a été emmené mercredi en fin d'après-midi, sans violence, selon des témoins. Ses ravisseurs auraient demandé l'intervention de la France pour obtenir le départ du président Omar Bongo, mais cette revendication n'a pas été confirmée officiellement. Le diplomate français a finalement été libéré, jeudi matin, a annoncé le Quai d'Orsay.

Pour rétablir l'ordre, le gouvernement gabonais a donc décrété le couvre-feu et fait appel à l'armée, dont la garde présidentielle, unie d'élite encadrée par des Français contractuels du gouvernement gabonais. Les ravisseurs de M. Duffau accusent le président Bongo d'être à l'origine de la mort de M. Joseph Rendjambe, qui était par ailleurs un homme d'affaire connu à Libreville.

Cette affaire intervient alors que la situation politique du Gabon tendait à s'apaiser après l'adoption officielle, lundi 21 mai, du multipartisme et l'élection d'un nouveau secrétaire général de l'ex-parti unique, le Parti démocratique gabonais (PDG). Un ancien ministre, M. Jean Adiaha, a été choisi pour conduire le renouveau du PDG et surtout préparer l'élection présidentielle de septembre prochain. (AFP)

L'affaire de la succession Canson

M. Paul Lombard et M. Pierre Rosenberg bénéficient d'un non-lieu

M. Benjamin Rajbaut, doyen des juges d'instruction de Toulon, chargé du dossier Canson, a rendu, le mercredi 23 mai, une ordonnance de non-lieu au profit de l'avocat marseillais Paul Lombard, de son ancienne collaboratrice, M. Marie-France Pestel-Debord, et du directeur du département des peintures au Musée du Louvre, M. Pierre Rosenberg. Cette décision fait suite aux réquisitions prises par le parquet de Toulon, le 11 mai dernier (le Monde du 13 mai), qui allaient dans le même sens.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dans l'affaire de la succession Canson, le magistrat a retenu des charges suffisantes contre quatre

inculpés dont M. Joëlle Pesnel, ancienne dame de compagnie de M. Canson et personnage central de l'affaire. Au terme de son instruction, il a maintenu, contre M. Pesnel, les inculpations de séquestration arbitraire, abus de confiance, faux et usage de faux en écritures privées et extorsion de signatures. M. Boissonnet est poursuivi pour complicité d'abus de confiance, faux et usage de faux et non assistance à personne en danger. M. Alain Jourdan devra répondre de l'accusation de complicité d'extorsion de signatures, et, enfin, M. Dominique Laffargue, ami, chauffeur et garde du corps de Joëlle Pesnel, qui a bénéficié d'un non-lieu partiel, comparaitra pour non-assistance à personne en danger.

C'est une instruction floue de près de deux ans que M. Benjamin Rajbaut, successeur, depuis janvier 1989, de M. Pierre Bernard, a

bouclé. L'information judiciaire avait été ouverte à la suite d'une plainte déposée, dans le courant de 1988, par M. Jeanne Deschamps, sœur de M. Suzanne de Canson, qui jugeait suspect le décès de celle-ci, à l'âge de soixante-trois ans, au domicile de M. Pesnel, le 16 septembre 1986. L'enquête devait révéler que M. Pesnel avait réservé les pires traitements à la vieille dame, propriétaire d'une collection de tableaux de maîtres estimée à 300 millions de francs. M. Pesnel, une ancienne tenancière de bar, s'était, d'autre part, proclamée héritière en fabriquant trois faux testaments avec diverses complicités dont celles d'un notaire de La Garde, près de Toulon, M. Alain Jourdan et d'un avocat toulonnais, M. Robert Boisson-

net. Les investigations approfondies et les confrontations successives entre inculpés n'ont pas permis d'établir la responsabilité pénale de M. Paul Lombard. L'avocat marseillais était intervenu, essentiellement, comme conseil de M. Pesnel, pour faciliter la vente au Musée du Louvre, en novembre 1985, au prix de 5 millions de francs, d'une toile de Murillo, le *Gentilhomme seigneur*. La question était de savoir si M. Lombard et sa collaboratrice de l'époque, M. Pestel-Debord, inculpés, respectivement, en décembre 1988, de recel, complicité, usage de faux en écritures privées et complicité de vol et de faux, ainsi que M. Rosenberg, poursuivi, à la même date, pour recel, avaient eu conscience ou non de l'origine douteuse de la propriété de ce tableau. Lors d'une confrontation, en janvier 1989, M. Pesnel avait gravement mis en cause M. Lombard, auquel elle imputait le montage de toute l'opération successorale qui lui avait permis de s'approprier les biens de M. Canson. Une note manuscrite, décrivant le mécanisme, complexe, de la succession et pouvant étayer ces assertions avait été saisie au cabinet de l'avocat mais elle avait été écartée du dossier d'instruction au nom du secret professionnel.

La transaction concernant le Murillo a été entourée, au demeurant, de certaines bizarreries. Le Musée du Louvre ne s'était pas ému, notamment, d'acheter le tableau, en 1985, à Joëlle Pesnel, qui affirmait en avoir hérité, en 1979, de sa grand-mère, alors qu'il avait tenté d'acquiescer la même œuvre, en 1981, à M. Canson.

GUY PORTE

A nos lecteurs

Des arrêts de travail parmi les cadres et employés du Monde ont entraîné, mercredi 23 mai, des perturbations dans la sortie du journal daté du 24. Nous prions les lecteurs qui auront été privés de leur quotidien de bien vouloir nous en excuser.

Ouverture du congrès du Syndicat de la magistrature

Au bord de l'éclatement

Le congrès extraordinaire du Syndicat de la magistrature devait s'ouvrir le 24 mai pour quatre jours à Paris dans une ambiance très tendue. Epuisé depuis plusieurs mois par des dissensions internes qui ont conduit à des démissions spectaculaires - notamment celles du secrétaire général puis du président - le Syndicat de la magistrature est au bord de l'éclatement.

Le magistrat est tout seul sur sa barque. Sa roque, qui porte un grand S comme Syndicat, est tombée à l'eau. On répète qu'on coule ? L'affiche du congrès extraordinaire du Syndicat de la magistrature est un bon résumé de la situation, et le magistrat paraît bien seul dans son petit bateau. S'il se penche, il tombe, personne ne lui tendra la main.

C'est peu dire que le congrès extraordinaire, organisé au bout de longs mois de confusion, ressemble à une session de retraçage. Faute de réussir une synthèse ou l'élimination d'un clan par un autre, il ne restera plus grand-chose de ce qui fut pendant vingt ans l'organe de toute une génération de magistrats.

La crise s'était dessinée au dernier congrès (le Monde du 6 décembre 1989) : alors que le bureau sortant s'en prenait à la politique du gouvernement Rocard, et particulièrement à celle de son ministre de la justice, dénonçant l'« année des renoncements », une jeune garde avait commencé à distribuer des coups de griffes. Issus de la base, ces jeunes juges, souvent tout juste sortis de l'école, trouvaient leurs aînés un peu trop tûdes dans leurs critiques et trop proches du pouvoir.

Ils étaient inquiets de tout, et même du succès du syndicat aux dernières élections professionnelles (36,05 % des voix dans les cours et tribunaux) qui leur faisait craindre de rejoindre le camp des notables.

Rupture amoureuse

Deux semaines après ce congrès en demi-teinte, la crise éclata véritablement autour de la personnalité controversée de M. Frédéric N'Guyen, juge d'instruction à Paris, qui brigait le poste de secrétaire général. (le Monde du 19 décembre 1989). Fallait-il faire part au conseil syndical avant l'élection du bureau des deux rapports déplorables de l'instruction judiciaire qui avaient été versés à son dossier lors de son examen par la commission d'avancement ? Ce fut là le choix de la présidence sortante. Mme Adeline Hazan, qui pensait que son syndicat devait être mis au courant. La psychodrame une fois déclenché n'a pas cessé depuis. Jusque-là amis, souvent complices, les membres du conseil se sont déchirés : les lettres de démission ressemblant à des lettres de rupture amoureuse. Parachuté, un président-surprise, M. Bernard Brunet, démissionnaire trois mois après avoir été élu (le Monde du 22 mars). On n'hésite alors devant aucun coup bas : écoutes téléphoniques (entre magistrats), rumeurs sur la vie privée des membres du camp adverse...

Toute tentative de médiation ayant échoué, on finit par décider de la tenue d'un congrès extraordinaire qui devrait décider de la poursuite ou de l'abandon de la tentative de médiation. Pour la première fois dans l'histoire du syndicat, deux listes sont en présence. L'une réunie autour de M. N'Guyen et de son fidèle lieutenant Christophe Seys (juge à Lyon), l'autre autour de M. Maurice Zavarro, maître de conférences à l'Ecole nationale de la magistrature à Bordeaux. Si, de part et d'autre, on affirme vouloir remettre le Syndicat de la magistrature sur pied, les méthodes ne sont pas les mêmes. Les premiers entendent éliminer les « gardiens du temple », anges tutélaires pesants du syndicat auquel ils appartiennent depuis des années, et qui, entrés dans des cabinets ministériels ou occupant des postes dans des organismes para-gouvernementaux, sont accusés de jouer à des fins personnelles de leur double casquette. Les autres, moins tranchants, moins sectaires, en appellent à la « raison » contre le « dogme » et tentent de retrouver le chemin de la « loyauté » et du « respect mutuel ».

Problèmes de personnes ou différence de conception du syndicalisme ? Analyse véritablement divergente de la crise de l'institution judiciaire, ou lutte acharnée pour le contrôle du pouvoir à la tête d'une organisation syndicale en perdition ? C'est une base imprévisible qui tranchera entre ces deux camps.

AGATHE LOGEART

RECTIFICATIF. - Contrairement à ce qu'un erreur technique nous faisait écrire dans le Monde du 24 mai dans l'article consacré à la tenue de la magistrature, le garde des sceaux n'est pas ministre d'Etat.

A Clichy-sous-Bois

Sapho et les Garçons bouchers contre l'extrême droite

On a déjà entendu des concerts « pour la paix » ou « contre l'apartheid » voire au profit de la lutte contre le cancer. Mais c'est la première fois, sauf erreur, que la musique rock était officiellement engagée « contre le Front national ». C'était en effet le titre du concert organisé mercredi soir 23 mai par la municipalité communiste de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) dans la salle de l'Espace 93 Victor-Hugo. La grande banderole suspendue au-dessus de la scène était explicite : « Contre le Front national, avec leur maire Christian Chapuis et l'équipe municipale, les jeunes disent non au racisme ».

Cette soirée qui s'est déroulée sans incident était prévue depuis un mois, c'est-à-dire avant la profanation dans le cimetière de la ville de trente-deux tombes du carré juif (le Monde du 16 mai). Elle n'en a eu que plus de signification auprès d'un public de jeunes - beaucoup d'enfants et d'adolescents en majorité immigrés venus des cités HLM avoisinantes - qui avait envahi la salle de huit cents places, certes « pour entendre

d'abord des chanteurs et des groupes de rock (Sapho, Arkham, Les Garçons bouchers, Gamme, Bill Deraine, etc.), mais aussi pour faire un triomphe aux propos du maire « contre le milliardaire Le Pen, contre le racisme et l'antisémitisme, contre la xénophobie et l'intolérance ».

« Le Front national ne fera pas main basse sur notre ville », a assuré M. Chapuis en appelant à une « mobilisation fraternelle » dans une cité qui compte 35 % d'immigrés et où le parti de M. Le Pen a obtenu 30 % des voix au deuxième tour de l'élection municipale partielle du 27 mars dernier. Les partisans du leader de l'extrême droite ne se sont manifestés à aucun titre mercredi soir. La sécurité était assurée par des maîtres-chiens et une soixantaine de membres du service d'ordre.

Ce concert a été aussi l'occasion pour M. Chapuis de se démarquer encore un peu plus, selon son propre sentiment, de l'ancienne maire communiste de Clichy-sous-Bois, M. André Dechamps, qui a perdu son fauteuil pour avoir tenu des propos racistes désavoués par le PCF (le Monde du 3 avril).

Seule fausse note dans ce concert gratuit où les artistes, comme il est de coutume lorsqu'il s'agit de « grandes causes », n'ont pas réclamé leur cachet habituel : Sapho n'a interprété qu'une chanson, privée qu'elle était de musiciens trop gourmands ou pas assez motivés.

MICHEL CASTAING

FOOTBALL : Le Milan AC remporte la coupe d'Europe des clubs champions. - L'équipe italienne du Milan AC a remporté la coupe d'Europe des clubs champions de football, pour la deuxième année consécutive et la quatrième fois de son histoire, en s'imposant face aux Portugais de Benfica Lisbonne (1-0), mercredi 23 mai, à Vienne (Autriche).

Cette victoire, acquise devant 60 000 spectateurs, confirme la suprématie des clubs italiens, qui réalisent un triplé historique dans les trois compétitions européennes puisque la Juventus de Turin avait déjà remporté la coupe de l'UEFA devant la Fiorentina, autre club Calcio, et la Sampdoria Gênes, la coupe des coupes, contre les Belges d'Anderlecht.

Le Club Méditerranée et le gouvernement bulgare signent un accord de coopération

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, et M. Stoyan Zhulev, ministre du tourisme bulgare, devaient signer, le jeudi 24 mai, un protocole d'accord prévoyant une coopération accrue entre eux. A l'heure actuelle, le Club exploite un village familial haut de gamme et, l'hiver, à des congressistes.

La coopération portera sur cinq points. Le Club et l'agence d'Etat Balkantourist créeront une société commune qui prendra en gestion une ancienne et luxueuse résidence de la Nomenklatura bulgare, situé sur la mer Noire, à Varna. Les six cents lits de cette unité seront destinés, l'été, à un tourisme familial haut de gamme et, l'hiver, à des congressistes.

En deuxième lieu, le Club prendra une participation dans la société propriétaire de son village de Roussalka qui sera rénové. Une société commune sera créée entre le Club et Balkantourist pour la construction et l'exploitation d'un golf de dix huit trous, non loin de la Riviera bulgare. Une société de tourisme sera créée pour la construction et l'exploitation de bateaux de croisière sur la Danube.

A Avignon

Une adolescente tonduë à cause de la couleur de sa peau

Une jeune fille noire a été tonduë par quatre agresseurs en pleine rue, à Avignon (Vaucluse), le 16 mai dernier en fin d'après-midi.

Agée de seize ans, d'origine africaine et adoptée par un couple de Français domiciliés dans le Gard, Anne-M. se promenait dans une rue quand elle a croisé quatre jeunes gens casqués, en vélo-moteur. Sous les insultes : « On n'aime pas les Noirs », et, sous la menace d'un rasoir, la jeune fille s'est enroulée, tendue, par les queues, les bras, les jambes, les seins, les fesses.

Ses parents ont déposé plainte au commissariat de police d'Avignon le 18 mai. Une enquête a été ouverte.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

L'agitation palestinienne

Poursuite des troubles dans les territoires occupés et irritation américaine à l'égard d'Israël..... 2

La visite de M. Roh Tae-woo à Tokyo

L'empereur du Japon devrait présenter des excuses au président sud-coréen pour la colonisation de son pays..... 2

POLITIQUE

L'alliance de l'opposition

M. Chirac juge « intéressantes » les propositions de M. Giscard d'Estaing. La Force unie les récuse..... 6

M. Le Pen condamné

Le président du Front national condamné pour ses déclarations sur le « détail »..... 6

SOCIÉTÉ

La recherche sur le sida

Découverte d'un virus chez un singe..... 7

Le plan gouvernemental en faveur des universités

Mesures insuffisantes, estiment les syndicats..... 7

CULTURE

La Hongrie à Paris

Tandis que le Triomphe de l'amour, de Marivaux, mis en scène par Jacques Nichet, fait escale au Théâtre national de Budapest, le théâtre Katona triomphe à Paris avec Platonov, de Tchekhov..... 8

Une nouvelle équipe au Cargo de Grenoble

Le nouveau directeur de la maison

de la culture, M. Roger Caracache, appelle à ses côtés le metteur en scène belge Michel Deuzeux..... 8

LIVRES • IDÉES

Voyager selon Conrad

A l'occasion du Festival de la littérature de voyage de Saint-Malo, un inédit de Joseph Conrad..... 10

Venise en toutes lettres

Le feuilleton de Michel Braudeau : Heures italiennes, de Henry James ; Lettres de Venise, du baron Corvo ; Les Agents secrets de Venise, de Giovanni Comisso..... 9 à 14

ÉCONOMIE

ELF en URSS

Une première pour les compagnies pétrolières occidentales..... 18

AFFAIRES

Le blues d'une Braine de quartier. • La conversion européenne d'un syndicaliste denois..... 19

Services

Abonnements..... 16
Campus..... 17
Carnet..... 16
Loterie..... 17
Météorologie..... 16
Météo croisée..... 17
Radio-Télévision..... 15
Spectacles..... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 mai 1990 a été tiré à 377 589 exemplaires.